

**CONSEIL COMMUNAL DE SCHAERBEEK**  
**GEMEENTERAAD VAN SCHAARBEEK**

**seance du 28 mars 2012**  
**vergadering van 28 mars 2012**

**PRESENTS-AANWEZIG** : M.-h. Clerfayt, Bourgmestre-Burgemeester; Mme-mevr. Essaidi, MM.-hh. Noël, Verzin, Guillaume, Denys, Köse, Mme-mevr. Jodogne, M.-h. De Herde, Mmes-mevr. Smeysters, Hemamou, Echevins-Schepenen; MM.hh. Van Gorp, Grimberghs, Mme-mevr. Nyssens, MM.-hh. Özkara, Lahlali, Özturk, Mme-mevr. Durant, MM.-hh. Kökten, Köksal, Dönmez, Mme-mevr. Aliç, M.-h. Bouhjar, Mme-mevr. Ozdemir, M.-h. Nimal, Mmes-mevr. Chan, Güles, MM.-hh. de Beaufort, Ayad, van de Werve de Schilde, Mmes-mevr. Nalbant, Guisse, MM.-hh. Reghif, Echouel, El Arnouki, Mmes-mevr. Vriamont, Lejeune de Schiervel, MM.-hh. Kaddour, Vanhalewyn, Mme-mevr. Held, M.-h. Van Goethem, Conseillers communaux-Gemeenteraadsleden; M.-h. Bouvier, Secrétaire communal-Gemeentesecretaris.

**ABSENT -- AFWEZIG** : MM.-hh. El Khattabi et/en Ramdani, Conseillers communaux-Gemeenteraadsleden.

**EXCUSÉS -- VERONTSCHULDIGD** : Mme-mevr. Bouarfa, M.-h. Charels, Mme-mevr. Onkelinx, M.-h. Courtheoux, Conseillers communaux-Gemeenteraadsleden

**EN DÉBUT DE SÉANCE -- IN HET BEGIN VAN DE VERGADERING** : Mme-mevr. Hemamou, M.-h. Köse, Echevins-Schepenen; Mme-mevr. Durant, MM.-hh. El Khattabi, Özkara, Ramdani, van de Werve de Schilde, Conseillers communaux-Gemeenteraadsleden.

**Monsieur Clerfayt**, Bourgmestre, préside l'assemblée qu'il ouvre en séance publique à **18 heures 40 minutes**. - De openbare vergadering wordt geopend om **18.40** uur onder voorzitterschap van **de heer Clerfayt**, Burgemeester.

Il est satisfait au prescrit de l'article 89 de la nouvelle loi communale et le procès-verbal de la séance du **15 février 2012** est tenu sur le bureau à la disposition des membres du Conseil.

Er wordt voldaan aan de voorschriften van artikel 89 van de nieuwe gemeentewet en de notulen van de vergadering van **15 februari 2012** zijn ter beschikking van de raadsleden ter tafel neergelegd.

**Madame Vriamont** est désignée par le sort pour voter la première lors du vote par appel nominal.

**Mevrouw Vriamont** is door het lot aangewezen om als eerste te stemmen bij hoofdelijke stemming.

La traduction simultanée des débats est assurée par **M. Van Wassenhoven**.

De vertaling staande vergadering wordt door de **heer Van Wassenhoven** verzekerd.

## SEANCE PUBLIQUE - OPENBARE VERGADERING

\* \* \* \*

Mme Essaidi intervient et expose sur un folder qui a été mis sur la table des conseillers -- Mevrouw Essaidi komt tussen beide en geeft uitleg op een folder die neergelegd werd op de banken van de gemeenteraadsleden.

\* \* \* \*

\* \* \*

M. Özkara et Mme Hemamou entrent en séance -- De h. Özkara en Mevrouw Hemamou treden ter vergadering.

\* \* \*

### SERVICES DU SECRETAIRE COMMUNAL -- DIENSTEN VAN DE GEMEENTESECRETARIS Bureau des Assemblées -- Kantoor der Vergaderingen

SP 1.- ASBL "Crèches de Schaerbeek" - Rapport annuel 2011 -- Vzw "Crèches de Schaerbeek" - Jaarlijks verslag 2011

M. De Herde expose le point à l'aide d'un Powerpoint

MM. El Arnouki, de Beaufort, Mme Vriamont, M. Vanhalweyn et M. Lahlali interviennent.

M. le Bourgmestre intervient.

M. De Herde répond.

Mme Vriamont intervient

\* \* \*

MM. Köse, van de Werve de Schilde et Mme Durant entrent en séance -- De hh. Köse, van de Werve de Schilde en Mevr. Durant treden ter vergadering.

\* \* \*

### SERVICES DU RECEVEUR COMMUNAL -- DIENSTEN VAN DE GEMEENTEONTVANGER Taxes -- Belastingen

SP 2.- Règlement redevance relatif aux cartes communales de stationnement  
- Modification -- Retributiereglement betreffende de gemeentelijke parkeerkaarten - Wijziging

M. le Bourgmestre propose de regrouper les points 2, 3, 4, 16, 20, 28, 41 et 42.

M. Guillaume expose les points relatifs aux cartes de stationnement.

M. le Bourgmestre complète l'intervention de Monsieur Guillaume.

M. de Beaufort et M. Grimberghs exposent leurs points.

M. Van Gorp intervient relative au point 28.

MM. Vanhalewyn, Reghif et Mme Vriamont interviennent.

M. le Bourgmestre intervient et donne des réponses.

M. Guillaume complète les réponses données par Monsieur le Bourgmestre.

M. Grimberghs apporte quelques commentaires complémentaires et propose de modifier "tout établissement d'enseignement obligatoire subventionné " par "tout établissement d'enseignement agréé par l'une ou l'autre communauté".

## **M. Van Gorp intervient.**

### **DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD**

Par appel nominal, approuvé par 26 voix contre 10 et 5 abstentions -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met 26 stemmen tegen 10 en 5 onthoudingen

#### **LE CONSEIL COMMUNAL**

Vu l'article 173 de la Constitution ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 22 février 1965 permettant aux communes d'établir des redevances de stationnement applicables au véhicules à moteur et les modifications qui en découlent suivant la loi du 7 février 2003 ;

Vu l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage des voies publiques, notamment les articles 2.50 à 2.53 ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 janvier 2007 concernant la carte communale de stationnement ;

Revu sa délibération du 25 mai 2011 votant la modification du règlement redevance relatif aux cartes communales de stationnement ;

Considérant que la politique de stationnement a pour objectif de dynamiser les zones commerciales de la commune, de diminuer la pression automobile et d'assurer un meilleur accès au profit des habitants ;

Considérant qu'en vue d'augmenter les possibilités de stationnement, il est nécessaire notamment de faciliter le contrôle de la limitation de la durée de stationnement imposée aux endroits prescrits par les règlements de police ;

Vu la situation financière de la commune ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

**ARRETE** par 26 voix contre 10 et 5 abstentions

#### **Règlement redevance relatif aux cartes communales de stationnement**

##### **LA CARTE COMMUNALE DE STATIONNEMENT**

###### **Article 1**

La carte communale de stationnement n'est délivrée qu'aux catégories d'utilisateurs suivants :

- LES FIRMES et INDEPENDANTS: à savoir, la personne ou l'entreprise ayant son siège social ou d'exploitation à Schaerbeek, en zone de stationnement réglementé. Par personne, il y a lieu d'entendre le titulaire d'une profession libérale ou l'indépendant. Par entreprise, il y a lieu d'entendre toute personne morale quel que soit son statut (les sociétés reprises à l'article 2 du Code des Sociétés, les institutions publiques, privées, les établissements réservés aux cultes visés par la loi sur le temporel des cultes, les établissements d'enseignement non obligatoire, les hôpitaux, cliniques, polycliniques et dispensaires de soins, les œuvres de bienfaisance, les asbl)

Le maximum de cartes octroyées par FIRME est limité à 2 unités + 30% du personnel occupé à l'exception des hôtels où le nombre de cartes octroyées est limité à 30% du personnel occupé + 10% du nombre de chambres.

La carte communale de stationnement octroyée à cette catégorie d'utilisateurs est valable sur le territoire schaarbeekoïse aux endroits où la réglementation sur le stationnement l'autorise.

- LES FIRMES et INDEPENDANTS BRUXELLOIS à savoir, la personne ou l'entreprise ayant son siège social ou d'exploitation à Bruxelles, {rue F. J. Navez du n° 60 au n° 178 (côté pair), rue Stephenson du n° 2 au n° 130 (côté pair) et rue du Pavillon n° 2 et 4, place Masui du n° 13 au 18 et du 27 au 34, rue des Palais du n° 265 au 279 (côté impair)}, à proximité d'une zone de stationnement réglementée à Schaerbeek. Par personne, il y a lieu d'entendre le titulaire d'une profession libérale ou l'indépendant. Par entreprise, il y a lieu d'entendre toute personne morale quel que soit son statut (les sociétés reprises à l'article 2 du Code des Sociétés, les institutions publiques, privées, les établissements réservés aux cultes visés par la loi sur le temporel des cultes, les établissements d'enseignement, les hôpitaux, cliniques, polycliniques et dispensaires de soins, les œuvres de bienfaisance, les asbl)

Le maximum de cartes octroyées par FIRME est limité à 2 unités + 30% du personnel occupé à l'exception des hôtels où le nombre de cartes octroyées est limité à 30% du personnel occupé + 10% du nombre de chambres.

La carte communale de stationnement octroyée à cette catégorie d'usagers est valable sur le territoire schaarbeekois aux endroits où la réglementation sur le stationnement l'autorise.

- LES VISITEURS OCCASIONNELS à savoir toute personne non schaarbeekoise en visite à Schaerbeek.

La demande doit être introduite à l'administration communale par une personne domiciliée à Schaerbeek. La carte communale de stationnement octroyée à cette catégorie d'usagers est valable sur tout le territoire schaarbeekois aux endroits où la réglementation sur le stationnement l'autorise. Les cartes de stationnement donnant droit au stationnement d' 1 ou 2 jours/semaine sont limitées à 1/an par ménage schaarbeekois. Les cartes de stationnement donnant droit au stationnement d'une durée de 15 jours sont limitées à 3 périodes de 15 jours par an.

- LES COMMERCANTS AMBULANTS exerçant une activité sur le territoire de Schaerbeek.

La carte communale de stationnement octroyée à cette catégorie d'usagers est valable dans la zone où est exercée l'activité ambulante du demandeur aux endroits où la réglementation sur le stationnement l'autorise.

- LES CHANTIERS TEMPORAIRES situés sur le territoire de Schaerbeek.

La carte communale de stationnement octroyée à cette catégorie d'usagers est valable dans la zone où est situé le chantier aux endroits où la réglementation sur le stationnement l'autorise.

- LES RIVERAINS BRUXELLOIS des rues F. J. Navez du n° 60 au n° 178 (côté pair), rue Stephenson du n° 2 au n° 130 (côté pair) et rue du Pavillon n° 2 et 4, place Masui du n° 13 au 18 et du 27 au 34, rue des Palais du n° 265 au 279 (côté impair).

La carte communale de stationnement octroyée à cette catégorie d'usagers est valable sur l'ensemble du territoire de la commune de Schaerbeek, aux endroits où la réglementation sur le stationnement l'autorise.

- LES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT à savoir, tout établissement d'enseignement agréé par l'une ou l'autre communauté implanté à Schaerbeek en zone de stationnement réglementé.

La demande doit être introduite par le chef de l'établissement ou son représentant.

Le maximum de cartes octroyées par ÉTABLISSEMENT est limité à 2 unités + 30% du personnel occupé. La carte communale de stationnement octroyée à cette catégorie d'usagers est valable sur le territoire Schaarbeekois aux endroits où la réglementation sur le stationnement l'autorise. Cette carte donne droit au stationnement pendant les jours scolaires.(du 20/08 jusqu'au 10/07).

#### Article 2

La carte communale de stationnement est obtenue sur demande à l'administration communale. Le demandeur doit fournir la preuve qu'il appartient à l'une des catégories déterminées supra et que le(s) véhicule(s) pour le(s)quel(s) la carte est demandée est (sont) immatriculé(s) à son nom ou qu'il en est le conducteur principal. Pour toute demande, les firmes seront en outre tenues de compléter dûment le formulaire relatif à la gestion de la mobilité de leur personnel qui leur sera remis par la commune.

#### Article 3

La carte communale de stationnement est établie conformément au modèle figurant en annexe de l'arrêté ministériel du 9 janvier 2007, est de format A6 et de couleur jaune.

#### Article 4

La carte communale de stationnement a une durée de validité d'un an. Si le titulaire de la carte souhaite la prolongation de sa validité pour le même terme, il en fait la demande, dans un délai de deux semaines avant son échéance, dans les mêmes formes que lors de sa demande initiale, en faisant état le cas échéant des modifications intervenues entre-temps.

La carte communale de stationnement doit être renvoyée ou remise à l'administration communale dans les hypothèses et selon les modalités prévues par l'article 5 de l'arrêté ministériel du 9 janvier 2007.

#### Article 5

Il sera réclamé pour la délivrance de la carte donnant droit au stationnement du véhicule aux endroits où la réglementation sur le stationnement l'autorise :

-Pour LES FIRMES et INDEPENDANTS/LES FIRMES et INDEPENDANTS BRUXELLOIS

Une redevance annuelle de € 175 pour la première carte.

Une redevance annuelle de € 350 par carte supplémentaire.

-Pour les VISITEURS OCCASIONNELS

Une redevance annuelle de € 50 donnant droit au stationnement d'1 jour/semaine

Une redevance annuelle de € 100 donnant droit au stationnement de 2 jours/semaine

Une redevance de € 50 donnant droit au stationnement d'une durée de 15 jours

-Pour les COMMERCANTS AMBULANTS

Une redevance annuelle de € 50 donnant droit au stationnement d'1 jour/semaine

Une redevance annuelle de € 100 donnant droit au stationnement de 2 jours/semaine

Une redevance annuelle de € 300 donnant droit au stationnement de 7 jours/semaine

-Pour les CHANTIERS TEMPORAIRES :

Une redevance de € 50 donnant droit au stationnement d'une durée de 15 jours.

-Pour les LES RIVERAINS BRUXELLOIS :

Une redevance annuelle de € 175 par carte. Le nombre de cartes octroyées est limité au nombre de personnes reprises dans le ménage du demandeur pour autant que ces dernières soient titulaires d'un permis de conduire valable.

-Pour les ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT :

Une redevance annuelle de € 200.

#### Article 6

En tout état de cause, il ne sera octroyé par quota autorisé annuellement, qu'une seule carte pour un véhicule de plus de 3,5 T. Son obtention est subordonnée à l'avis positif du Collège et au paiement d'une redevance de € 500.

#### Article 7

Le montant sera doublé pour l'établissement d'un duplicata.

LA CARTE COMMUNALE DE STATIONNEMENT DITE « CARTE DE RIVERAIN »

#### Article 8

La carte de riverain n'est délivrée qu'aux seules personnes physiques qui ont leur domicile ou leur résidence principale à Schaerbeek. Le nombre de cartes octroyées ne peut excéder le nombre de personnes reprises dans le ménage du demandeur pour autant que ces dernières soient titulaires d'un permis de conduire valable. Par dérogation à la condition de l'exigence qui précède, une carte de riverain est attribuée par ménage possédant un véhicule. Par ménage, il y a lieu d'entendre soit une personne vivant seule, soit la réunion de plusieurs personnes ayant une vie commune.

Elle est valable sur l'ensemble du territoire de la commune de Schaerbeek aux endroits où la réglementation sur le stationnement l'autorise.

#### Article 9

La carte de riverain est obtenue sur demande à l'administration communale. Le demandeur doit fournir la preuve qu'il a son domicile ou sa résidence principale à Schaerbeek et que le véhicule pour lequel la carte est demandée est immatriculé à son nom ou qu'il en est le conducteur principal.

#### Article 10

La carte de riverain mentionne la plaque d'immatriculation du véhicule couvert par la carte. Elle est établie conformément au modèle figurant en annexe de l'arrêté ministériel du 9 janvier 2007, est de format A6 et de couleur jaune.

#### Article 11

La carte de riverain a une durée de validité de deux ans. Si le titulaire de la carte souhaite la prolongation de sa validité, il en fait la demande, dans un délai de deux semaines avant son échéance, dans les mêmes formes que lors de sa demande initiale, en faisant état le cas échéant des modifications intervenues entre-temps.

La carte de riverain doit être renvoyée ou remise à l'administration communale dans les hypothèses et selon les modalités prévues par l'article 5 de l'arrêté ministériel du 9 janvier 2007.

#### Article 12

Tout ménage dispose gratuitement d'une carte donnant droit au stationnement aux endroits où la réglementation sur le stationnement l'autorise.

Il sera réclamé toutefois :

Une redevance annuelle de € 45 pour la seconde carte délivrée au même ménage ;

Une redevance annuelle de € 150 par carte supplémentaire délivrée au même ménage.

Par dérogation à l'article 11, 1<sup>er</sup> alinéa, la durée de validité de la carte de riverain payante est ramenée à 1 an.

#### Article 13

La carte de riverain peut être attribuée à un véhicule de plus de 3,5T pour tout riverain dont l'activité professionnelle uniquement justifie l'utilité de ce type de véhicule. Son obtention est subordonnée à l'avis positif du Collège et au paiement d'une redevance de € 300.

#### Article 14

Pour toutes ces cartes un montant similaire au montant initial sera perçu pour l'établissement d'un duplicata.

LA CARTE COMMUNALE DE STATIONNEMENT A USAGE UNIQUE  
DITE «TICKET A GRATTER »

#### Article 15

Tout automobiliste peut obtenir auprès des points de vente déterminés par le Collège des Bourgmestre et Echevins la carte de stationnement dite « ticket à gratter » moyennant le paiement d'une redevance de 5€. Cette carte à usage unique est valable sur le territoire schaarbeekoïse aux endroits où la réglementation sur le stationnement l'autorise.

Pour utiliser le ticket, il suffit à l'automobiliste d'y mentionner le numéro d'immatriculation du véhicule, de gratter la case du jour, celle du mois et celle de l'heure d'arrivée, et d'apposer le ticket de manière visible sur la face interne de son pare-brise avant. Ainsi placé, le ticket autorise le stationnement pendant 4 heures consécutives à partir de l'heure d'arrivée.

DISPOSITIONS COMMUNES

#### Article 16

Pour les véhicules de moins de 3,5T de types suivants (catégories DIV) :

- Remorque (tout type)
- Ambulance
- Caravane/autocaravane
- Dépanneuse
- Véhicule grue
- Matériel agricole
- Motoculteur
- Matériel industriel
- Tracteurs

il ne sera pas octroyé de carte de stationnement.

#### Article 17

La présente délibération sort ses effets le 5<sup>ième</sup> jour qui suit le jour de sa publication. Elle annule et remplace la délibération du 25 mai 2011 visée en préambule.

#### DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikel 173 van de Grondwet;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 22 februari 1965 betreffende de toelating aan de gemeenten, parkeerretributies vast te stellen toepasselijk op motorvoertuigen en de daaropvolgende wijzigingen volgens de wet van 7 februari 2003;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 december 1975 betreffende de algemene reglementering op de politie van het wegverkeer en de daaropvolgende wijzigingen, in het bijzonder de artikels 2.50 tot 2.53;

Gelet op het ministerieel besluit van 9 januari 2007 betreffende de gemeentelijke parkeerkaart;

Herziende zijn raadsbesluit van 25 mei 2011 stemmend de wijziging van het retributiereglement betreffende de gemeentelijke parkeerkaarten;

Overwegende het feit dat het parkeerbeleid is gericht om de commerciële gebieden van de stad te dynamiseren, de autodruk te verminderen en een betere toegang te verzekeren ten behoeve van de bewoners;

Overwegende dat, om de beschikbaarheid van parkeerplaatsen te verhogen, het vooral noodzakelijk is om de controle op het parkeren van beperkte duur te vergemakkelijken opgelegd in gebieden voorgeschreven door de politiereglementen;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT : met 26 stemmen tegen 10 en 5 onthoudingen

Retributiereglement betreffende de gemeentelijke parkeerkaarten  
DE GEMEENTELIJKE PARKEERKAART

#### Artikel 1

De gemeentelijke parkeerkaart wordt enkel afgeleverd aan de volgende categorie van gebruikers:

- DE FIRMA'S en ZELFSTANDIGEN: te verstaan, de persoon of onderneming hebbende zijn maatschappelijke of exploitatiezetel te Schaarbeek, in een gereguleerde parkeerzone. Onder persoon dient men te verstaan de titularis van een vrij of zelfstandig beroep. Onder onderneming verstaat men ieder rechtspersoon met om het even welk statuut (de ondernemingen uit artikel 2 van het Wetboek der vennootschappen, de openbare en private instellingen, de inrichtingen voorbehouden aan erediensten bedoeld in de wet op de temporaliën van de erediensten, de onderwijsinstellingen die niet-verplicht onderwijs aanbieden, de ziekenhuizen, poliklinieken en hulpverleners, de liefdadigheidsinstellingen en de VZW's).

Het maximum aantal toegestane kaarten per FIRMA is gelimiteerd tot 2 eenheden + 30% van het tewerkgestelde personeel, met uitzondering voor de hotels waar het aantal toegestane kaarten gelimiteerd wordt op 30% tewerkgesteld personeel + 10% van het aantal kamers.

De toegestane gemeentelijke parkeerkaart aan deze categorie van gebruikers is geldig op het grondgebied van Schaarbeek, op de plaatsen waar de regelgeving inzake het parkeren het toelaat.

- DE BRUSSELSE FIRMA'S en ZELFSTANDIGEN: te verstaan, de persoon of onderneming hebbende zijn maatschappelijke of exploitatiezetel te Brussel, (F. J. Navezstraat van nr. 60 tot 178 (de pare nummers), Stephensonstraat van nr. 2 tot 130 (de pare nummers) en de Paviljoenstraat nr. 2 en 4, Masuiplein van nr. 13 tot 18 en van 27 tot 34, Paleizenstraat van nr. 265 tot 279 (de onpare nummers)), in de nabijheid van een zone te Schaarbeek waar het parkeren is gereguleerd. Onder persoon dient men te verstaan de titularis van een vrij of zelfstandig beroep. Onder onderneming verstaat men ieder rechtspersoon met om het even welk statuut (de ondernemingen uit artikel 2 van het Wetboek der vennootschappen, de openbare en private instellingen, de inrichtingen voorbehouden aan erediensten bedoeld in de wet op de temporaliën van de erediensten, de onderwijsinstellingen, de ziekenhuizen, poliklinieken en hulpverleners, de liefdadigheidsinstellingen en de VZW's).

Het maximum aantal toegestane kaarten per FIRMA is gelimiteerd tot 2 eenheden + 30% van het tewerkgestelde personeel, met uitzondering voor de hotels waar het aantal toegestane kaarten gelimiteerd wordt op 30% tewerkgesteld personeel + 10% van het aantal kamers.

De toegestane gemeentelijke parkeerkaart aan deze categorie van gebruikers is geldig op het grondgebied van Schaarbeek, op de plaatsen waar de regelgeving inzake het parkeren het toelaat.

- OCCASIONELE BEZOEKERS wat wil zeggen de niet schaarbekenaar die een bezoek brengt te Schaarbeek.

De aanvraag moet worden ingediend bij het gemeentebestuur door een in Schaarbeek gedomicilieerd persoon. De gemeentelijke parkeerkaart toegekend aan deze categorie van gebruikers is geldig op hele grondgebied van Schaarbeek

waar de parkeerplaatsen zijn onderworpen aan de regelgeving inzake parkeren. De parkeerkaarten die recht geven op het parkeren gedurende 1 of 2 dagen/week zijn beperkt tot 1/jaar, per gezin. De parkeerkaarten die recht geven op het parkeren gedurende 15 dagen zijn beperkt tot 3 perioden van 15 dagen per jaar.

- DE LEURDERS welke een activiteit uitoefenen op het grondgebied van Schaarbeek.

De toegestane gemeentelijke parkeerkaart aan deze categorie van gebruikers is geldig op de plaatsen waar de leurderactiviteit van de aanvrager plaats heeft, op de plaatsen waar de regelgeving inzake het parkeren het toelaat.

- DE TIJDELIJKE WERVEN bevindend op het grondgebied van Schaarbeek.

De toegestane gemeentelijke parkeerkaart aan deze categorie van gebruikers is geldig op de plaatsen waar de werf zich bevindt, op de plaatsen waar de regelgeving inzake het parkeren het toelaat.

- DE BRUSSELSE BEWONERS in de F. J. Navezstraat van nr. 60 tot 178 (de pare nummers), Stephensonstraat van nr. 2 tot 130 (de pare nummers) en de Paviljoenstraat nr. 2 en 4, Masuiplein van nr. 13 tot 18 en van 27 tot 34, Paleizenstraat van nr. 265 tot 279 (de onpare nummers).

De toegestane gemeentelijke parkeerkaart aan deze categorie van gebruikers is geldig op het grondgebied van Schaarbeek, op de plaatsen waar de regelgeving inzake het parkeren het toelaat.

- DE ONDERWIJSINSTELLINGEN: te verstaan, alle onderwijsinstellingen die erkend zijn door om het even welke taalgemeenschap die een vestiging hebben te Schaarbeek, in één van de zones waar het parkeren is gereguleerd.

De aanvraag dient te worden gebeuren door het hoofd van de instelling of zijn vertegenwoordiger.

Het maximum aantal toegestane kaarten per ONDERWIJSINSTELLING is gelimiteerd tot 2 eenheden + 30% van het tewerkgestelde personeel. De toegestane gemeentelijke parkeerkaart aan deze categorie van gebruikers is geldig op het grondgebied van Schaarbeek, op de plaatsen waar de regelgeving inzake het parkeren het toelaat. Deze kaart geeft recht tot parkeren gedurende de schooldagen van 20/08 tot 10/07).

#### Artikel 2

De gemeentelijke parkeerkaart is te verkrijgen op aanvraag bij het gemeentebestuur. De aanvrager moet het bewijs leveren dat hij behoort tot één van de hierboven bepaalde categorie en dat het/de voertuig(en) voor dewelke de kaart(en) zijn aangevraagd ook is/zijn ingeschreven op zijn naam of waarvan hij de hoofdbestuurder is. Voor elke aanvraag zullen de firma's er worden toe aangezet een formulier in te vullen, voorgelegd door de gemeente, betreffende het mobiliteitsplan van hun personeel.

#### Artikel 3

De gemeentelijke parkeerkaart wordt opgemaakt volgens het model zich bevindend in de bijlage van het ministerieel besluit van 9 januari 2007, op formaat A6 en in de gele kleur.

#### Artikel 4

De gemeentelijke parkeerkaart heeft een geldigheidsduur van één jaar. Wanneer de titularis van de kaart de verlenging voor dezelfde duurtijd wenst, moet hij de aanvraag hiervan doen, twee weken voor de vervalddag, volgens dezelfde vorm als de initiële aanvraag, rekeninghoudend met de wijzigingen die ondertussen hebben plaatsgehad.

De gemeentelijke parkeerkaart moet worden teruggestuurd of overhandigd worden in de hypothesen en volgens de modaliteiten voorzien in artikel 5 van het ministerieel besluit van 9 januari 2007.

#### Artikel 5

Er zal gevraagd worden bij de aflevering van een kaart welke recht geeft tot het parkeren van een voertuig op plaatsen waar de reglementering op het parkeren dit toelaat:

-Voor de FIRMA'S en ZELFSTANDIGEN/ de BRUSSELSE FIRMA'S en ZELFSTANDIGEN:

Een jaarlijkse retributie van € 175 voor de eerste kaart.

Een jaarlijkse retributie van € 350 per supplementaire kaart.

-Voor de OCCASIONELE BEZOEKERS:



Een jaarlijkse retributie van € 50 welke recht geeft op 1 dag/week te parkeren;  
Een jaarlijkse retributie van € 100 welke recht geeft op 2 dagen/week te parkeren;  
Een retributie van € 50 welke recht geeft te parkeren gedurende 15 dagen.

-Voor de LEURDERS:

Een jaarlijkse retributie van € 50 welke recht geeft op 1 dag/week te parkeren;  
Een jaarlijkse retributie van € 100 welke recht geeft op 2 dagen/week te parkeren;  
Een jaarlijkse retributie van € 300 welke recht geeft op 7 dagen/week te parkeren;

-Voor de TIJDELIJKE WERVEN:

Een retributie van € 50 welke recht geeft te parkeren gedurende 15 dagen.

-Voor de BRUSSELSE BEWONERS:

Een jaarlijkse retributie van € 175 per kaart. Het aantal toegestane kaarten mag niet meer zijn dan het aantal, dat deel uitmaken van het gezin in zoverre zij titularis zijn van een geldig rijbewijs

-Voor de ONDERWIJSINSTELLINGEN:

Een jaarlijkse retributie van € 200.

#### Artikel 6

In ieder geval zal er slechts één enkele gemeentelijke parkeerkaart per jaarlijkse toegelaten quota worden afgeleverd aan voertuigen zwaarder dan 3,5T, De verkrijging van deze kaart is onderheven aan een positief advies van het College en aan de betaling van een retributie van € 500.

#### Artikel 7

Het bedrag zal verdubbeld worden bij het opstellen van een duplicaat.

#### **DE GEMEENTELIJKE PARKEERKAART GENOEMD "BEWONERSKAART"**

#### Artikel 8

De bewonerskaart wordt enkel afgeleverd aan natuurlijke personen die gedomicilieerd zijn of hun hoofdverblijfplaats hebben te Schaarbeek. Het aantal toegestane kaarten mag niet meer zijn dan het aantal, dat deel uitmaken van het gezin in zoverre zij titularis zijn van een geldig rijbewijs. In afwijking van de voorafgaande vereiste voorwaarde, een bewonerskaart wordt toegestaan per gezin bezittend een voertuig. Onder gezin verstaat men hetzij een alleenwonende persoon hetzij verscheidene mensen die samen onder hetzelfde dak leven.

Zij is geldig op het hele grondgebied van de gemeente Schaarbeek, op de plaatsen waar de regelgeving inzake het parkeren het toelaat.

#### Artikel 9

De bewonerskaart wordt bekomen door aanvraag bij het gemeentebestuur. De aanvrager moet het bewijs leveren gedomicilieerd te zijn of zijn hoofdverblijfplaats te bezitten in Schaarbeek en dat het voertuig waarvoor de kaart is gevraagd ingeschreven is op zijn naam of waarvan hij de hoofdbestuurder is.

#### Artikel 10

De bewonerskaart vermeldt de nummerplaat van het voertuig gedekt door deze kaart. Zij wordt opgemaakt volgens het model zich bevindend in de bijlage van het ministerieel besluit van 9 januari 2007, op formaat A6 en in de gele kleur.

#### Artikel 11

De bewonerskaart heeft een geldigheidsduur van twee jaar. Wanneer de titularis van de kaart de verlenging wenst, moet hij de aanvraag hiervan doen, twee weken voor de vervalddag, volgens dezelfde vorm als de initiële aanvraag, rekeninghoudend met de wijzigingen die ondertussen hebben plaatsgehad.

De bewonerskaart moet worden teruggestuurd of overhandigd worden in de hypothesen en volgens de modaliteiten voorzien in artikel 5 van het ministerieel besluit van 9 januari 2007.

#### Artikel 12

Ieder gezin beschikt over één gratis kaart welke recht geeft tot het parkeren op plaatsen waar de reglementering op het parkeren dit toelaat.

Er zal gevraagd worden:

Een jaarlijkse retributie van € 45 voor de tweede kaart afgeleverd binnen hetzelfde gezin;

Een jaarlijkse retributie van € 150 per supplementaire kaart afgeleverd binnen hetzelfde gezin;

In afwijking van artikel 11, 1<sup>ste</sup> lid, de geldigheidsduur van de betalende bewonerskaart is teruggebracht op 1 jaar.

### Artikel 13

De bewonerskaart kan worden toegekend voor een voertuig zwaarder dan 3,5T voor elke bewoner waarbij enkel zijn professionele activiteit het gebruik van dit type voertuig wettigt. De verkrijging van deze kaart is onderhevig aan een positief advies van het College en aan de betaling van een retributie van € 300.

### Artikel 14

Een gelijkaardig bedrag van de desbetreffende kaart zal geïnd worden bij het opstellen van een duplicaat.

### DE GEMEENTELIJKE PARKEERKAART VOOR EENMALIG GEBRUIK GENOEMD "KRASBILJET"

### Artikel 15

Iedere automobilist kan op de verkooppunten vastgelegd door het College van Burgemeester en Schepenen, een parkeerkaart genoemd "krasbiljet" bekomen mits betaling van een retributie van 5€. Deze kaart is bestemd voor éénmalig gebruik en is geldig op het hele grondgebied van Schaarbeek, op de plaatsen waar de regelgeving inzake het parkeren het toelaat.

Om het biljet te gebruiken, moet de automobilist het kentekennummer erop aanbrengen, het vakje van de dag wegkrassen, deze van de maand en het aankomstuur, en deze dan op zichtbare wijze achter de voorruit te plaatsen. Eens geplaatst, laat dit biljet toe, gedurende 4 opeenvolgende uren te parkeren volgend op het uur van aankomst.

### GEMEENSCHAPPELIJKE BESCHIKKINGEN

### Artikel 16

Voor de voertuigen minder dan 3.5T van volgende types (categorieën DIV):

- Aanhangwagens (alle types)
- Ziekenwagens
- Caravan/motorhome
- Takelwagens
- Kraanwagens
- Landbouwmaterieel
- Motorploeg
- Industrieel materieel
- Tractors

zal geen parkeerkaart worden afgeleverd.

### Artikel 17

Onderhavig reglement treedt in werking vanaf de 5<sup>de</sup> dag volgend op de publicatie. Zij vernietigt en vervangt het raadsbesluit van 25 mei 2011 bedoeld in de inleiding.

### **SP 3.- Règlement redevance relatif au stationnement en zone bleue - Modification -- Retributiereglement betreffende het parkeren in blauwe zone - Wijziging**

#### **Ce point est traité lors de la discussion du point 2**

### **DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD**

Par appel nominal, approuvé par 26 voix contre 10 et 5 abstentions -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met 26 stemmen tegen 10 en 5 onthoudingen

#### LE CONSEIL COMMUNAL

Vu l'article 173 de la Constitution ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 22 février 1965 permettant aux communes d'établir des redevances de stationnement applicables aux véhicules à moteur, modifiée par la loi du 7 février 2003 ;

Vu l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage des voies publiques et ses modifications subséquentes ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 janvier 2007 concernant la carte communale de stationnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 7 mai 1999 relatif à la carte de stationnement pour personnes handicapées et ses modifications subséquentes ;

Revu sa délibération du 2 février 2011 votant le règlement redevance relatif au stationnement en zone bleue ;

Vu les règlements complémentaires de circulation routière interdisant le stationnement en certains endroits, sauf usage régulier du disque de stationnement et pour la durée que cet usage autorise ;

Considérant que la politique de stationnement a pour objectif de dynamiser les zones commerciales de la commune, de diminuer la pression automobile et d'assurer un meilleur accès au profit des habitants ;

Considérant qu'en vue d'augmenter les possibilités de stationnement, il est nécessaire notamment de faciliter le contrôle de la limitation de la durée de stationnement imposée aux endroits prescrits par les règlements de police ;

Considérant que le recouvrement du Tarif 1 suppose que la commune ait accès au registre des immatriculations ce qui ne s'applique qu'aux véhicules immatriculés en Belgique et que par conséquent ce tarif ne sera applicable qu'aux véhicules immatriculés en Belgique ;

Vu la situation financière de la commune ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

ARRETE par 26 voix contre 10 et 5 abstentions

Règlement redevance relatif au stationnement en zone bleue

#### Article 1

Il est établi une redevance pour le stationnement de véhicules à moteur sur la voie publique ou sur les lieux assimilés à la voie publique.

Est visé le stationnement d'un véhicule à moteur sur les lieux où ce stationnement est autorisé conformément aux règlements de police et dans lesquels l'usage régulier du disque de stationnement est imposé.

Par voie publique, il y a lieu d'entendre les voies et leurs trottoirs ou accotements immédiats qui appartiennent aux autorités communale ou régionale.

Par lieux assimilés à une voie publique, il y a lieu d'entendre les parkings situés sur la voie publique, tels qu'énoncés à l'article 4, & 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de la loi du 25 juin 1993 sur l'exercice et l'organisation des activités ambulantes et foraines.

#### Article 2

- A. La redevance est fixée à € 25 par demi-journée. Ce tarif permet de stationner, les jours ouvrables (où les jours précisés par la signalisation routière), soit en matinée jusqu'à 13h00 soit l'après-midi à partir de 13h00. Ce tarif (dit Tarif 1) ne sera applicable qu'aux véhicules immatriculés en Belgique.
- B. Le stationnement est gratuit pour la durée autorisée par la signalisation routière et lorsque le conducteur a apposé sur la face interne du pare-brise avant du véhicule un disque de stationnement avec indication de l'heure à laquelle il est arrivé conformément à l'article 27.1.1 de l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> décembre 1975.
- C. Le stationnement est gratuit pour les véhicules des personnes handicapées. La qualité de personne handicapée sera constatée par l'apposition, de manière visible et sur la face interne du pare-brise avant de son véhicule, de la carte délivrée conformément à l'arrêté ministériel du 7 mai 1999.
- D. Le stationnement est gratuit pour le véhicule sur lequel est apposé, de manière visible sur la face interne du pare-brise avant, une carte communale de stationnement ou de riverain valable, délivrée conformément à l'arrêté ministériel du 9 janvier 2007.
- E. Le stationnement est gratuit pour les véhicules prioritaires utilisés dans le cadre d'une mission d'urgence, pour les véhicules communaux, régionaux, communautaires et du Foyer schaerbeekois dans l'exercice de leur fonction publique mais également pour les véhicules de carsharing clairement identifiables.
- F. Les riverains d'une commune limitrophe à Schaerbeek, domiciliés dans une des rues limites aux deux territoires et possédant une carte communale de stationnement ou de riverain valable délivrée par leur administration, sont exonérés de la présente redevance pour autant que

leur véhicule se trouve stationné dans une des rues formant la limite entre leur commune et Schaerbeek ou croisant cette limite. Dans ce dernier cas cette tolérance est valable jusqu'au prochain carrefour de part et d'autre de la limite.

#### Article 3

La redevance visée à l'article 2, A, est due par le conducteur ou, à défaut d'identification de celui-ci, par le titulaire du certificat d'immatriculation du véhicule dès le moment où le véhicule a dépassé la durée autorisée de stationnement ou lorsque le disque de stationnement indiquant l'heure d'arrivée n'a pas été apposé sur la face interne du pare-brise avant.

#### Article 4

Lorsqu'un véhicule est stationné sur un emplacement où s'applique la réglementation sur la zone bleue sans apposition du disque de stationnement ou lorsque la durée autorisée pour le stationnement a été dépassée, il sera apposé par le gardien de parking une invitation à acquitter, dans les 10 jours, la redevance visée à l'article 2, A,.

#### Article 5

A défaut de paiement de la redevance dans le délai prescrit, un rappel est envoyé par la commune ou son gestionnaire de parkings concédés.

Si un deuxième rappel s'avère nécessaire, des frais administratifs de €12,00 seront réclamés et portés à charge du débiteur de la redevance.

Ensuite et toujours en cas de non paiement, le dossier sera transmis à l'huissier de justice pour recouvrement.

L'huissier de justice poursuit la procédure selon les règles du droit commun en organisant une phase de recouvrement amiable approfondie ayant pour but d'éviter le recouvrement par la voie judiciaire.

En cas de non-paiement après les démarches amiables entreprises par l'huissier de justice, ce dernier poursuivra le recouvrement par la voie judiciaire.

Les frais, droits et débours occasionnés dans toutes les phases du recouvrement des montants dus seront à charge du débiteur de cette redevance et s'ajouteront aux tarifs initialement dus (montant de la redevance et frais administratifs) par le débiteur. Ces frais, droits et débours seront calculés conformément à l'arrêté royal du 30 novembre 1976 fixant le tarif des actes accomplis par les huissiers de justice en matière civile et commerciale ainsi que celui de certaines allocations

#### Article 6

Le stationnement d'un véhicule à moteur en zone bleue se fait au risque de l'utilisateur ou de celui au nom duquel le véhicule est immatriculé. Le paiement de la redevance donne droit au stationnement mais non à une quelconque surveillance. L'administration communale ne peut être rendue responsable des faits de dégradation ou de perte du véhicule.

#### Article 7

La présente délibération sort ses effets le 5<sup>ième</sup> jour qui suit le jour de sa publication. Elle annule et remplace la délibération du 2 février 2011 visée en préambule.

### DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikel 173 van de Grondwet;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 22 februari 1965 betreffende de toelating aan de gemeenten, parkeerretributies vast te stellen toepasselijk op motorvoertuigen en de daaropvolgende wijzigingen volgens de wet van 7 februari 2003;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 december 1975 betreffende de algemene reglementering op de politie van het wegverkeer en de daaropvolgende wijzigingen;

Gelet op het ministerieel besluit van 9 januari 2007 betreffende de gemeentelijke parkeerkaart;

Gelet op het ministerieel besluit van 7 mei 1999 betreffende de parkeerkaart voor personen met een handicap en de daaropvolgende wijzigingen;

Herziende zijn raadsbesluit van 2 februari 2011 stemmend het retributiereglement betreffende het parkeren in blauwe zone;

Gelet op het feit dat bijkomende verkeersreglementen het parkeren verbiedt op sommige plaatsen, met uitzondering van het regelmatig gebruik van de parkeerschijf en de duur welke deze toelaat;

Overwegende het feit dat het parkeerbeleid is gericht om de commerciële gebieden van de stad te dynamiseren, de autodruk te verminderen en een betere toegang te verzekeren ten behoeve van de bewoners;

Overwegende dat, om de beschikbaarheid van parkeerplaatsen te verhogen, het vooral noodzakelijk is om de controle op het parkeren van beperkte duur te vergemakkelijken opgelegd in gebieden voorgeschreven door de politiereglementen;

Overwegende dat bij de invordering van Tarief 1 inhoudt, dat de gemeente de toegang nodig heeft tot de gegevensbank van inschrijving van motorvoertuigen wat uitsluitend mogelijk is voor voertuigen die zijn ingeschreven in België en daarom is dit tarief enkel van toepassing voor voertuigen ingeschreven in België.

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT : met 26 stemmen tegen 10 en 5 onthoudingen

Retributiereglement betreffende het parkeren in blauwe zone

#### Artikel 1

Er wordt een retributie gegeven voor het parkeren van motorvoertuigen op de openbare weg of op de plaatsen gelijkgesteld aan de openbare weg.

Dit reglement beoogt het parkeren van een motorvoertuig op plaatsen waar dat parkeren toegelaten conform aan de politiereglementen en waar het regelmatig gebruik van de parkeerschijf van toepassing is.

Onder openbare weg verstaat men de wegen en hun trottoirs of nabijgelegen bermen die eigendom zijn van de gemeentelijke of gewestelijke overheden.

Onder met een openbare weg gelijkgestelde plaatsen verstaat men de parkeerplaatsen gelegen op de openbare weg, zoals vermeld in artikel 4, § 1, 2e lid, van de wet van 25 juni 1993 betreffende de uitoefening en de organisatie van ambulante en kermisactiviteiten.

#### Artikel 2

- A. De retributie is vastgesteld op € 25 per halve dag. Dit tarief laat parkeren toe, elke werkdag (waar de dagen nauwkeurig zijn weergegeven volgens de verkeerssignalisatie), hetzij de voormiddag tot en met 13u00 hetzij de namiddag vanaf 13u00. Dit tarief (genaamd Tarief 1) zal enkel van toepassing voor voertuigen ingeschreven in België.
- B. Het parkeren is gratis voor de toegelaten parkeerduur door de verkeerssignalisatie en waarbij de gebruiker, achter de voorruit van het voertuig, de parkeerschijf zichtbaar heeft aangebracht met de aanduiding van het uur van aankomst, overeenkomstig artikel 27.1.1 van het Koninklijk Besluit van 1 december 1975.
- C. Het parkeren is gratis voor de voertuigen gebruikt door personen met een handicap. Het statuut van "persoon met een handicap" wordt beoordeeld op het ogenblik van het parkeren door het aanbrengen op een zichtbare plaats achter de voorruit van het voertuig van de kaart uitgereikt overeenkomstig het ministerieel besluit van 7 mei 1999.
- D. Het parkeren is gratis voor de voertuigen welke zichtbaar achter de voorruit van het voertuig, een geldige gemeentelijke parkeerkaart of bewonerskaart aanbrengen, uitgereikt overeenkomstig het ministerieel besluit van 9 januari 2007.
- E. Het parkeren is gratis voor de prioritaire voertuigen gebruikt in het raam van een urgentieopdracht, de gemeentelijke-, gewestelijke-, gemeenschapsvoertuigen en de voertuigen van de Schaarbeekse Haard, bij de uitvoering van hun openbare functie alsook de carsharingsvoertuigen welke duidelijk te identificeren zijn.
- F. De bewoners van een aangrenzende gemeente met Schaarbeek, gedomicilieerd in één van de grensstraten van de twee grondgebieden en bezittend een geldige gemeentelijke parkeer- of bewonerskaart afgeleverd door hun gemeentebestuur, zijn evenzeer vrijgesteld van deze huidige retributie in zoverre hun geparkeerd voertuig zich bevindt in één van de straten welke de grens vormt met hun gemeente en Schaarbeek of deze

grens kruist. In dit laatste geval is deze tolerantie geldig tot aan het eerstvolgende kruispunt voorbij de grens.

#### Artikel 3

De retributie bedoeld in artikel 2, A, is verschuldigd door de gebruiker van het voertuig of indien de gebruiker niet gekend is, door de titularis van de nummerplaat van het voertuig van zodra het voertuig de toegelaten tijd is overschreden of waarbij de parkeerschijf met de aanduiding van het uur van aankomst niet is aangebracht achter de voorruit.

#### Artikel 4

Wanneer een voertuig gestationeerd is op een parkeerplaats waar de reglementering van de blauwe zone van toepassing is en zonder het aanbrengen van de parkeerschijf of waar de toegelaten tijd is overschreden, zal door de parkeerwachter een uitnodiging tot betaling, binnen de 10 dagen, van de beoogde retributie in artikel 2, A, worden aangebracht op de voorruit van het voertuig.

#### Artikel 5

Bij gebrek aan betaling van de retributie binnen de voorgeschreven termijn, zal een herinnering worden verstuurd door de gemeente of zijn toegewezen parkingbeheerder.

Wanneer een tweede herinnering noodzakelijk blijkt, zullen de administratieve kosten van €12,00 worden geëist en worden gedragen door de debiteur van de retributie.

Vervolgens en steeds in geval van niet-betaling, zal het dossier worden overgemaakt ter invordering aan de gerechtsdeurwaarder.

De gerechtsdeurwaarder vervolgt de procedure volgens de gemeenschappelijke rechtsregels door het toepassen van een verregaande fase van minnelijke invordering met als doel een invordering via gerechtelijke weg te vermijden.

In geval van niet-betaling na de minnelijke stappen ondernomen door de gerechtsdeurwaarder, zal deze laatste de invordering vervolgen via gerechtelijke weg.

Alle kosten, rechten en gemaakte uitgaven tijdens al deze fases bij de invordering van de geëiste bedragen zullen ten laste zijn van de debiteur van deze retributie en zullen bij de initiële geëiste tarieven worden bijgevoegd (bedrag van de retributie en administratieve kosten). Deze kosten, rechten en gemaakte uitgaven zullen worden berekend in overeenstemming met het koninklijk besluit van 30 november 1976 tot vaststelling van het tarief voor akten van gerechtsdeurwaarders in burgerlijke en handelszaken en van het tarief van sommige toelagen.

#### Artikel 6

Het parkeren van een motorvoertuig in de blauwe zone gebeurt op risico van de gebruiker of van diegene onder wiens naam het voertuig is ingeschreven. Het betalen van de retributie geeft enkel recht op parkeren en niet op één of ander toezicht. Het gemeentebestuur kan onder geen enkel beding aansprakelijk gesteld worden voor schade aangebracht aan het voertuig of diefstal ervan.

#### Artikel 7

Onderhavig reglement treedt in werking vanaf de 5<sup>de</sup> dag volgend op de publicatie. Zij vernietigt en vervangt het raadsbesluit van 2 februari 2011 bedoeld in de inleiding.

### **SP 4.- Règlement redevance relatif au stationnement payant - Modification - =- Retributiereglement betreffende het betaald parkeren - Wijziging**

#### **Ce point est traité lors de la discussion du point 2**

#### **DECISION DU CONSEIL -=- BESLISSING VAN DE RAAD**

Par appel nominal, approuvé par 26 voix contre 10 et 5 abstentions -=- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met 26 stemmen tegen 10 en 5 onthoudingen

#### LE CONSEIL COMMUNAL

Vu l'article 173 de la Constitution ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 22 février 1965 permettant aux communes d'établir des redevances de stationnement applicables aux véhicules à moteur, modifiée par la loi du 7 février 2003 ;

Vu l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage des voies publiques et ses modifications subséquentes

Vu l'arrêté ministériel du 9 janvier 2007 concernant la carte communale de stationnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 7 mai 1999 relatif à la carte de stationnement pour personnes handicapées et ses modifications subséquentes ;

Revu sa délibération 30 mars 2011 votant le règlement redevance relatif au stationnement payant ;

Vu les règlements complémentaires de circulation routière interdisant le stationnement en certains endroits, sauf usage régulier d'un « horodateur » ou de tout autre système de stationnement payant et pour la durée que cet usage autorise ;

Considérant que la politique de stationnement a pour objectif de dynamiser les zones commerciales de la commune, de diminuer la pression automobile et d'assurer un meilleur accès au profit des habitants ;

Considérant qu'en vue d'augmenter les possibilités de stationnement, il est nécessaire notamment de faciliter le contrôle de la limitation de la durée de stationnement imposée aux endroits prescrits par les règlements de police ;

Considérant que le recouvrement du Tarif 1 suppose que la commune ait accès au registre des immatriculations ce qui ne s'applique qu'aux véhicules immatriculés en Belgique et que par conséquent ce tarif ne sera applicable qu'aux véhicules immatriculés en Belgique ;

Vu la situation financière de la commune ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

ARRETE par 26 voix contre 10 et 5 abstentions

Règlement redevance relatif au stationnement payant

#### Article 1

Il est établi une redevance pour le stationnement de véhicules à moteur sur la voie publique ou sur les lieux assimilés à la voie publique.

Est visé le stationnement d'un véhicule à moteur sur les lieux où ce stationnement est autorisé et dans lesquels l'usage régulier des appareils « horodateurs » ou tout autre système de stationnement payant est imposé.

Par voie publique, il y a lieu d'entendre les voies et leurs trottoirs ou accotements immédiats qui appartiennent aux autorités communale ou régionale.

Par lieux assimilés à une voie publique, il y a lieu d'entendre les parkings situés sur la voie publique, tels qu'énoncés à l'article 4, & 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de la loi du 25 juin 1993 sur l'exercice et l'organisation des activités ambulantes et foraines.

#### Article 2

1). Pour le stationnement par les usagers d'un véhicule à moteur, la redevance est fixée comme suit :

A. En zone réglementée par des panneaux de signalisation de type E9 + additionnel 'Payant

1. Ticket gratuit de 20 minutes pour un stationnement de très courte durée ;
2. € 1,50 pour la première heure (fractionnable) ;
3. € 2,50 pour la deuxième heure (fractionnable).

B. En zone de stationnement réglementée par des panneaux de signalisation de type E9 + additionnel 'Payant' + Additionnel 'Excepté Riverain'

1. € 0,10 pour un stationnement d'une très courte durée d'1/4 heure ;
2. € 1,50 pour la première heure (fractionnable) ;
3. € 2,50 pour la deuxième heure (fractionnable).

La redevance ne sera pas due par les riverains/détenteurs de cartes communales de stationnement, qui apposeront de manière visible et derrière le pare-brise avant de leur véhicule, une carte en ordre de validité.

Le stationnement est gratuit pour les véhicules prioritaires utilisés dans le cadre d'une mission d'urgence, pour les véhicules communaux, régionaux, communautaires et du Foyer schaarbeekois dans l'exercice de leur fonction

publique mais également pour les véhicules de carsharing clairement identifiables.

Les riverains d'une commune limitrophe à Schaerbeek, domiciliés dans une des rues limites aux deux territoires et possédant une carte communale de stationnement ou de riverain valable délivrée par leur administration, sont exonérés de la présente redevance pour autant que leur véhicule se trouve stationné dans une des rues formant la limite entre leur commune et Schaerbeek ou croisant cette limite. Dans ce dernier cas cette tolérance est valable jusqu'au prochain carrefour de part et d'autre de la limite.

2) La tarification visée au point 1) correspond au « Tarif 2 », mentionné sur les « horodateurs » et est applicable selon les modalités indiquées sur l'appareil. Elle donne droit à une durée de stationnement ininterrompue de 2 heures maximum.

La durée de stationnement souhaitée par l'utilisateur sera constatée par l'apposition, de façon visible derrière le pare-brise avant de son véhicule, du billet que l'appareil « horodateur » délivre suite au paiement de la redevance susvisée (ou du ticket gratuit de 20 minutes), soit par tout autre preuve qu'il a acquitté la redevance.

3) L'utilisateur dont le véhicule est immatriculé en Belgique aura toujours la possibilité d'opter pour le système forfaitaire de € 25,00 pour la demi-journée. Cette tarification correspond au « Tarif 1 », mentionné sur les « horodateurs » et est applicable selon les modalités indiquées sur l'appareil.

4) La redevance de stationnement ne sera pas due :

- par le personnel médical, paramédical et les vétérinaires, lors d'interventions à domicile, lesquels sont autorisés à stationner à titre gratuit pour une durée maximale de deux heures, ceci pour autant que le véhicule utilisé soit clairement identifiable. L'apposition du disque bleu sur la face interne du pare-brise avant du véhicule avec indication de l'heure d'arrivée est cependant requise pour faciliter le contrôle de la durée du stationnement autorisé.

- pour les véhicules des usagers handicapés. Le statut de personne handicapée se constate au moment du stationnement par l'apposition, de manière visible et derrière le pare-brise de son véhicule avant, de la carte délivrée conformément à l'arrêté ministériel du 7 mai 1999.

### Article 3

La redevance est due par le conducteur ou, à défaut d'identification de celui-ci, par le titulaire du certificat d'immatriculation du véhicule dès le moment où le véhicule est stationné et est payable par insertion dans les appareils de pièces de monnaie, de cartes magnétiques admises par ceux-ci, soit par tout autre moyen de paiement, soit par virement au compte du gestionnaire de stationnement.

### Article 4

Il sera toujours considéré que l'utilisateur a opté pour le paiement du tarif forfaitaire, visé à l'article 2, point 3) lorsque celui-ci n'aura pas apposé, de façon visible derrière le pare-brise avant de son véhicule, le billet que l'appareil « horodateur » délivre, ou tout autre preuve de paiement, suite au paiement de la redevance visée à l'article 2.

Il en sera de même lorsque le véhicule n'a pas quitté l'emplacement de stationnement à l'expiration du temps de stationnement autorisé.

Lors de l'application d'office du système de paiement forfaitaire en raison de ce qui est défini aux alinéas précédents du présent article, il sera apposé, par le gardien de parking, sur le pare-brise avant du véhicule une invitation à acquitter la redevance dans les 10 jours.

### Article 5

A défaut de paiement de la redevance dans le délai prescrit, un rappel est envoyé par la commune ou son gestionnaire de parkings concédés.

Si un deuxième rappel s'avère nécessaire, des frais administratifs de € 12,00 seront réclamés et portés à charge du débiteur de la redevance.

Ensuite et toujours en cas de non paiement, le dossier sera transmis à l'huissier de justice pour recouvrement.

L'huissier de justice poursuit la procédure selon les règles du droit commun en organisant une phase de recouvrement amiable approfondie ayant pour but d'éviter le recouvrement par la voie judiciaire.

En cas de non-paiement après les démarches amiables entreprises par l'huissier de justice, ce dernier poursuivra le recouvrement par la voie judiciaire.



Les frais, droits et débours occasionnés dans toutes les phases du recouvrement des montants dus seront à charge du débiteur de cette redevance et s'ajouteront aux tarifs initialement dus (montant de la redevance et frais administratifs) par le débiteur. Ces frais, droits et débours seront calculés conformément à l'arrêté royal du 30 novembre 1976 fixant le tarif des actes accomplis par les huissiers de justice en matière civile et commerciale ainsi que celui de certaines allocations

#### Article 6

Le stationnement d'un véhicule à moteur dans des endroits où le stationnement est réglementé par des appareils « horodateurs » se fait au risque de l'utilisateur ou de celui au nom duquel le véhicule est immatriculé. Le paiement de la redevance donne droit au stationnement mais non à une quelconque surveillance. L'administration communale ne peut être rendue responsable des faits de dégradation ou de perte du véhicule.

#### Article 7

La présente délibération sort ses effets le 5<sup>ième</sup> jour qui suit le jour de sa publication. Elle annule et remplace la délibération du 30 mars 2011 visée en préambule.

### DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikel 173 van de Grondwet;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 22 februari 1965 betreffende de toelating aan de gemeenten, parkeerretributies vast te stellen toepasselijk op motorvoertuigen en de daaropvolgende wijzigingen volgens de wet van 7 februari 2003;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 december 1975 betreffende de algemene reglementering op de politie van het wegverkeer en de daaropvolgende wijzigingen;

Gelet op het ministerieel besluit van 9 januari 2007 betreffende de gemeentelijke parkeerkaart;

Gelet op het ministerieel besluit van 7 mei 1999 betreffende de parkeerkaart voor personen met een handicap en de daaropvolgende wijzigingen;

Herziende zijn raadsbesluit van 30 maart 2011 stemmend het retributiereglement betreffende het betaald parkeren;

Gelet op het feit dat bijkomende verkeersreglementen het parkeren verbiedt op sommige plaatsen, met uitzondering van het regelmatige gebruik van de parkeerautomaten of alle andere systemen van betaald parkeren en voor de duur welke deze toelaat;

Overwegende het feit dat het parkeerbeleid is gericht om de commerciële gebieden van de stad te dynamiseren, de autodruk te verminderen en een betere toegang te verzekeren ten behoeve van de bewoners;

Overwegende dat, om de beschikbaarheid van parkeerplaatsen te verhogen, het vooral noodzakelijk is om de controle op het parkeren van beperkte duur te vergemakkelijken opgelegd in gebieden voorgeschreven door de politiereglementen;

Overwegende dat bij de invordering van Tarief 1 inhoudt, dat de gemeente de toegang nodig heeft tot de gegevensbank van inschrijving van motorvoertuigen wat uitsluitend mogelijk is voor voertuigen die zijn ingeschreven in België en daarom is dit tarief enkel van toepassing voor voertuigen ingeschreven in België.

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT : met 26 stemmen tegen 10 en 5 onthoudingen

Retributiereglement betreffende het betaald parkeren

#### Artikel 1

Er wordt een retributie gegeven voor het parkeren van motorvoertuigen op de openbare weg of op de plaatsen gelijkgesteld aan de openbare weg.

Dit reglement beoogt het parkeren van een motorvoertuig op plaatsen waar dat parkeren toegelaten is en waar het regelmatig gebruik van de parkeerautomaten of een ander systeem van betalend parkeren verplicht is.

Onder openbare weg verstaat men de wegen en hun trottoirs of nabijgelegen bermen die eigendom zijn van de gemeentelijke of gewestelijke overheden.

Onder met een openbare weg gelijkgestelde plaatsen verstaat men de parkeerplaatsen gelegen op de openbare weg, zoals vermeld in artikel 4, § 1, 2e lid, van de wet van 25 juni 1993 betreffende de uitoefening en de organisatie van ambulante en kermisactiviteiten.

#### Artikel 2

1) Voor het parkeren, door de gebruikers, van een motorvoertuig, is de retributie vastgesteld als volgt:

A. In een gereguleerde zone aan de hand van signalisatiepanelen van het type E9 + onderbord "Betaland"

1. gratis ticket van 20 minuten voor het parkeren voor zeer korte tijd;
2. € 1,50 voor het eerste uur (fractioneerbaar);
3. € 2,50 voor het tweede uur (fractioneerbaar).

B. In een gereguleerde zone aan de hand van signalisatiepanelen van het type E9 + onderbord "Betaland" + onderbord "Uitgezonderd Bewoners"

1. € 0,10 voor het parkeren voor zeer korte tijd met een maximum van ¼ u;
2. € 1,50 voor het eerste uur (fractioneerbaar);
3. € 2,50 voor het tweede uur (fractioneerbaar).

De retributie is niet verschuldigd door de bewoners/houders van gemeentelijke parkeerkaarten, die op een zichtbare wijze achter de voorruit van hun voertuig, een geldige parkeerkaart aanbrengen.

Het parkeren is gratis voor de prioritaire voertuigen gebruikt in het raam van een urgentieopdracht, de gemeentelijke-, gewestelijke-, gemeenschapsvoertuigen en de voertuigen van de Schaarbeekse Haard, bij de uitvoering van hun openbare functie alsook voor de duidelijk geïdentificeerde carsharingsvoertuigen.

De bewoners van een aangrenzende gemeente met Schaarbeek, gedomicilieerd in één van de grensstraten van de twee grondgebieden en bezittend een geldige gemeentelijke parkeer- of bewonerskaart afgeleverd door hun gemeentebestuur, zijn evenzeer vrijgesteld van deze huidige retributie in zoverre hun geparkeerd voertuig zich bevindt in één van de straten welke de grens vormt met hun gemeente en Schaarbeek of deze grens kruist. In dit laatste geval is deze tolerantie geldig tot aan het eerstvolgende kruispunt voorbij de grens.

2) Deze tarifiering bedoeld in punt 1) stemt overeen met het "Tarief 2" weergegeven op de parkeerautomaten en zijn van toepassing volgens de instructies vermeld op de automaten. Zij geeft recht op een ononderbroken parkeertijd van maximum 2 uren.

De door de gebruiker gewenste parkeerduur wordt vastgesteld door het zichtbaar aanbrengen achter de voorruit van het voertuig van hetzij het ticket dat de parkeerautomaat afprint na de betaling van bovenvermelde retributie (of het gratis ticket van 20 minuten), hetzij elk ander bewijs dat aan de retributie werd voldaan.

3) De gebruiker waarvan het voertuig is ingeschreven in België heeft steeds de mogelijkheid om voor het forfaitaire stelsel te kiezen van € 25,00 per halve dag. Deze tarifiering stemt overeen met het "Tarief 1" weergegeven op de parkeerautomaten en zijn van toepassing volgens de instructies vermeld op de automaten.

4) De parkeerretributie is niet van toepassing:

- voor het medisch-, paramedisch personeel en veeartsen tijdens hun huisbezoeken voor een maximumduur van twee uur, op voorwaarde dat het gebruikte voertuig duidelijk identificeerbaar is. Het plaatsen van de parkeerschijf aan de binnenzijde van de voorruit of vooraan het voertuig is hiertoe vereist met de vermelding van het uur van aankomst noodzakelijk bij de controle van de toegelaten parkeertijd;

- voor de voertuigen gebruikt door personen met een handicap. Het statuut van "persoon met een handicap" wordt beoordeeld op het ogenblik van het parkeren door het aanbrengen op een zichtbare plaats achter de voorruit van het voertuig van de kaart uitgereikt overeenkomstig het ministerieel besluit van 7 mei 1999.

#### Artikel 3

De retributie is verschuldigd door de bestuurder van het voertuig of indien deze niet gekend is, door de titularis van de nummerplaat van het voertuig van zodra het

voertuig geparkeerd is, en is betaalbaar hetzij door het insteken in het apparaat van muntstukken of bepaalde magneetkaarten hetzij door elke andere vorm van betaling, hetzij door overschrijving op de rekening van de parkeerbeheerder.

#### Artikel 4

De gebruiker van een motorvoertuig die het ticket van de parkeerautomaat of elk ander bewijs van betaling, bekomen na betaling van de in artikel 2, punt 3) bedoelde retributie niet zichtbaar achter de voorruit van zijn voertuig plaatst, wordt steeds geacht te kiezen voor de betaling van het in artikel 2 bedoelde forfaitaire tarief.

Hetzelfde is van toepassing wanneer een voertuig de parkeerplaats niet heeft verlaten en waarbij de toegelaten parkeertijd is verstreken.

Bij toepassing van het forfaitaire systeem zoals in de voorgaande alinea's van dit huidige artikel is gedefinieerd, brengt de parkeerwachter een uitnodiging tot betaling, binnen de 10 dagen, van de beoogde retributie, worden aangebracht op de voorruit van het voertuig.

#### Artikel 5

Bij gebrek aan betaling van de retributie binnen de voorgeschreven termijn, zal een herinnering worden verstuurd door de gemeente of zijn toegewezen parkingbeheerder.

Wanneer een tweede herinnering noodzakelijk blijkt, zullen de administratieve kosten van €12,00 worden geëist en worden gedragen door de debiteur van de retributie.

Vervolgens en steeds in geval van niet-betaling, zal het dossier worden overgemaakt ter invordering aan de gerechtsdeurwaarder.

De gerechtsdeurwaarder vervolgt de procedure volgens de gemeenschappelijke rechtsregels door het toepassen van een verregaande fase van minnelijke invordering met als doel een invordering via gerechtelijke weg te vermijden.

In geval van niet-betaling na de minnelijke stappen ondernomen door de gerechtsdeurwaarder, zal deze laatste de invordering vervolgen via gerechtelijke weg.

Alle kosten, rechten en gemaakte uitgaven tijdens al deze fases bij de invordering van de geëiste bedragen zullen ten laste zijn van de debiteur van deze retributie en zullen bij de initiële geëiste tarieven worden bijgevoegd (bedrag van de retributie en administratieve kosten). Deze kosten, rechten en gemaakte uitgaven zullen worden berekend in overeenstemming met het koninklijk besluit van 30 november 1976 tot vaststelling van het tarief voor akten van gerechtsdeurwaarders in burgerlijke en handelszaken en van het tarief van sommige toelagen.

#### Artikel 6

Het parkeren van een motorvoertuig op plaatsen waar het parkeren is gereguleerd door parkeerautomaten gebeurt op risico van de gebruiker of van diegene onder wiens naam het voertuig is ingeschreven. Het betalen van de retributie geeft enkel recht op parkeren en niet op één of ander toezicht. Het gemeentebestuur kan onder geen enkel beding aansprakelijk gesteld worden voor schade aangebracht aan het voertuig of diefstal ervan.

#### Artikel 7

Onderhavig reglement treedt in werking vanaf de 5<sup>de</sup> dag volgend op de publicatie. Zij vernietigt en vervangt het raadsbesluit van 30 maart 2011 bedoeld in de inleiding.

### **EQUIPEMENT == UITRUSTING**

#### **Contrôle == Controle**

**SP 5.- Fabrique d'église Sainte Thérèse d'Avilla - Comptes de l'exercice 2011 - Avis favorable == Kerkfabriek Sint Theresia van Avilla - Rekeningen voor het dienstjaar 2011 - Gunstig advies**

### **DECISION DU CONSEIL == BESLISSING VAN DE RAAD**

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité == Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

#### LE CONSEIL COMMUNAL

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809, modifié par l'ordonnance du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 février 2004,

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes ;

Vu les articles 117, 255 et 256 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'ordonnance du 18 juillet 2002 portant diverses réformes en vertu de la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant transfert de diverses compétences aux régions et communautés;

Vu le compte de l'exercice 2011 de la Fabrique d'Eglise de Sainte Thérèse d'Avila,

Attendu que ce compte a été arrêté comme suit par l'administration fabricienne :

<b>Recettes</b>	<b>Dépenses</b>	<b>Excédent</b>
19.597,15 €	16.063,05 €	3.534,10 €

DECIDE : à l'unanimité

d'aviser favorablement le compte de l'exercice 2011 de la Fabrique d'Eglise de Sainte Thérèse d'Avila.

#### DE GEMEENTERAAD

Gelet op het keizerlijk decreet van 30 december 1809, gewijzigd per ordonnantie van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 19 februari 2004,

Gelet op de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke der erediensten ;

Gelet op artikelen 117, 255 en 256 van de nieuwe Gemeentewet ;

Gelet op de ordonnantie van 18 juli 2002 houdende diverse hervormingen krachtens de bijzondere wet van 13 juli 2001 houdende overdracht van diverse bevoegdheden aan de gewesten en de gemeenschappen ;

Gelet op de rekening over het dienstjaar 2011 van de Kerkfabriek van de Sint Theresia van Avila

Overwegende dat deze rekening als volgt door het kerkbestuur werd vastgesteld :

<b>Ontvangsten</b>	<b>Uitgaven</b>	<b>Overschot</b>
19.597,15 €	16.063,05 €	3.534,10 €

BESLUIT : met eenparigheid van stemmen

een gunstig advies te verlenen aan de rekening over het dienstjaar 2011 van de Kerkfabriek van Sint Theresia van Avila.

#### **SP 6.- Fabrique d'église Saint Albert - Comptes de l'exercice 2011 - Avis favorable -- Kerkfabriek Sint Albertus - Rekeningen van het dienstjaar 2011 - Gunstig advies**

#### **DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD**

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

#### LE CONSEIL COMMUNAL

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809, modifié par l'ordonnance du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 février 2004,

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes ;

Vu les articles 117, 255 et 256 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'ordonnance du 18 juillet 2002 portant diverses réformes en vertu de la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant transfert de diverses compétences aux régions et communautés;

Vu le compte de l'exercice 2011 de la Fabrique d'Eglise Saint Albert,

Attendu que ce compte a été arrêté comme suit par l'administration fabricienne

<b>Recettes</b>	<b>Dépenses</b>	<b>Boni</b>
65.039,92 €	53.257,78 €	11.782,14 €

De petits dépassements de crédits sont à constater et selon les préceptes budgétaires, l'administration fabricienne aurait dû introduire une modification budgétaire – remarque en a été faite à la Fabrique d'Eglise - cependant certaines dépenses prévues n'ont pas été réalisées et l'une compensant l'autre, l'administration fabricienne présente un solde positif.

DECIDE : à l'unanimité  
d'aviser favorablement le compte de l'exercice 2011 de la Fabrique d'Eglise Saint Albert.

#### DE GEMEENTERAAD

Gelet op het keizerlijk decreet van 30 december 1809, gewijzigd per ordonnantie van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 19 februari 2004,

Gelet op de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke der erediensten ;

Gelet op artikelen 117, 255 en 256 van de nieuwe Gemeentewet ;

Gelet op de ordonnantie van 18 juli 2002 houdende diverse hervormingen krachtens de bijzondere wet van 13 juli 2001 houdende overdracht van diverse bevoegdheden aan de gewesten en de gemeenschappen ;

Gelet op de rekening over het dienstjaar 2011 van de Kerkfabriek van de Sint Albertus

Overwegende dat deze rekening als volgt door het kerkbestuur werd vastgesteld

<b>Ontvangsten</b>	<b>Uitgaven</b>	<b>Overschot</b>
65.039,92 €	53.257,78 €	11.782,14 €

Kleine kredietoverschrijdingen zijn vast te stellen en volgens de begrotingsvoorschriften had het kerkbestuur begrotingswijzigingen moeten indienen – een opmerking werd erover aan de Kerkfabriek gemaakt - maar sommige voorziene uitgaven werden niet uitgevoerd en het ene compenseert het andere, het kerkbestuur stelt positieve overschot.

BESLUIT : met eenparigheid van stemmen  
een gunstig advies te verlenen aan de rekening over het dienstjaar 2011 van de Kerkfabriek van Sint Albertus.

#### **SP 7.- Fabrique d'église de l'Epiphanie - Comptes de l'exercice 2011 - Avis favorable -- Kerkfabriek van de Epifanie - Rekening van het dienstjaar 2011 - Gunstig advies**

#### **DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD**

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

#### LE CONSEIL COMMUNAL

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809, modifié par l'ordonnance du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 février 2004,

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes ;

Vu les articles 117, 255 et 256 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'ordonnance du 18 juillet 2002 portant diverses réformes en vertu de la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant transfert de diverses compétences aux régions et communautés;

Vu le compte de l'exercice 2011 de la Fabrique d'Eglise de l'Epiphanie,

Attendu que ce compte a été arrêté comme suit par l'administration fabricienne

<b>Recettes</b>	<b>Dépenses</b>	<b>Boni</b>
55.646,86 €	29.153,79 €	26.493,07 €

De petits dépassements de crédits sont à constater et selon les préceptes budgétaires, l'administration fabricienne aurait dû introduire une modification budgétaire – remarque en a été faite à la Fabrique d'Eglise - certaines dépenses prévues n'ont pas été réalisées et l'une compensant l'autre, l'administration fabricienne présente un solde positif.

DECIDE : à l'unanimité  
d'aviser favorablement le compte de l'exercice 2011 de la Fabrique d'Eglise de l'Epiphanie.

#### DE GEMEENTERAAD

Gelet op het keizerlijk decreet van 30 december 1809, gewijzigd per ordonnantie van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 19 februari 2004,

Gelet op de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke der erediensten ;

Gelet op artikelen 117, 255 en 256 van de nieuwe Gemeentewet ;

Gelet op de ordonnantie van 18 juli 2002 houdende diverse hervormingen krachtens de bijzondere wet van 13 juli 2001 houdende overdracht van diverse bevoegdheden aan de gewesten en de gemeenschappen ;

Gelet op de rekening over het dienstjaar 2011 van de Kerkfabriek van Epifanie

Overwegende dat deze rekening als volgt door het kerkbestuur werd vastgesteld

<b>Ontvangsten</b>	<b>Uitgaven</b>	<b>Overshot</b>
55.646,86 €	29.153,79 €	26.493,07 €

Kleine kredietoverschrijdingen zijn vast te stellen en volgens de begrotingsvoorschriften had het kerkbestuur begrotingswijzigingen moeten indienen – een opmerking werd erover aan de Kerkfabriek gemaakt - maar sommige voorziene uitgaven werden niet uitgevoerd en het ene compenseert het andere, het kerkbestuur stelt positieve saldo

BESLUIT : met eenparigheid van stemmen  
een gunstig advies te verlenen aan de rekening over het dienstjaar 2011 van de Kerkfabriek van Epifanie.

#### **SP 8.- Fabrique d'église Sainte Alice - Modification budgétaire pour l'exercice 2011 -- Kerkfabriek Sint Aleydis - Budgettaire wijziging voor het dienstjaar 2011**

##### **DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD**

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

#### LE CONSEIL COMMUNAL

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes;

Vu les articles 117, 255 et 256 de la nouvelle loi communale;

Vu l'ordonnance du 18 juillet 2002 portant diverses réformes en vertu de la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant transfert de diverses compétences aux régions et communautés;

Vu la modification budgétaire de l'exercice 2011 de la Fabrique d'Eglise Sainte Alice établie en février 2012

Attendu qu'une remise d'avis du conseil communal n'a plus de raison d'être, l'exercice communal 2011 étant clôturé.

Considérant qu'aucune intervention communale n'est sollicitée par cette administration fabricienne,

Attendu que le budget 2012 de la Fabrique d'Eglise Sainte Alice est soumis au Conseil communal du 28 mars 2012 avec proposition d'avis favorable.

DECIDE : à l'unanimité

De ne pas donner d'avis sur la modification budgétaire de l'exercice 2011 de la Fabrique d'Eglise Sainte Alice compte tenu des motifs évoqués ci-dessus.

#### DE GEMEENTERAAD

Gelet op het keizerlijke decreet dd. 30 december 1809

Gelet op de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke der erediensdiensten;

Gelet op artikelen 117, 255 en 256 van de nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie van 18 juli 2002 houdende diverse hervormingen krachtens de bijzondere wet van 13 juli 2001 houdende overdracht van diverse bevoegdheden aan de gewesten en de gemeenschappen;

Gezien de begrotingswijziging van het dienstjaar 2011 van de Kerkfabriek Sint Aleydis opgesteld op februari 2012 is.

Overwegende dat een overhandiging van advies van de gemeenteraad echt geen bestaansrecht meer heeft, aangezien de gemeentelijke begroting voor het dienstjaar 2011 afgesloten is.

Overwegende dat geen enkele gemeentelijke tussenkomst door de Kerkfabriek gevraagd wordt;

Overwegende dat de begroting 2012 van de Kerkfabriek Sint Aleydis aan de gemeenteraad van 28 maart 2012 met gunstig voorstel voor advies wordt voorgelegd.

BESLUIT : met eenparigheid van stemmen

Geen advies te verlenen voor de begrotingswijziging voor het dienstjaar 2011 van de Kerkfabriek Sint Aleydis om bovenvermelde redenen.

#### **SP 9.- Fabrique d'église Sainte Suzanne - Budget pour l'exercice 2012 - Avis favorable -- Kerkfabriek Sint Suzanna - Begroting voor het dienstjaar 2012 - Gunstig advies**

##### DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

#### LE CONSEIL COMMUNAL

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes;

Vu les articles 117, 255 et 256 de la nouvelle loi communale;

Vu l'ordonnance du 18 juillet 2002 portant diverses réformes en vertu de la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant transfert de diverses compétences aux régions et communautés;

Vu le budget pour l'exercice 2012 de la Fabrique d'Eglise Sainte Suzanne;

Considérant que ce document a été arrêté comme suit par l'administration fabricienne :

<b>Recettes</b>	<b>Dépenses</b>	<b>Excédent</b>
123.152,65 €	123.152,65 €	0

Considérant qu'aucune intervention communale n'est sollicitée par cette administration fabricienne,

DECIDE : à l'unanimité

d'avis favorablement le budget pour l'exercice 2012 de la Fabrique d'Eglise Sainte Suzanne tel qu'il a été dressé par le Conseil de Fabrique

DE GEMEENTERAAD

Gelet op het keizerlijke decreet dd. 30 december 1809  
Gelet op de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke der erediensten;  
Gelet op artikelen 117, 255 en 256 van de nieuwe Gemeentewet;  
Gelet op de ordonnantie van 18 juli 2002 houdende diverse hervormingen krachtens de bijzondere wet van 13 juli 2001 houdende overdracht van diverse bevoegdheden aan de gewesten en de gemeenschappen;  
Gelet op de begroting voor het dienstjaar 2012 van de Kerkfabriek van Sint Suzanna  
Overwegende dat dit document door het kerkbestuur als volgt vastgesteld wordt:

Ontvangsten	Uitgaven	Overschot
123.152,65 €	123.152,65 €	0

Overwegende dat geen enkele gemeentelijke tussenkomst door de Kerkfabriek gevraagd wordt;

BESLUIT : met eenparigheid van stemmen  
een gunstig advies te verlenen aan de begroting voor het dienstjaar 2012 van de kerkfabriek van Sint Suzanna zoals ze werd opgesteld door de Raad van de kerkfabriek

**SP 10.- Fabrique d'église Sainte Alice - Budget de l'exercice 2012 - Avis favorable -- Kerkfabriek Sint Aleydis Begroting voor het dienstjaar 2012 - Gunstig advies**

**DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD**

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809  
Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes;  
Vu les articles 117, 255 et 256 de la nouvelle loi communale;  
Vu l'ordonnance du 18 juillet 2002 portant diverses réformes en vertu de la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant transfert de diverses compétences aux régions et communautés;  
Vu le budget pour l'exercice 2012 de la Fabrique d'Eglise Sainte Alice;  
Considérant que ce document a été arrêté comme suit par l'administration fabricienne :

Recettes	Dépenses	Excédent
59.254,28 €	59.254,28 €	0

Considérant qu'aucune intervention communale n'est sollicitée par cette administration fabricienne,

DECIDE : à l'unanimité  
d'aviser favorablement le budget pour l'exercice 2012 de la Fabrique d'Eglise Sainte Alice tel qu'il a été dressé par le Conseil de Fabrique

DE GEMEENTERAAD

Gelet op het keizerlijke decreet dd. 30 december 1809  
Gelet op de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke der erediensten;  
Gelet op artikelen 117, 255 en 256 van de nieuwe Gemeentewet;  
Gelet op de ordonnantie van 18 juli 2002 houdende diverse hervormingen krachtens de bijzondere wet van 13 juli 2001 houdende overdracht van diverse bevoegdheden aan de gewesten en de gemeenschappen;  
Gelet op de begroting voor het dienstjaar 2012 van de Kerkfabriek van Sint Aleydis



Overwegende dat dit document door het kerkbestuur als volgt vastgesteld wordt:

<b>Ontvangsten</b>	<b>Uitgaven</b>	<b>Overschot</b>
59.254,28 €	59.254,28 €	0

Overwegende dat geen enkele gemeentelijke tussenkomst door de Kerkfabriek gevraagd wordt;

BESLUIT : met eenparigheid van stemmen  
een gunstig advies te verlenen aan de begroting voor het dienstjaar 2012 van de kerkfabriek van Sint Aleydis zoals ze werd opgesteld door de Raad van de kerkfabriek

**SP 11.- ASBL "La Maison de la Laïcité de Schaerbeek" - Comptes 2010 - Prendre acte -- Vzw "La Maison de la Laïcité de Schaerbeek" - Rekeningen 2010 - Akte nemen**

**DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD**

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

**LE CONSEIL COMMUNAL**

Vu les articles 117 et 123 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu la délibération du Conseil communal du 26 novembre 2008 adoptant le règlement relatif aux subventions communales et décidant d'appliquer les procédures de contrôle aux bénéficiaires d'une subvention égale ou supérieure à 1.500 €;

Vu délibération du Conseil communal du 29 avril 2009 adoptant l'amendement apporté à l'article 13 du règlement relatif aux subventions communales ;

Vu la délibération du Conseil communal du 27 novembre 2010 adoptant l'amendement apporté aux articles 2 ;4 ;5 ;8 ;9 ;10 ;12 ;13 et 14 du règlement relatif aux subventions communales

Considérant que les comptes 2010 de l'ASBL « La Maison de la Laïcité de Schaerbeek » affichent un résultat positif de 1.985,75€ pour l'exercice 2010 et que le résultat cumulé atteint 13.023,10€

Vu la décision du 13 mars 2012 par laquelle le Collège prend acte du résultat positif de 1.985,75€ pour l'exercice 2010, du résultat cumulé 13.023,10€.

PREND ACTE : à l'unanimité

Des comptes 2010 de l'ASBL « La Maison de la Laïcité de Schaerbeek », déposés au dossier, qui affichent un bénéfice de 1.985,75€ pour l'exercice 2010 et un résultat cumulé de 13.023,10€.

**DE GEMEENTERAAD**

Gelet op artikelen 117 en 123 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van sommige toelagen;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 26 november 2008 goedkeurend het reglement betreffende en besluitend om de controleprocedures op de begunstigden van een gelijke of hogere toelage om 1.500€ toe te passen;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 29 april 2009 die de aanpassing van artikel 13 van het reglement betreffende de gemeentelijke toelagen aanneemt;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 27 november 2010 die de aanpassing van artikelen 2 ;4 ;5 ;8 ;9 ;10 ;12 ;13 en 14 van het reglement betreffende de gemeentelijke toelagen aanneemt;

Overwegende dat de rekeningen van de VZW " La Maison de la Laïcité de Schaerbeek " een positief saldo van 1.985,75€ voor het dienstjaar 2010 en een cumulatieresultaat van 13.023,10€ vertonen.

Gelet op de beslissing van 13 maart 2012 waar het College akte neemt van het positief saldo van 1.985,75€ voor het dienstjaar 2010, van cumulatieresultaat van 13.023,10€ van de VZW.

NEEMT AKTE : met eenparigheid van stemmen

Van de rekeningen 2010 van de VZW " La Maison de la Laïcité de Schaerbeek ", bij het dossier gehecht, die een positief saldo van 1.985,75€ voor het dienstjaar 2010 en een cumulatieresultaat van 13.023,10€ vertonen.

**SP 12.- ASBL "Centre Culturel de Schaerbeek" - Comptes 2010 - Prendre acte -- Vzw "Centre Culturel de Schaerbeek" - Rekeningen 2010 - Akte nemen**

**DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD**

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

**LE CONSEIL COMMUNAL**

Vu les articles 117 et 123 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu la délibération du Conseil communal du 26 novembre 2008 adoptant le règlement relatif aux subventions communales et décidant d'appliquer les procédures de contrôle aux bénéficiaires d'une subvention égale ou supérieure à 1.500 € ;

Vu délibération du Conseil communal du 29 avril 2009 adoptant l'amendement apporté à l'article 13 du règlement relatif aux subventions communales ;

Vu la délibération du Conseil communal du 27 novembre 2010 adoptant l'amendement apporté aux articles 2 ;4 ;5 ;8 ;9 ;10 ;12 ;13 et 14 du règlement relatif aux subventions communales

Considérant que les comptes 2010 de l'ASBL « Centre culturel de Schaerbeek » affichent un résultat positif de 16.362,05€ pour l'exercice 2010 et que le résultat cumulé atteint 72.778,47€

Vu la décision du 20 mars 2012 par laquelle le Collège prend acte du résultat positif de 16.362,05€ pour l'exercice 2010, du résultat cumulé 72.778,47€.

PREND ACTE : à l'unanimité

Des comptes 2010 de l'ASBL « Centre culturel de Schaerbeek », déposés au dossier, qui affichent un bénéfice de 16.362,05€ pour l'exercice 2010 et un résultat cumulé de 72.778,47€.

**DE GEMEENTERAAD**

Gelet op artikelen 117 en 123 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van sommige toelagen;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 26 november 2008 goedkeurend het reglement betreffende en besluitend om de controleprocedures op de begunstigden van een gelijke of hogere toelage om 1.500€ toe te passen;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 29 april 2009 die de aanpassing van artikel 13 van het reglement betreffende de gemeentelijke toelagen aanneemt;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 27 november 2010 die de aanpassing van artikelen 2 ;4 ;5 ;8 ;9 ;10 ;12 ;13 en 14 van het reglement betreffende de gemeentelijke toelagen aanneemt;

Overwegende dat de rekeningen van de VZW " Centre culturel de Schaerbeek " een positief saldo van 16.362,05€ voor het dienstjaar 2010 en een cumulatieresultaat van 72.778,47€ vertonen.

Gelet op de beslissing van 20 maart 2012 waar het College akte neemt van het positief saldo van 16.362,05€ voor het dienstjaar 2010, van cumulatieresultaat van 72.778,47€ van de VZW.

NEEMT AKTE : met eenparigheid van stemmen

Van de rekeningen 2010 van de VZW " Centre culturel de Schaerbeek ", bij het dossier gehecht, die een positief saldo van 16.362,05€ voor het dienstjaar 2010 en een cumulatieresultaat van 72.778,47€ vertonen.

**SP 13.- ASBL "Joyeuse Enfance de Schaerbeek - JES" - Comptes 2011 - Prendre acte -- Vzw "Joyeuse Enfance de Schaerbeek - JES" - Rekeningen 2011 - Akte nemen**

**DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD**

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

**LE CONSEIL COMMUNAL**

Vu les articles 117 et 123 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu la délibération du Conseil communal du 26 novembre 2008 adoptant le règlement relatif aux subventions communales et décidant d'appliquer les procédures de contrôle aux bénéficiaires d'une subvention égale ou supérieure à 1.500 € ;

Vu délibération du Conseil communal du 29 avril 2009 adoptant l'amendement apporté à l'article 13 du règlement relatif aux subventions communales ;

Vu la délibération du Conseil communal du 27 novembre 2010 adoptant l'amendement apporté aux articles 2 ;4 ;5 ;8 ;9 ;10 ;12 ;13 et 14 du règlement relatif aux subventions communales

Considérant que les comptes 2011 de l'ASBL « Joyeuse Enfance de Schaerbeek - JES » affichent un résultat positif de 5.753,24€ pour l'exercice 2011 et que le résultat cumulé atteint 34.474,36€

Vu la décision du 13 mars 2012 par laquelle le Collège prend acte du résultat positif de 5.753,24€ pour l'exercice 2011, du résultat cumulé 34.474,36€.

PREND ACTE : à l'unanimité

Des comptes 2011 de l'ASBL « Joyeuse Enfance de Schaerbeek - JES », déposés au dossier, qui affichent un bénéfice de 5.753,24€ pour l'exercice 2011 et un résultat cumulé de 34.474,36€

**DE GEMEENTERAAD**

Gelet op artikelen 117 en 123 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van sommige toelagen;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 26 november 2008 goedkeurend het reglement betreffende en besluitend om de controleprocedures op de begunstigden van een gelijke of hogere toelage om 1.500€ toe te passen;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 29 april 2009 die de aanpassing van artikel 13 van het reglement betreffende de gemeentelijke toelagen aanneemt;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 27 november 2010 die de aanpassing van artikelen 2 ;4 ;5 ;8 ;9 ;10 ;12 ;13 en 14 van het reglement betreffende de gemeentelijke toelagen aanneemt;

Overwegende dat de rekeningen van de VZW " Joyeuse Enfance de Schaerbeek - JES " een positief saldo van 5.753,24€ voor het dienstjaar 2011 en een cumulatieresultaat van 34.474,36€ vertonen.

Gelet op de beslissing van 13 maart 2012 waar het College akte neemt van het positief saldo van 5.753,24€ voor het dienstjaar 2011, van cumulatieresultaat van 34.474,36€ van de VZW.

NEEMT AKTE : met eenparigheid van stemmen  
Van de rekeningen 2011 van de VZW " Joyeuse Enfance de Schaerbeek - JES ", bij het dossier gehecht, die een positief saldo van 5.753,24€ voor het dienstjaar 2011 en een cumulatieresultaat van 34.474,36€ vertonen.

**SP 14.- ASBL "Crèches de Schaerbeek" - Comptes 2011 - Prendre acte --  
Vzw "Crèches de Schaerbeek" - Rekeningen 2011 - Akte nemen**

**DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD**

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

**LE CONSEIL COMMUNAL**

Vu les articles 117 et 123 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu la délibération du Conseil communal du 26 novembre 2008 adoptant le règlement relatif aux subventions communales et décidant d'appliquer les procédures de contrôle aux bénéficiaires d'une subvention égale ou supérieure à 1.500 € ;

Vu délibération du Conseil communal du 29 avril 2009 adoptant l'amendement apporté à l'article 13 du règlement relatif aux subventions communales ;

Vu la délibération du Conseil communal du 27 novembre 2010 adoptant l'amendement apporté aux articles 2 ;4 ;5 ;8 ;9 ;10 ;12 ;13 et 14 du règlement relatif aux subventions communales

Considérant que les comptes 2011 de l'ASBL « Crèches de Schaerbeek » affichent un résultat positif de 1.806,62€ pour l'exercice 2011 et que le résultat cumulé atteint 169.335,79€

Vu la décision du 20 mars 2012 par laquelle le Collège prend acte du résultat positif de 1.806,62€ pour l'exercice 2011, du résultat cumulé 169.335,79€

PREND ACTE : à l'unanimité

Des comptes 2011 de l'ASBL « Crèches de Schaerbeek », déposés au dossier, qui affichent un bénéfice de 1.806,62€ pour l'exercice 2011 et un résultat cumulé de 169.335,79€

**DE GEMEENTERAAD**

Gelet op artikelen 117 en 123 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van sommige toelagen;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 26 november 2008 goedkeurend het reglement betreffende en besluitend om de controleprocedures op de begunstigden van een gelijke of hogere toelage om 1.500€ toe te passen;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 29 april 2009 die de aanpassing van artikel 13 van het reglement betreffende de gemeentelijke toelagen aanneemt;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 27 november 2010 die de aanpassing van artikelen 2 ;4 ;5 ;8 ;9 ;10 ;12 ;13 en 14 van het reglement betreffende de gemeentelijke toelagen aanneemt;

Overwegende dat de rekeningen van de VZW " Crèches de Schaerbeek " een positief saldo van 1.806,62€ voor het dienstjaar 2011 en een cumulatieresultaat van 169.335,79€ vertonen.

Gelet op de beslissing van 20 maart 2012 waar het College akte neemt van het positief saldo van 1.806,62€ voor het dienstjaar 2011, van cumulatieresultaat van 169.335,79€ van de VZW.

NEEMT AKTE : met eenparigheid van stemmen

Van de rekeningen 2011 van de VZW " Crèches de Schaerbeek ", bij het dossier gehecht, die een positief saldo van 1.806,62€ voor het dienstjaar 2011 en een cumulatieresultaat van 169.335,79€ vertonen.

### Achats == Aankopen

**SP 15.- Infrastructures - Bâtiments - Acquisition de 40 sondes de températures et d'humidité sans fil pour divers bâtiments communaux - Mode de passation et fixation des conditions du marché - Pour information == Infrastructure - Gebouwen - Aankoop van 40 draadloze temperatuur- en vochtigheidsensors voor verschillende gemeentelijke gebouwen - Wijze van gunnen en vaststelling van de opdrachtvoorwaarden - Ter informatie**

### DECISION DU CONSEIL == BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité == Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

#### LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 - notamment son article 17 § 2, 1 a) - relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'ordonnance du 17 juillet 2003 de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant la nouvelle loi communale, en particulier son article 234 : Désormais le Collège est compétent pour approuver le mode de passation et fixer les conditions des marchés traités par procédure négociée en application de l'article 17 § 2, 1 a) de la loi du 24 décembre 1993 précitée (marchés inférieurs à 67.000 € HTVA) lorsque la dépense doit être imputée au budget extraordinaire. Dans ce cas le Conseil communal doit être informé de cette décision lors de sa prochaine séance;

Vu la décision du 28 février 2012 du Collège des Bourgmestre et Echevins approuvant le mode de passation et les conditions d'un marché ayant pour objet «Infrastructure – Techniques spéciales – Acquisition de 40 sondes de température et d'humidité sans fil» auprès de la société FISSETTE;

Considérant que la dépense sera financée par emprunt;

Considérant que les crédits nécessaires ont été inscrits à cet effet au budget extraordinaire pour 2012;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

**PREND POUR INFORMATION : à l'unanimité**

La décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 28 février 2012 de passer un marché par procédure négociée sans publicité, constatée sur simple facture acceptée et ayant pour objet «Infrastructure – Techniques spéciales – Acquisition de 40 sondes de température et d'humidité sans fil » auprès de la société FISSETTE. La dépense, estimée à 2.161,96 € hors TVA ou 2.615,97 € 21%TVA comprise, sera imputée à l'article 137/744-EQ-51/14 du budget extraordinaire 2012 et financée par emprunt.

#### DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 24 december 1993 - in het bijzonder op artikel 17§2,1a) - betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en de concessies voor openbare werken;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brusselse hoofdstedelijke Gewest ;

Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest die de gemeentewet wijzigt, in het bijzondere artikel 234 : vanaf nu is het College bevoegd om de gunningswijze en de voorwaarden vast te stellen voor opdrachten bij onderhandelingsprocedure in toepassing van artikel 17 § 2, 1 a) van de voornoemde wet van 24 december 1993 (opdrachten lager dan 67.000 €ZBTW) wanneer de uitgave moet geboekt worden op de buitengewone begroting. In dit geval moet de gemeenteraad op de hoogte worden gesteld van deze beslissing in zijn volgende zitting;

Gelet op de beslissing van 28 februari 2012 van het College van Burgemeester en Schepenen die de gunningswijze en de voorwaarden goedkeurt voor de opdracht met als voorwerp « Infrastructuur – Gebouwen – Aankoop van 40 draadloze temperatuur en vochtigheid sensor voor verschillende gemeentelijke gebouwen » aan de firme FISSETTE;

Overwegende dat de uitgave zal gefinancierd worden door leningen;

Overwegende dat de nodige kredieten hiervoor zijn ingeschreven op de buitengewone begroting van 2012;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

NEEMT TER INFORMATIE : met eenparigheid van stemmen

De beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 28 februari 2012 om een opdracht te gunnen bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking, met simpele factuur, met als voorwerp « Infrastructuur – Gebouwen – Aankoop van 40 draadloze temperatuur en vochtigheid sensor voor verschillende gemeentelijke gebouwen » bij de firma FISSETTE. De uitgave, geschat op 2.161,96,- € excl. BTW of 2.615,97 € incl. 21% BTW, zal geboekt worden op het artikel 137/744-EQ-51/14 van de buitengewone begroting 2012 en gefinancierd door leningen.

**SP 16.- Extension de la concession relative à la gestion du stationnement - Ajout de 300 horodateurs supplémentaires - Approbation --  
Uitbreiding van de vergunning voor het beheer van de parkeerruimten - Toevoeging van 300 bijkomende parkeerautomaten - Goedkeuring**

**Ce point est traité lors de la discussion du point 2**

**DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD**

Par appel nominal, approuvé par 27 voix contre 10 et 4 abstentions -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met 27 stemmen tegen 10 en 4 onthoudingen

**LE CONSEIL COMMUNAL**

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu sa délibération du 16 septembre 1998 par laquelle il décide de concéder la gestion du stationnement sur le territoire de Schaerbeek, adopte la convention y relative et charge le Collège des Bourgmestre et Echevins de prendre les contacts nécessaires afin de mener à bien l'opération ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 18 mai 1999 par laquelle, il conclut une convention avec la firme RAUWERS-CONTROLE aux conditions suivantes : concession pour une période de 10 ans, placement de 51 horodateurs, résultat net d'exploitation partagé à concurrence de 95 % pour la commune et 5 % pour le concessionnaire;

Vu les avenants successifs ;

Vu la décision du Collège du 28 février 2012 (27/B/02) par laquelle il décide notamment l'extension évolutive de la zone verte à tout le quartier Nord/Liedts/Colignon/Cage aux Ours ;

Considérant que la mise en œuvre de telles mesures implique notamment l'installation de 300 horodateurs supplémentaires ;

Considérant que la convention initiale stipule en son article 6 que la concession est octroyée pour une durée de 10 ans (soit jusqu'à fin 2009) et qu'à l'échéance du terme, la convention sera tacitement renouvelée par termes successifs de un an sauf préavis de 6 mois avant l'échéance du terme ;

Vu le projet d'avenant à la convention et le plan financier joints ;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE : par 27 voix contre 10 et 4 abstentions

D'étendre la concession accordée à RAUWERS-CONTROLE à 300 horodateurs supplémentaires et d'approuver l'avenant à la convention (en ce compris le plan financier) relative à la gestion du stationnement.

#### DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikel 117 van de nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brusselse hoofdstedelijke Gewest;

Gelet op het raadsbesluit van 16 september 1998 waarbij de gemeente besluit om een vergunning te geven voor het beheer van het parkeren op het grondgebied van de gemeente Schaarbeek , de desbetreffende conventie aanneemt en het College van Burgemeester en Schepenen de opdracht geeft om de nodige contacten te leggen om deze operatie tot een goed einde te brengen;

Gelet op het Collegebesluit van 18 mei 1999 waarbij een conventie afgesloten wordt met de firma RAUWERS-CONTROLE aan volgende voorwaarden: concessie voor een periode van 10 jaar, plaatsen van 51 parkeerautomaten, netto exploitatieresultaat verdeeld als volgt: 95% voor de gemeente en 5% voor de concessiehouders;

Gelet op de opeenvolgende avenanten ;

Gelet op het Collegebesluit van 28 februari 2012 ( 27/B/02) waarbij wordt beslist over te gaan tot een evolutieve uitbreiding van de groen zone naar het gehele kwartier Noord/Liedts/Colignon/Berenkuil ;

Overwegende dat het uitvoeren van dergelijke maatregelen meer bepaald de installatie van 300 bijkomende parkeerautomaten met zich meebrengt;

Overwegende dat de initiële conventie in zijn artikel 6 vermeldt dat de concessie wordt toegekend voor de duur van 10 jaar (zijnde tot einde 2009) en dat bij het verstrijken van deze termijn, de conventie stilzwijgend zal vernieuwd worden per opeenvolgende termijnen van een jaar behalve bij vooropzeg van 6 maanden voor de vervaldag van de termijn;

Gelet op het voorstel van avenant aan de conventie en het bijgevoegd financieel plan ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLUIT : met 27 stemmen tegen 10 en 4 onthoudingen

De concessie toegekend aan RAUWERS-CONTROLE uit te breiden met 300 bijkomende parkeerautomaten en de avenant aan de conventie betreffende het parkeerbeheer goed te keuren (hierbij inbegrepen het financieel plan).

#### **DÉVELOPPEMENT STRATÉGIQUE ET DURABLE -- STRATEGISCHE EN DUURZAME ONTWIKKELING**

#### **Programme de Prévention Urbaine -- Programma voor Stadspreventie**

#### **SP 17.- Convention Eurotop 2011 - Approbation -- Eurotop overeenkomst 2011- Goedkeuring**

#### **DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD**

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

#### LE CONSEIL COMMUNAL

Vu l'arrêté royal du 16 novembre 1994 portant sur l'organisation du contrôle administratif et budgétaire;

Vu l'arrêté royal du 6 décembre 2007 relatif aux conventions Eurotop et abrogeant l'arrêté royal du 1<sup>er</sup> décembre 2003;

Vu l'arrêté royal du 28 décembre 2011 accordant une aide financière pour 2011 aux communes de la Région de Bruxelles-Capitale afin de couvrir les dépenses liées à la prévention de la criminalité dans le cadre des Sommets européens et autres initiatives liées à la fonction internationale de la Ville de Bruxelles et des communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins du 6 mars 2012;

Considérant qu'il y a lieu d'y faire droit;

DECIDE à l'unanimité

D'approuver la convention Eurotop 2011.

#### DE GEMEENTERAAD

Gelet op het koninklijk besluit van 16 november 1994 betreffende de administratieve en begrotingscontrole;

Gelet op het koninklijk besluit van 6 december 2007 betreffende de Eurotop-overeenkomsten en tot opheffing van het koninklijk besluit van 1 december 2003;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 december 2011 tot toekenning van een financiële tussenkomst voor 2011 aan de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest om de uitgaven te dekken die verband houden met de criminaliteits-preventie in het kader van de Europese toppen en andere initiatieven die voortvloeien uit de internationale functie van de stad Brussel en van de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 6 maart 2012;

Overwegende dat dit verslag ingewilligd dient te worden;

BESLUIT met eenparigheid van stemmen

De Eurotop-overeenkomst 2011 goed te keuren.

**SP 18.- Gardiens de la paix - Prolongation pour une période de 6 mois du Contingent complémentaire et du Contingent complémentaire 90 ETP entre le service Public Fédéral Intérieur et la commune - Approbation -- Gemeenschapswachten - Verlenging, voor een periode van 6 maanden, van het Bijkomend Contingent en van het Bijkomend Contingent 90 FTE tussen de Federale Openbare Dienst Binnenlandse Zaken en de gemeente - Goedkeuring**

**DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD**

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

#### LE CONSEIL COMMUNAL

Vu l'arrêté royal du 19 mars 2003 modifiant l'arrêté royal du 19 décembre 2001 de promotion de mise à l'emploi des demandeurs d'emploi de longue durée;

Vu la loi du 15 mai 2007 relative à la création de la fonction de gardien de la paix, à la création du service gardiens de la paix et à la modification de l'article 119bis de la nouvelle loi communale;

Vu l'arrêté ministériel d'exécution du 28 décembre 2011;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins du 6 mars 2012,

Considérant qu'il y a lieu d'y faire droit,

DECIDE à l'unanimité

1. D'approuver la convention "Gardiens de la Paix – Contingent complémentaire" 01/01/2012-30/06/2012 entre la commune et l'Etat.
2. D'approuver la convention "Gardiens de la Paix – Contingent complémentaire 90 ETP" 01/01/2012-30/06/2012 entre la commune et l'Etat.



## DE GEMEENTERAAD

Gelet op het koninklijk besluit van 19 maart 2003 tot wijziging van het koninklijk besluit van 19 december 2001 tot bevordering van de tewerkstelling van langdurig werkzoekenden;

Gelet op de wet van 15 mei 2007 tot instelling van de functie van gemeenschapswacht, tot instelling van de dienst gemeenschapswachten en tot wijziging van artikel 119bis van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het uitvoeringsbesluit van 28 december 2011;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 6 maart 2012,

Overwegende dat dit verslag ingewilligd dient te worden;

BESLUIT met eenparigheid van stemmen

1. De overeenkomst "Gemeenschapswachten – bijkomend contingent" 01/01/2012-30/06/2012 tussen de gemeente en de Staat goed te keuren.
2. De overeenkomst "Gemeenschapswachten – bijkomend contingent 90 FTE" 01/01/2012-30/06/2012 tussen de gemeente en de Staat goed te keuren.

### **SP 19.- Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention - Volet Fédéral - Convention - Prolongation ==- Strategisch Plan voor Veiligheid en Preventie - Federaal luik - Overeenkomst - Verlenging**

#### **DECISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD**

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité ==- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

#### LE CONSEIL COMMUNAL

Vu l'obligation pour la Commune de respecter ses engagements contractuels vis-à-vis des pouvoirs subsidants ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'arrêté royal du 7 décembre 2006 relatif aux plans stratégiques de sécurité et de prévention ;

Vu l'arrêté royal du 9 avril 2007 déterminant les modalités d'octroi, d'utilisation et de contrôle de l'allocation financière des villes et communes bénéficiaires d'un plan stratégique de sécurité et de prévention ;

Vu l'arrêté royal du 28 décembre 2012 relatif à la prolongation des plans stratégiques de sécurité et de prévention 2007-2010 pour une nouvelle période de six mois, janvier-juin 2012 ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins du 13 mars 2012 ;

Considérant qu'il y a lieu d'y faire droit,

DECIDE à l'unanimité

d'approuver la proposition de prolongement sans modification de la convention au plan stratégique de sécurité et de prévention 2012 relatif à la prolongation des plans stratégiques de sécurité et de prévention 2007-2010 pour une période de six mois, janvier-juin 2012.

## DE GEMEENTERAAD

Gelet op de verplichting, voor de Gemeente, om haar contractuele verbintenissen tegenover de subsidiërende overheid na te komen;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het koninklijk besluit van 7 december 2006 betreffende de strategische veiligheids- en preventieplannen;

Gelet op het koninklijk besluit van 9 april 2007 tot bepaling van de toekenning-, aanwending- en controlevoorwaarden van de financiële toelage van de steden en gemeenten die begunstigde zijn van een strategisch veiligheids- en preventieplannen,

Gelet op het koninklijk besluit van 28 december 2011 betreffende de verlenging van de strategische veiligheids- en preventieplannen 2007-2010 voor een nieuw periode van zes maanden, januari-juni 2012;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 13 maart 2012;

Overwegende dat dit verslag ingewilligd dient te worden,

**BESLUIT** : met eenparigheid van stemmen

het voorstel van overeenkomst aan het strategisch veiligheids- en preventieplan 2012 betreffende de verlenging van de strategische veiligheids- en preventieplannen voor een nieuwe periode van zes maanden, januari-juni 2012, goed te keuren.

### **Mobilité == Mobiliteit**

**SP 20.- Règlement complémentaire de police - Modifications - Approbation  
-- Bijkomend politiereglement - Wijzigingen - Goedkeuring**

#### **Ce point est traité lors de la discussion du point 2**

#### **DECISION DU CONSEIL == BESLISSING VAN DE RAAD**

Par appel nominal, approuvé par 27 voix contre 10 et 4 abstentions -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met 27 stemmen tegen 10 en 4 onthoudingen

#### **LE CONSEIL COMMUNAL**

Vu les lois relatives à la police de la circulation routière coordonnées par l'arrêté royal du 16 mars 1968 ;

Vu l'arrêté royal du 1 décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la sécurité routière ;

Vu la circulaire ministérielle du 14/11/1977 relative aux règlements complémentaires et au placement de la signalisation routière ;

Vu l'article 119 de la nouvelle loi communale ;

Vu son ordonnance du 03/07/80, portant règlement communal complémentaire relatif à la circulation routière en voirie communale les 7/10/81- 10/02/83- 26/04/84- 09/05/85- 05/06/86- 13/03/87- 20/04/89- 26/04/90- 27/06/94 – 29/03/95 – 21/01/97 – 18/02/98 – 18/03/98 -13/05/98 – 16/09/98 – 26/05/99 – 23/10/2002

Considérant que les mesures suivantes concernant la voirie communale doivent être adoptées pour tenir compte de l'évolution des circonstances locales :

**ARRETE** : par 27 voix contre 10 et 4 abstentions

**CHAPITRE V : ARRET ET STATIONNEMENT (signaux routiers)**

**Art 25 :** Zone payante (excepté riverains)

La mesure sera matérialisée par des signaux « ZE9bt » en début de zone et par des signaux « ZE9bf » en fin de zone. Ces panneaux comportent une mention « Excepté riverains uitgezonderd inwoners ».

**AJOUTER :**

- Rue Jacques Rayé
- Rue Van Ysendijk
- Avenue Ernest Renan
- Avenue du suffrage Universel
- Rue Henri Villard
- Rue Van Hoorde
- Rue de Robiano
- Rue Vifquin
- Rue de l'Est
- Rue de la Ruche
- Rue Vandermeersch
- Rue de Locht
- Rue Vandeweyer
- Rue Brichaut
- Rue de la Marne
- Rue Lefrancq

Art 35 :

La signalisation prévue ci-dessus sera placée conformément aux dispositions de l'A.R. et de l'A.M.

Art 36 :

Le présent règlement sera soumis à l'approbation du Ministre de la Mobilité et des transports.

#### DE GEMEENTERAAD

Gelet op de politiewetgeving betreffende het wegverkeer gecoördineerd door het koninklijk besluit van 16 maart 1968;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 december 1975 aangaande het algemeen politiereglement van het wegverkeer;

Gelet op het ministerieel besluit van 11 oktober 1976 waarbij de minimale afmeting en de bijzondere plaatsvoorwaarden van de verkeersborden worden bepaald;

Gelet op het ministeriële rondschrijven van 14/11/77 betreffende de aanvullende reglementen en de plaatsing van de verkeersborden;

Gelet op artikel 119 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de politieverordening van 03/07/80, betreffende het aanvullend gemeentereglement aangaande het wegverkeer op de gemeentewegen gewijzigd op 07/10/81 – 10/02/83 – 26/04/84 -09/05/85 – 05/06/86 – 18/03/87 – 20/04/89 – 26/04/90 – 27/06/94 – 27/03/95 – 21/01/97 -18/02/98 – 18/03/97 – 13/05/98 – 16/09/98 – 26/05/99 – 23/10/2002

Overwegend dat de volgende maatregelen met betrekking op het gemeentewegennet aangenomen moeten worden rekening houdend met de evolutie van de lokale omstandigheden;

BESLUIT : met 27 stemmen tegen 10 en 4 onthoudingen

HOOFSUK V:STILSTAAN EN PARKEREN (verkeersborden)

Art 25: BETALENDE ZONE (inwoners uitgezonderd)

De maatregel zal verwezenlijkt door het plaatsen bij het betreden van de zone door een bord "ZE9bt" en op het einde van de zone door de vermelding "ZE9bf" Deze borden hebben de vermelding "Excepté riverains- Uitgezonderd inwoners".

BIJVOEGEN:

- Jacques Rayé straat
- Van Ysendijk straat
- Ernest Renanlaan
- Algemeen stemrecht laan
- Henri Villard straat
- Van Hoorde straat
- Robiano straat
- Vifquin straat
- Ooststraat
- Bijenkorf straat
- Vandermeersch straat
- De Locht straat
- Vandeweyer straat
- Brichaut straat
- Marne straat
- Lefrancq straat

Art 35:

De signalisatie zoals hierboven voorzien zal geplaatst worden conform aan de schikkingen van het KB en het MB

Art 36:

Dit reglement zal voorgelegd worden ter goedkeuring van de Minister van Mobiliteit en vervoer.

**SERVICES GENERAUX -- ALGEMENE DIENSTEN**

**Affaires Juridiques -- Juridische zaken**

**SP 21.- Demande d'autorisation d'ester en justice dans aff. c/S.A. HOLDING COMMUNAL -- Verzoek om in rechte op te treden in het geding t/nv HOLDING COMMUNAL**

**M. le Bourgmestre expose.**

**M. Grimberghs et Mme Vriamont interviennent.**

**M. De Herde répond.**

**DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD**

Par appel nominal, approuvé par 27 voix contre 10 et 4 abstentions -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met 27 stemmen tegen 10 en 4 onthoudingen

**LE CONSEIL COMMUNAL**

Vu les articles 123-8° et 270 de la nouvelle loi communale ;

Considérant que les éléments du dossier relatifs à cette affaire laissent voir – en bref, et pour l'essentiel – qu'en août-septembre 2009, la S.A. HOLDING COMMUNAL a décidé de proposer à ses actionnaires de souscrire à une augmentation de capital, en leur promettant un dividende privilégié de 13 % pendant 10 ans sur les nouvelles actions émises ; que la Commune de Schaerbeek a, pendant la période de souscription, souscrit à l'augmentation de capital de la S.A. HOLDING COMMUNAL, pour un montant total de 9.520.701,44 EUR en numéraire ; que la Commune a, pour financer cette souscription, contracté un emprunt d'un montant à peu près équivalent, pour 10 ans, avec charge d'intérêts ;

Considérant que, par suite de la mise en liquidation de la S.A. HOLDING COMMUNAL, décidée dans la foulée du démantèlement de la S.A. DEXIA, il peut être considéré comme acquis que la Commune ne va pas percevoir le dividende privilégié de 13 % pendant 10 ans sur les nouvelles actions émises, qui avait été promis, et va perdre le capital qu'elle détient dans la S.A. HOLDING COMMUNAL, et, en outre, que la Commune va devoir supporter la charge de l'emprunt contracté pour pouvoir souscrire à l'augmentation de capital de la S.A. HOLDING COMMUNAL ;

Considérant qu'il s'avère que l'offre de souscription à l'augmentation de capital susmentionnée a été réalisée en violation de la loi du 16 juin 2006 relative aux offres publiques d'instruments de placement, à défaut de la publication préalable d'un prospectus approuvé par la CBFA (devenue la FSMA) ; que cette formalité était pourtant « obligatoire », étant expressément imposée par la loi du 16 juin 2006 (voir les articles 17 et suivants – voir également les articles 22 et suivants, figurant respectivement aux Chapitres 1<sup>er</sup> et 2 sous le Titre IV de la loi) ;

Considérant que la loi du 16 juin 2006 est une loi d'ordre public au sens de l'article 6 du Code civil ; qu'en l'espèce, le non respect de cette loi, en ce qui concerne l'obligation de publication préalable d'un prospectus, doit dès lors être sanctionné par la nullité de la souscription à l'augmentation de capital ;

Considérant que l'avocat désigné pour cette affaire a communiqué un projet de citation contre la S.A. HOLDING COMMUNAL, portant les demandes suivantes :

1°) A titre principal, dire pour droit que la souscription par la Commune de Schaerbeek à l'augmentation de capital de la SA Holding Communal décidée par l'assemblée générale de celle-ci du 30 septembre 2009 est nulle et de nul effet ;

En conséquence,

- condamner la SA Holding Communal à restituer à la Commune de Schaerbeek la somme de EUR 9.520.701,44,- à majorer des intérêts compensatoires depuis le 15 décembre 2009 date à laquelle cette somme a été versée à la SA Holding Communal ;
- condamner la SA Holding Communal à des dommages et intérêts évalués provisoirement à EUR 1.891.554,08,- représentant la charge

d'intérêts du prêt conclu le 25 novembre 2009 avec la SA Dexia Banque  
– majorer des intérêts judiciaires ;

2°) A titre subsidiaire, condamner la SA Holding Communal à payer à la Commune de Schaerbeek EUR 11.412.255,- à titre de dommages et intérêts à majorer des intérêts compensatoires depuis le 15 décembre 2009 ;

3°) En tout état de cause, condamner la SA Holding Communal aux dépens des frais de l'instance, en ce compris l'indemnité de procédure prévue à l'article 1022 du Code judiciaire ;

Considérant qu'il convient d'agir en justice en la cause, aux fins ci-énoncées ;

Considérant que l'autorisation du Conseil communal est requise pour agir en justice en la cause ;

DÉCIDE : par 27 voix contre 10 et 4 abstentions

D'accorder l'autorisation requise pour agir en justice en cette affaire contre la S.A. HOLDING COMMUNAL, aux fins susmentionnées.

#### DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikelen 123-8° en 270 van de nieuwe gemeentewet;

Overwegende dat uit het dossier blijkt – in het kort, en hoofdzakelijk – dat in augustus-september 2009, de N.V. GEMEENTELIJKE HOLDING haar aandeelhouders heeft aangesproken om in te schrijven in een kapitaalverhoging en 10 jaar lang een preferent dividend van 13% te belooft heeft op de nieuwe uitgebrachte aandelen; dat de gemeente Schaarbeek tijdens de inschrijvingsperiode ingetekend heeft in de kapitaalverhoging van de N.V. GEMEENTELIJKE HOLDING voor een totaal bedrag van 9.520.701,44 EUR in contanten; dat de gemeente om deze intekening te kunnen financieren een lening met intrestlasten voor een looptijd van 10 jaar heeft moeten aangaan;

Overwegende dat tengevolge de vereffening van de N.V. GEMEENTELIJKE HOLDING, besloten na de ontmanteling van de N.V. DEXIA, we ervan kunnen uitgaan dat de gemeente het beloofde preferent dividend van 13% gedurende 10 jaar op de nieuwe uitgebrachte aandelen niet zal ontvangen en dat zij het kapitaal dat zij in de N.V. GEMEENTELIJKE HOLDING heeft zal verliezen en dat de gemeente de lasten van de aangegane lening om in te schrijven in de kapitaalverhoging van de N.V. GEMEENTELIJKE HOLDING zal moeten dragen;

Overwegende dat blijkt dat het bod tot inschrijving op de vorenvermelde kapitaalverhoging werd uitgegeven in strijd met de wet van 16 juni 2006 op de openbare aanbidding van beleggingsinstrumenten en de toelating van beleggingsinstrumenten tot de verhandeling op een gereguleerde markt, bij gebrek aan voorafgaande publicatie van een prospectus goedgekeurd door de CBFA (nu FSMA); dat deze formaliteit nochtans "verplicht" en opgelegd wordt door de wet van 16 juni 2006 (zie artikel 17 en volgende en eveneens het artikel 22 en volgende, vermeld onder Hoofdstuk 1 en 2 van Titel IV van de wet);

Overwegende dat de wet van 16 juni 2006 van openbare orde is in de zin van artikel 6 van het Burgerlijk wetboek; dat de niet-naleving van deze wet betreffende de voorafgaande verplichte publicatie van een prospectus moet gesanctioneerd worden door de nietigheid van de intekening in de kapitaalverhoging;

Overwegende dat de advocaat aangewezen voor deze zaak een ontwerp van dagvaarding tegen de N.V. GEMEENTELIJKE HOLDING heeft meegedeeld, over de volgende vragen:

1°) In hoofdorde, te verklaren voor recht dat de intekening door de Gemeente Schaarbeek in de kapitaalverhoging van de N.V. Gemeentelijke holding beslist bij Algemene vergadering van 30 september 2009 nietig en zonder waarde is;

Bijgevolg:

- de N.V. Gemeentelijke Holding te veroordelen tot de terugbetaling aan de Gemeente Schaarbeek van de som van 9.520.701,44 EUR te verhogen met compensatoire interesten sinds 15 december 2009 datum waarop deze som aan de N.V. Gemeentelijke Holding werd gestort;
- de N.V. Gemeentelijke Holding te veroordelen tot een schadevergoeding voorlopig geraamd op 1.891.554,08 EUR zijnde de intrestlasten van de

lening aangegaan op 25 november 2009 bij de N.V. Dexia Bank – verhoogd met de gerechtelijke interesten

2°) In ondergeschikte orde, de N.V. Gemeentelijke Holding te veroordelen tot de betaling aan de Gemeente Schaarbeek van 11.412.255 EUR als schadevergoeding te verhogen met compensatoire interesten sinds 15 december 2009;

3°) In ieder geval de N.V. Gemeentelijke Holding te veroordelen tot de betaling van het geding daarbij inbegrepen de procedurevergoeding bedoeld in artikel 1022 van het Gerechtelijk wetboek;

Overwegende dat het past om in rechte op te treden op basis van de vorenvermelde doeleinden

Overwegende dat de machtiging van de Gemeenteraad vereist is om dit beroep in te stellen;

BESLUIT : met 27 stemmen tegen 10 en 4 onthoudingen

de vereiste machtiging te verlenen om in rechte op te treden tegen de N.V. GEMEENTELIJKE HOLDING

#### **RESSOURCES HUMAINES -=- HUMAN RESOURCES**

**SP 22.- Modification du cadre du personnel ACS - Département des Services spécifiques (Culture et Santé) et Département Infrastructures (Techniques spéciales - HVAC) - Approbation -=- Wijziging van de personeelsformatie Gesco's - Departement van de Specifieke Gemeentediensten (Cultuur en Gezondheid) en Departement Infrastructuur (Bijzondere technieken - HVAC)**

#### **DECISION DU CONSEIL -=- BESLISSING VAN DE RAAD**

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -=- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

#### **LE CONSEIL COMMUNAL**

Vu les articles 117, 119 et 145 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités ;

Vu sa décision du 22 juin 2011 approuvant l'avenant n°1 à la convention entre la Commune et l'asbl Centre culturel de Schaarbeek, prévoyant notamment la mise à disposition de l'asbl d'un agent ACS communal à 2 points ;

Considérant que suite au transfert vers le service Santé de l'agent qui occupait ce poste, cette obligation n'est plus rencontrée ;

Considérant qu'il y a lieu de remplir les obligations liant la Commune à l'asbl sans entraîner de surcoût pour le budget communal ;

Considérant l'existence d'un emploi d'adjoint technique ACS au cadre du service Techniques spéciales (HVAC) vacant depuis sa création en séance du Conseil communal du 28 janvier 2009 ;

Considérant qu'il y a lieu de procéder aux modifications de cadre qui s'imposent ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 1<sup>er</sup> mars 2011 de prévoir un emploi d'agent ACS de niveau C pour le Centre culturel en lieu et place d'un agent de niveau B ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins du 21 février 2012 ;

Vu l'accord du Comité d'accompagnement du plan de redressement du 22 mars 2012 ;

Vu le protocole d'accord signé en séance du Comité particulier de négociation du 23 mars 2012 ;

DECIDE à l'unanimité

De procéder aux modifications suivantes au cadre du personnel ACS :

- Département Infrastructure – service Techniques spéciales (HVAC) : suppression d'un emploi d'adjoint technique ACS

- Département des services spécifiques – service Santé : création d'un emploi de secrétaire administratif ACS
- Département des services spécifiques – service Culture : transformation d'un emploi de secrétaire administratif ACS en un emploi d'assistant administratif ACS

#### DE GEMEENTERAAD

Gelet op de artikelen 117, 119 en 145 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel;

Gelet op haar besluit van 22 juni 2011 houdende goedkeuring van bijlage nr1 aan de overeenkomst tussen de Gemeente en de vzw Centre culturel de Schaerbeek, die onder andere, de terbeschikkingstelling voorziet aan de vzw van een gemeentelijk personeelslid – Gesco voor "2 punten";

Overwegende dat, wegens de overplaatsing naar de dienst Gezondheid van het personeelslid dat deze betrekking bezette, deze verplichting niet meer geeerbiedigd wordt;

Overwegende dat het past om de verplichtingen tussen de Gemeente en de vzw te vervullen, zonder meerkost voor de gemeentelijke begroting;

Overwegende dat een betrekking van technisch adjunct – Gesco vacant is in de personeelsformatie in de dienst speciale technieken (HAVC) sinds haar oprichting in gemeenteraadsvergadering van 28 januari 2009;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 1 maart 2011 om een GESCO betrekking van niveau C te voorzien voor het cultureel centrum in plaats van een niveau B;

Overwegende dat het past om de nodige wijzigingen in de personeelsformatie door te voeren;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 21 februari 2012;

Gelet op het gunstig advies van het Begeleidingscomité van het saneringsplan van 22 maart 2012;

Gelet op het protocol van akkoord ondertekend in vergadering van het onderhandelingscomité op datum van 23 maart 2012;

BESLIST met eenparigheid van stemmen

de GESCO-personeelsformatie als volgt te wijzigen:

- Departement Infrastructuur – dienst speciale technieken (HVAC): afschaffing van een betrekking van technisch adjunct - Gesco
- Departement van de specifieke diensten – dienst Gezondheid: oprichting van een betrekking van administratief secretaris - Gesco
- Departement van de specifieke diensten – dienst Cultuur: wijziging van een betrekking van administratief secretaris Gesco in een betrekking van administratief assistent - Gesco

#### **SP 23.- Modification du cadre du personnel - Département des Services généraux - Approbation ==- Wijziging van het personeelskader - Departement Algemene Diensten - Goedkeuring**

#### **DECISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD**

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité ==- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

#### LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117, 119 et 145 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités ;

Considérant que de profondes transformations liées aux nouvelles missions dévolues au service des Gardiens de la paix a entraîné une modification significative des responsabilités du responsable du service, que le nombre de

collaborateurs a sensiblement progressé et que les tâches du service se sont étendues et complexifiées ;

Considérant l'augmentation de la charge de travail au service Sanctions administratives suite à l'explosion du nombre de dossiers traités ;

Considérant qu'il y a lieu de procéder aux modifications de cadre qui s'imposent ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins des 31 janvier et 28 février 2012 ;

Vu l'accord du Comité d'accompagnement du plan de redressement du 9 février 2012 ;

Vu l'accord du Comité d'accompagnement du plan de redressement du 22 mars 2012 ;

Vu le protocole d'accord signé en séance du Comité particulier de négociation du 10 février 2012 ;

Vu le protocole d'accord signé en séance du Comité particulier de négociation du 23 mars 2012 ;

DECIDE à l'unanimité

De procéder aux modifications suivantes au cadre du personnel – Département des services généraux:

- Service Gardiens de la paix : transformation d'1 emploi de secrétaire d'administration A1 en 1 emploi de secrétaire d'administration – chef du service Gardiens de la paix A2
- Service Sanctions administratives: création d'un emploi d'assistant administratif

#### DE GEMEENTERAAD

Gelet op de artikelen 117, 119 en 145 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel;

Overwegende dat de verantwoordelijkheden van de dienstverantwoordelijke van de Gemeenschapswachten toegenomen zijn door grondige wijzigingen verbonden aan de nieuwe opdrachten van de dienst, dat het aantal medewerkers toegenomen is en dat de taken van de dienst ruimer en complexer werden;

Overwegende de toename van de werklast van de dienst administratieve sancties ten gevolge van het exponentieel toenemen van het aantal te behandelen dossiers;

Overwegende dat het past om de nodige wijzigingen in de personeelsformatie door te voeren;

Op voorstellen van het College van Burgemeester en Schepenen van 31 januari en 28 februari 2012;

Gelet op het gunstig advies van het Begeleidingscomité van het saneringsplan van 9 februari 2012;

Gelet op het gunstig advies van het Begeleidingscomité van het saneringsplan van 22 maart 2012;

Gelet op het protocol van akkoord ondertekend in vergadering van het onderhandelingscomité op datum van 10 februari 2012;

Gelet op het protocol van akkoord ondertekend in vergadering van het onderhandelingscomité op datum van 23 maart 2012;

BESLIST met eenparigheid van stemmen

de personeelsformatie als volgt te wijzigen – departement van de Algemene zaken:

- Dienst Gemeenschapswachten: wijziging van een betrekking van bestuurssecretaris A1 in een betrekking van bestuurssecretaris – hoofd van de dienst Gemeenschapswachten A2
- Dienst Administratieve sancties: oprichting van een betrekking van administratief assistent



## INFRASTRUCTURES -=- INFRASTRUCTUUR

### **SP 24.- Patrimoine et Tourisme - Diffusion des coffrets de 12 parcours promenade - Fixation des redevances -=- Patrimonium en Toerisme - Verdeling van koffertjes met 12 wandelingen parcours - Vaststelling van de bijdrage**

#### DECISION DU CONSEIL -=- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -=- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

#### LE CONSEIL COMMUNAL

Vu la nouvelle loi communale et en particulier l'article 117 ;

Vu la décision du collège du 28/12/2010 de procéder au graphisme et à l'impression en 2.000 exemplaires des coffrets de 12 parcours promenades pour un montant total de 8.854 €

Considérant qu'il y a lieu d'assurer une large diffusion de ces coffrets, via la commune mais également via des canaux extérieurs (musées, BIP, librairies,...)

Considérant que, vu l'investissement qui a été nécessaire à la réalisation de ces coffrets et le résultat obtenu, il lieu de le faire moyennant rémunération ;

Considérant que, afin d'avoir un prix de vente unique à la commune ou via des intermédiaires, il y a lieu de fixer deux montants distincts ;

Considérant qu'un montant de 5 euros permet à la commune de rentrer globalement dans les frais d'impression et graphisme,

Considérant qu'un montant de 4 euros pour les intermédiaires leur permet de garder une marge tout en gardant le même tarif vers le particulier que la commune, ce qui constitue un bon incitatif pour une large diffusion des coffrets ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 20 mars 2012;

DECIDE : à l'unanimité

1. de fixer le montant de la redevance à 5 euros si diffusion directement par la commune,
2. de fixer le montant de la redevance à 4 euros si diffusion via un intermédiaire extérieur (musée, librairie, BIP, ... )

#### DE GEMEENTERAAD

Gelet op de nieuwe gemeentewet en in het bijzonder het artikel 117 ;

Gelet op de beslissing van de College van 28/12/2010 wordt er verder gewerkt op de vormgeving en het drukken van 2000 wandelkoffers (met 12 wandelingen) voor een totaal van 8.854 €.

Gezien het mogelijk is om de brede verspreiding van deze koffers te verzekeren, via de gemeente, maar ook via externe kanalen of tussenpersonen (musea, BIP, kranten/boekenwinkels...);

Overwegende dat, gezien de investeringen die nodig zijn geweest voor de realisatie van de koffers en het verkregen resultaat, het gepast is om een bijdrage te vragen ;

Overwegende dat, om een zelfde te krijgen in de verkoop door de gemeente of via tussenpersonen, is het gepast om twee verschillende tarieven te voorzien ;

Overwegende dat een bedrag van 5 Euro toelaat aan de gemeente om de kosten te dekken van de drukkosten en de kosten voor de vormgeving.

Overwegende dat 4 Euro die wordt aangerekend aan de tussenpersonen hen zal toelaten om een marge te hebben omdat ze hetzelfde tarief kunnen hanteren aan de klant als de gemeente wat een extra stimulans kan zijn voor een grote verspreiding van de koffers

Gelet op het verslag van het College van Burgemeester en Schepenen van 20 maart 2012;

BESLUIT : met eenparigheid van stemmen

1. Om de bijdrage te bepalen op 5 Euro indien de verspreiding gebeurt onmiddellijk via de gemeente.
2. Om de bijdrage te bepalen op 4 Euro indien de verspreiding gebeurt via een tussenpersoon (museum, boeken/krantenhandel, BIP,...)

**Bâtiments -- Gebouwen**

**SP 25.- Convention de partenariat entre l'ASBL Schaerbeek Action Emploi et la commune de Schaerbeek - Approbation -- Partnershipovereenkomst tussen de vzw Schaerbeek Action Emploi en de gemeente Schaarbeek - Goedkeuring**

**DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD**

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

**LE CONSEIL COMMUNAL**

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Considérant que l'asbl Schaerbeek Action Emploi (SAE) est active dans le domaine de la recherche d'emplois pour les Schaerbeekois ;

Considérant que SAE veut donner l'occasion à de jeunes Schaerbeekois peu qualifiés d'acquérir une formation au travers d'une expérience concrète de travail sur chantiers réels ;

Considérant que SAE se charge de trouver des formations dans le domaine du pavage, de la menuiserie et du jardinage ;

Considérant que le Service Bâtiments pourrait proposer à SAE des activités de parachèvement ;

Vu la convention de partenariat entre SAE et le service Bâtiments qui définit les modalités d'une collaboration entre SAE et le service Bâtiments, déposée au dossier ;

Vu la décision du collège du 20 mars 2012 approuvant les termes de la convention de partenariat ;

DECIDE à l'unanimité

de conclure avec l'asbl Schaerbeek Action Emploi, la convention de partenariat.

**DE GEMEENTERAAD**

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe gemeentewet;

Overwegende dat de vzw "Schaerbeek Action Emploi" (SAE) actief is op het gebied van het zoeken naar werk voor Schaarbekenaren;

Overwegende dat SAE weinig opgeleide, jonge Schaarbekenaren de kans wil geven een opleiding te volgen via een concrete werkervaring op echte werven;

Overwegende dat SAE zich bezighoudt met het vinden van opleidingen in het domein van de bestrating, de schrijnwerkerij en de tuinbouw;

Overwegende dat de dienst Gebouwen aan JST opknappen zou kunnen voorstellen;

Gelet op de bij het dossier gevoegde partnerschapsovereenkomst tussen SAE en de Gebouwendienst, waarin de samenwerkingsmodaliteiten tussen SAE en de Gebouwendienst zijn bepaald;

Gelet op het Collegebesluit van 20 maart 2012 houdende goedkeuring van de termen van de partnerschapsovereenkomst;

BESLUIT met eenparigheid van stemmen

met de VZW "Schaerbeek Action Emploi" de partnerschapsovereenkomst af te sluiten.

**SP 26.- Immeuble de logement sis rue des Palais, 195 - Traitement en vue de remédier à l'humidité ascensionnelle - Mode de passation et fixation des conditions du marché - Pour information -- Woongebouw gelegen Paleizenstraat 195 - Behandeling met het oog het opstijgend vocht te behandelen - Wijze van gunnen en vaststelling van de opdrachtvoorwaarden - Ter informatie**

**DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD**

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

**LE CONSEIL COMMUNAL**

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 - en particulier son article 17 § 2, 1<sup>a</sup> - relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de service, telle qu'elle a été modifiée à ce jour ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de marchés publics, tel qu'il a été modifié à ce jour ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, tel qu'il a été modifié à ce jour ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de Bruxelles-Capitale;

Vu l'ordonnance du 17 juillet 2003 – en particulier son article 27 – modifiant la nouvelle loi communale;

Considérant la présence de nombreuses taches d'humidité sur les murs de plusieurs pièces d'un des appartements de l'immeuble de logements sis rue des Palais 195,

Considérant qu'il s'agit d'un problème d'humidité ascensionnelle provenant des fondations enterrées ;

Considérant qu'il convient d'y remédier par un traitement approprié des maçonneries ;

Considérant la situation d'inconfort pour le locataire et sa famille;

Considérant qu'il s'agit d'un logement particulièrement bien isolé et de ce fait ne permettant pas une évacuation efficace des vapeurs ;

Considérant la nécessité de faire entreprendre les travaux par le secteur privé ;

Vu le procès-verbal du Collège des Bourgmestre et Echevins du 6 mars 2012 par lequel il décide;

1. d'arrêter le mode de passation et les conditions du marché : procédure négociée sans publicité après consultation de trois firmes spécialisées ;
2. de fixer les conditions du marché selon les termes de la société proposant l'offre la plus avantageuse ;
2. d'imputer la dépense de 4.764,70 € à l'article 124/724-IN-60/-51;
3. de financer la dépense par l'emprunt.

PREND POUR INFORMATION à l'unanimité

La décision précitée du Collège des Bourgmestre et Echevins du 6 mars 2012.

**DE GEMEENTERAAD**

Gelet op de artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 24 december 1993 - inzonderheid artikel 17 § 2, 1<sup>o</sup> a - betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, zoals zij tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken, zoals het tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, zoals het tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 - inzonderheid artikel 27 - tot wijziging van de nieuwe gemeentewet;

Overwegende de aanwezigheid van talrijke vochtvlekken op de muren van verschillende kamers van één van de appartementen van het appartementsgebouw gelegen Paleizenstraat 195;

Overwegende dat het gaat om een probleem van opstijgend vocht komende van de ondergrondse funderingen;

Overwegende dat het zou passen hieraan te verhelpen door een aangepaste behandeling van de metselwerken;

Overwegende de oncomfortabele situatie voor de huurder en zijn familie;

Overwegende dat het gaat om een bijzonder goed geïsoleerde woning, waardoor dampen niet voldoende kunnen worden afgevoerd;

Overwegende de noodzaak om de werken door een privéfirma te laten uitvoeren;

Gelet op het Collegebesluit van 6 maart 2012, houdende :

1. goedkeuring van de gunningswijze en de voorwaarden van de opdracht : onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking, na raadpleging van drie gespecialiseerde firma's;
2. vaststelling van de voorwaarden van de opdracht volgens de voorwaarden van de firma die de voordeligste offerte voorstelt;
2. aanrekening van de uitgave van 4.764,70 € op artikel 124/724-IN-60/-51;
3. financiering van de kosten met een lening.

NEEMT TER INFORMATIE met eenparigheid van stemmen voornoemd Collegebesluit van 6 maart 2012,

**SP 27.- Centre de vacances d'Ittre, Ecole 5-6, Ecole 10 et Lycée Emile Max -  
Rénovation des chaufferies et des installations de régulation -  
Nouveau mode de passation ==- Vakantiecentrum Ittre,  
School 5-6, School 10 en Lyceum Emile Max - Renovatie van  
de stookruimte en de regelingsinstallaties - Nieuwe  
gunningswijze**

**DECISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD**

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité ==- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu l'article 234 de la nouvelle Loi communale;

Vu la loi du 24 décembre 1993 - en particulier son article 17 §2, 1° d - relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services telle que modifiée à ce jour ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux, tel que modifié à ce jour, tel que modifié à ce jour ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, tel que modifié à ce jour ;

Vu l'Ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, telle que modifiée à ce jour ;

Vu la délibération du Conseil communal du 1er septembre 2010 arrêtant le mode de passation (adjudication publique) et fixant les conditions du marché relatif à la rénovation des chaufferies et des installations de régulation dans quatre bâtiments communaux (Centre de vacances d'Ittre, Ecole 5-6, Ecole 10 et Lycée Emile Max);

Considérant que ce marché a été mis en adjudication à trois reprises mais qu'il n'a toujours pas pu être attribué à ce jour,

Considérant que lors des deux premières adjudications, le marché n'a pas pu être attribué car aucun soumissionnaire n'a introduit l'ensemble des documents prouvant qu'il disposait bien de la capacité financière, économique et technique pour mener à bien les travaux ;

Considérant que lors de la troisième mise en adjudication, les soumissionnaires ont pu être sélectionnés parce qu'ils ont prouvé qu'ils disposaient d'une capacité suffisante, que les offres étaient recevables d'un point de vue formel mais qu'elles ont dû être déclarées irrégulières car elles étaient soit incomplètes, soit non conformes aux exigences techniques du projet;

Considérant qu'il convient à présent de changer le mode de passation du marché, comme le prévoit dans pareille situation l'article 17 § 2, 1° d de la loi du 24 décembre 1993, qui stipule qu'il peut être traité par procédure négociée sans publicité lorsque seules des offres irrégulières ont été déposées à la suite d'une adjudication (...), pour autant que;

- o les conditions initiales du marché ne soient pas substantiellement modifiées et que ;
- o le pouvoir adjudicateur consulte tous les soumissionnaires qui répondaient aux conditions minimales de caractère professionnel, économique et technique déterminées par le Roi et qui ont déposé une offre conforme aux exigences formelles de la première procédure ;

Vu le cahier spécial des charges n° Scha/Infra/2012/006 relatif au marché "rénovation des chaufferies et des installations de régulation dans divers établissements communaux";

Considérant que le montant estimé pour ce marché s'élève à 911.900 €, en incluant – conformément la circulaire régionale du 2 août 2006 – une marge pour la révision des prix et d'éventuels imprévus;

Considérant que les crédits permettant cette dépense sont inscrits au budget extraordinaire de l'exercice 2012, aux articles 722/724-IN-60/51 (710.600 EUR), 731/724-IN-60/51 (55.000 EUR), 761/724-IN-60/51 (146.300 EUR);

DECIDE à l'unanimité

1. d'approuver le nouveau mode de passation, soit la procédure négociée sans publicité, du marché relatif à la rénovation des chaufferies et des installations de régulation dans divers établissements communaux
2. de fixer les conditions du marché, qui ne sont pas substantiellement modifiées, selon le cahier spécial des charges dont références Scha/Infra/2012/006
3. d'imputer la dépense, estimée à 911.900 €, révisions, imprévus éventuels et TVA compris aux articles 722/724-IN-60/51 (710.600 EUR), 731/724-IN-60/51 (55.000 EUR), 761/724-IN-60/51 (146.300 EUR) du budget extraordinaire de 2012 ;
4. de solliciter des subsides auprès de l'IBGE ;
5. de financer la part communale dans la dépense ou la dépense totale – si aucun subside n'est obtenu – par un emprunt.

#### DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikel 234 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 24 december 1993 – inzonderheid artikel 17 § 2, 1° d - betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, zoals zij tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken, zoals het tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, zoals het tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het raadsbesluit van 1 september 2010 houdende vaststelling van de gunningswijze (openbare aanbesteding) en van de voorwaarden van de opdracht betreffende de renovatie van de stookruimtes en de regelingsinstallaties in vier gemeentebouwen (vakantiecentrum Iltre, School 5-6, School 10 en het Emile Max Lyceum);

Overwegende dat deze opdracht reeds drie keer werd heraanbesteed, maar tot heden nog steeds niet werd gegend ;

Overwegende dat de opdracht niet gegund kon worden bij de twee eerste aanbestedingen omdat geen enkele inschrijver het geheel van de documenten indiende, die bewijzen dat hij wel degelijk over de vereiste financiële, economische en technische bekwaamheid beschikt om de werken tot een goed einde te brengen;

Overwegende dat de inschrijvers bij de derde aanbesteding wel geselecteerd konden worden omdat zij konden bewijzen over een voldoende bekwaamheid te beschikken, dat de offertes ontvankelijk waren met betrekking tot de vormvereisten maar dat zij als onregelmatig dienden beschouwd te worden omdat ze hetzij onvolledig, hetzij niet-conform de technische vereisten van het project waren;

Overwegende dat het nu past om de gunningswijze van de opdracht te wijzigen, zoals artikel 17 § 2, 1° d van de wet van 24 december 1993 in een dergelijke situatie voorziet, namelijk dat er gehandeld kan worden bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking wanneer enkel onregelmatige offertes ingevolge van een aanbesteding werden ingediend (...), voor zover :

- o de oorspronkelijke voorwaarden van de opdracht niet wezenlijk gewijzigd worden en
- o de aanbestedende overheid alle inschrijvers raadpleegt die voldoen aan de minimumeisen op beroeps-, economisch en technisch vlak, zoals bepaald door de Koning, en die een offerte indienden die aan de formele eisen van de eerste procedure voldeed;

Gelet op het bestek nr. Scha/Infra/2012/006 betreffende de opdracht "renovatie van de stookruimtes en de regelingsinstallaties in diverse gemeentestellingen";

Overwegende dat de kostenraming voor deze opdracht 911.900 EUR bedraagt, met inbegrip van – overeenkomstig de gewestelijke omzendbrief van 2 augustus 2006 – een marge voor prijsherzelingen en eventuele onvoorziene kosten;

Overwegende dat de kredieten, die deze uitgave toelaten, ingeschreven zijn op de buitengewone begroting over 2012, op de artikelen 722/724-IN-60/51 (710.600 EUR), 731/724-IN-60/51 (55.000 EUR), 761/724-IN-60/51 (146.300 EUR).

BESLUIT met eenparigheid van stemmen

1. de nieuwe gunningswijze, namelijk de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking, van de opdracht betreffende de renovatie van de stookruimtes en de regelingsinstallaties in diverse gemeentestellingen, goed te keuren;
2. de voorwaarden van de opdracht, die niet substantieel gewijzigd zijn, vast te leggen volgens het bijzonder bestek met als referentie Scha/Infra/2012/006;
3. de uitgave, geraamd op 911.900 EUR, herzieningen, eventuele onvoorziene kosten en BTW inbegrepen, aan te rekenen op de artikelen 722/724-IN-60/51 (710.600 EUR), 731/724-IN-60/51 (55.000 EUR), 761/724-IN-60/51 (146.300 EUR) van de buitengewone begroting over 2012;
4. subsidies aan te vragen bij het BIM;
5. het gemeentelijke aandeel in de uitgave of de totale kosten – indien geen enkele toelage wordt bekomen – te financieren met een lening;

### **Espaces Publics -- Openbare ruimten**

**SP 28.- Mise à disposition d'emplacement de parking appartenant au patrimoine communal sise place Colignon - Convention - Approbation -- Ter beschikking stellen van parkeerplaatsen, eigendom van het gemeentelijk patrimonium, gelegen Colignonplein - Overeenkomst - Goedkeuring**

**Ce point est traité lors de la discussion du point 2**

### **DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD**

Par appel nominal, approuvé par 30 voix contre 11 -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met 30 stemmen tegen 11

## LE CONSEIL COMMUNAL

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 31 janvier 2012 d'approuver la mise à disposition de 4 places de parking sur la place Colignon moyennant redevance

Considérant qu'il y a lieu de faire droit aux conclusions de cette décision

DECIDE : par 30 voix contre 11

1. de marquer son accord sur la mise à disposition moyennant redevance d'emplacements de parking sur la place Colignon
2. d'approuver la convention de mise à disposition d'emplacements de parking déposée au dossier

## DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen dd. 31 januari 2012 houdende goedkeuring van de terbeschikkingstelling, op het Colignonplein, van 4 parkeerplaatsen, mits betaling van een retributie

Overwegende dat het past gevolg te geven aan de conclusies van deze beslissing

BESLUIT : met 30 stemmen tegen 11

1. akkoord te gaan met de terbeschikkingstelling, mits betaling van een retributie, van parkeerplaatsen op het Colignonplein
2. de bij het dossier gevoegde overeenkomst betreffende de terbeschikkingstelling van parkeerplaatsen goed te keuren

**SP 29.- Schaerbeek Propreté et Espaces Verts - Convention entre la commune de Schaerbeek et la Ville de Bruxelles relative à une meilleur collaboration pour l'entretien de voiries limitrophes - Approbation -- Schaerbeek Netheid en Groene ruimtes - Overeenkomst tussen de gemeente Schaarbeek en de stad Brussel betreffende een betere samenwerking voor het onderhoud van de aangrenzende wegen - Goedkeuring**

### M. De Herde expose le point

#### DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

## LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les compétences des communes en matière de propreté publique, telles que décrites dans la nouvelle loi communale, et en particulier son article 135 ;

Vu la situation des voiries communales suivantes : rue du Pavillon (tronçon Bruxelles – rue Stephenson), place Masui, rue Stephenson, place Stephenson, rue Navez (tronçon Stephenson - Lambermont), avenue Monplaisir, place Princesse Elisabeth ;

Considérant que les trottoirs Nord-Ouest de ces voiries sont la propriété de la Ville de Bruxelles tandis que la voirie elle-même et les trottoirs Sud-Est appartiennent à la Commune de Schaerbeek, dans leur totalité, ou partiellement s'agissant de la place Masui, la Région étant elle-même propriétaire de la voirie centrale traversant l'espace public ;

Considérant que l'absence d'unité de gestion de l'entretien courant de ceux-ci entraîne des aberrations, vu que les équipes d'intervention, qui opèrent rarement ensemble, ne gèrent que ce dont elles ont la responsabilité en laissant le reste des lieux en l'état ;

Considérant que cette situation entraîne aussi un coût environnemental superflu, étant donné que tant la Ville de Bruxelles que la Commune de Schaerbeek y envoient du charroi lourd spécialisé particulièrement polluant ;

Considérant qu'un mode de gestion plus performant de ces voiries pourrait être mis en œuvre en renforçant la collaboration entre les services gérant la propreté de la Ville de Bruxelles et de la Commune de Schaerbeek ;

Vu la décision du Collège du 20 septembre 2011 approuvant les négociations entre la Commune de Schaerbeek et la Ville de Bruxelles pour la reprise du nettoyage des voiries limitrophes par le service Propreté de Schaerbeek ;

Vu l'accord sur l'avant-projet de convention par la Ville de Bruxelles dont le paiement d'une indemnité forfaitaire annuelle de 40.000€ permettant l'engagement d'un niveau E/D pour effectuer le travail et de compenser le coût d'évacuation des déchets récoltés;

Vu la décision du Collège du 13 mars 2012 approuvant les termes de la convention et du Collège du 20 mars 2012 approuvant les modifications apportées à la convention;

DECIDE à l'unanimité

de conclure entre la Commune et la Ville de Bruxelles la convention de collaboration pour l'entretien des voiries limitrophes en annexe.

#### DE GEMEENTERAAD

Gelet op de bevoegdheden van de gemeenten inzake openbare netheid, zoals omschreven in de nieuwe gemeentewet, in het bijzonder het artikel 135 ;

Gelet op de ligging van volgende gemeentewegen : Paviljoenstraat (gedeelte Brussel –Stephensonstraat), Masuiplein, Stephensonstraat, Stephensonplein, Navezstraat (gedeelte Stephenson - Lambermont), Monplaisirlaan, Prinses Elisabethplein ;

Overwegende dat de voetpaden ten noordoosten van deze wegen eigendom zijn van de Stad Brussel, terwijl de wegen zelf en de voetpaden ten zuidoosten toebehoren aan de Gemeente Schaarbeek, in hun totaliteit of gedeeltelijk voor wat betreft het Masuiplein, waar het Gewest eigenaar is van de centrale weg die deze openbare ruimte kruist;

Overwegende dat het ontbreken van een samenhangend beheer voor het courante onderhoud van deze wegen en voetpaden absurde situaties met zich meebrengt, aangezien de interventieploegen, die zelden tegelijkertijd aan het werk zijn, enkel die gedeelten beheren waarvoor zij verantwoordelijk zijn en ze de rest van deze plaatsen in de staat laten waarin ze zich bevinden;

Overwegende dat deze situatie eveneens een overbodige belasting met zich meebrengt voor het milieu, aangezien zowel de Stad Brussel als de Gemeente Schaarbeek er voor het onderhoud speciale, zeer vervuilende voertuigen inzetten;

Overwegende dat een beter beheer van deze wegen zou kunnen worden voorzien door het versterken van de samenwerking tussen de diensten die de netheid beheren van zowel de Stad Brussel, als van de Gemeente Schaarbeek;

Gelet op het Collegebesluit van 20 september 2011 houdende goedkeuring van de onderhandelingen tussen de Gemeente Schaarbeek en de Stad Brussel om het onderhoud van de wegen op de grens van beide gemeenten te laten overnemen door de dienst Schaarbeek Netheid ;

Gelet op het akkoord over het voorontwerp van de overeenkomst door de Stad Brussel, waaronder de betaling van een jaarlijkse forfaitaire vergoeding van 40.000 € waardoor een niveau E/D in dienst kan worden genomen voor het uitvoeren van dit werk en om de kosten te compenseren nodig voor de verwijdering van het opgehaalde vuilnis;

Gelet op het Collegebesluit van 13 maart 2012 houdende goedkeuring van de termen van de overeenkomst en van het College van 20 maart 2012 houdende goedkeuring van de aan de overeenkomst aangebrachte wijzigingen;

BESLUIT met eenparigheid van stemmen

De bijgevoegde samenwerkingsovereenkomst tussen de Gemeente en de Stad Brussel af te sluiten voor het onderhoud van de wegen op de grens van beide gemeenten.



**SP 30.- Convention entre la commune de Schaerbeek et le Ministère de la Région de Bruxelles-capitale concernant l'octroi d'un subside pour l'organisation de la fête du Sacrifice - Approbation --  
Overeenkomst tussen de gemeente Schaarbeek en het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk gewest betreffende de toekenning van een subsidie voor het organiseren van het Offerfeest - Goedkeuring**

**DECISION DU CONSEIL --= BESLISSING VAN DE RAAD**

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité --= Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

**LE CONSEIL COMMUNAL**

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'arrêté de la Région de Bruxelles-capitale octroyant une subvention de 25.000 € aux communes d'Anderlecht, de Bruxelles-Ville, de Molenbeek-Saint-Jean et de Schaerbeek pour l'organisation d'un abattoir temporaire dans le cadre de la fête du Sacrifice 2011

Vu les termes de la convention qui nous est proposée par le ministère de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Considérant que la commune organise chaque année un abattoir temporaire pour permettre l'abattage des moutons ;

Considérant que la commune s'associe chaque année à deux autres communes bruxelloises et autorise ainsi le sacrifice des moutons des habitants de ces communes ;

Considérant que cette organisation engendre des frais importants en achat de matériel, location de chapiteau, frais de personnel, assurance...

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 13 mars 2012 par laquelle il a approuvé les termes de la convention octroyant un subside de 25.000 € à la commune pour l'organisation d'un abattoir temporaire pour la fête du sacrifice ;

DECIDE à l'unanimité

d'approuver le texte de la convention déposée au dossier relative à l'octroi d'un subside de 25.000 € à la commune pour l'organisation d'un abattoir temporaire pour la fête du sacrifice.

**DE GEMEENTERAAD**

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het besluit van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest dat een subsidie van 25.000 EUR toekent aan de gemeenten Anderlecht, Brussel-Stad, Sint-Jans-Molenbeek en Schaarbeek voor de organisatie van een tijdelijk slachthuis in het kader van het Offerfeest 2011;

Gelet op de voorwaarden van de overeenkomst, voorgesteld door het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat de gemeente ieder jaar een tijdelijk slachthuis inricht om de slachting van schapen toe te laten;

Overwegende dat de gemeente zich ieder jaar verenigt met twee andere Brusselse gemeenten en bijgevolg instemt met het offeren van de schapen van de bewoners van deze gemeenten;

Overwegende dat deze organisatie belangrijke kosten met zich meebrengt door de aankoop van materiaal, huur van grote tenten, personeelskosten, verzekering, ...

Gelet op het Collegebesluit van 13 maart 2012 houdende goedkeuring van de voorwaarden van de overeenkomst, waarbij een subsidie van 25.000 EUR aan de gemeente wordt toegekend voor de organisatie van een tijdelijk slachthuis voor het Offerfeest;

BESLUIT met eenparigheid van stemmen

de tekst van de bij het dossier gevoegde overeenkomst betreffende de toekenning van een subsidie van 25.000 EUR aan de gemeente voor de organisatie van een tijdelijk slachthuis voor het Offerfeest, goed te keuren.

**Rénovation urbaine -- Stadsrenovatie**

**SP 31.- Contrat de quartier Navez-Portaels - Etudes complémentaires de sol de la parcelle sise rue Gallait 94 - Marché par procédure négociée sans publicité, constaté sur simple facture acceptée - Pour information -- Wijkcontract Navez-Portaels - Bijkomende studie van de bodem van het perceel gelegen Gallaitstraat 94 - Opdracht wegens onderhandse procedure zonder bekendmaking, vastgesteld op gewone aanvaarde factuur - Ter informatie**

**DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD**

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

**LE CONSEIL COMMUNAL**

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 - notamment son article 17 § 2, 1<sup>a</sup> - relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services telle qu'elle a été modifiée à ce jour ;

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics tel qu'il a été modifié à ce jour ;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics tel qu'il a été modifié à ce jour ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'ordonnance du 17 juillet 2003 de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant la nouvelle loi communale, en particulier son article 234: le Collège est compétent pour approuver le mode de passation et fixer les conditions des marchés traités par procédure négociée en application de l'article 17 § 2, 1<sup>a</sup> de la loi du 24 décembre 1993 précitée (marchés inférieurs à 67.000 € HTVA) lorsque la dépense doit être imputée au budget extraordinaire. Dans ce cas le Conseil communal doit être informé de cette décision lors de sa prochaine séance ;

Vu la décision du 23 février 2012 du Collège des Bourgmestre et Echevins approuvant le mode de passation et conditions du marché ayant pour objet les études complémentaires de sol de la parcelle 94 rue Gallait

Considérant que la dépense sera financée par le vendeur;

Considérant que les crédits nécessaires sont disponibles à l'article 922/733-CQ-60/06 du budget extraordinaire 2012;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

**PREND CONNAISSANCE** à l'unanimité

de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 23 février 2012 de passer un marché par procédure négociée sans publicité, constaté sur simple facture acceptée, ayant pour objet l'étude détaillée et de risque sur la parcelle située au 94 rue Gallait pour une dépense de 5.532,47€ (TVAc) imputée à l'article 922/733-CQ-60/06 du budget extraordinaire 2012, financée par le vendeur

**DE GEMEENTERAAD**

Gelet op artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 24 december 1993 - in het bijzonder op artikel 17 § 2, 1<sup>a</sup> - betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, zoals zij tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en de concessies voor openbare werken, zoals het tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, zoals het tot op heden werd gewijzigd;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brusselse hoofdstedelijke Gewest;

Gelet op de ordonnantie van 17 juli 2003 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot wijziging van de nieuwe gemeentewet, in het bijzonder artikel 234: het College is bevoegd om de gunningswijze en de voorwaarden vast te stellen voor opdrachten bij onderhandelingsprocedure, bij toepassing van artikel 17 § 2, 1<sup>a</sup> van de voornoemde wet van 24 december 1993 (opdrachten lager dan 67.000 € ZBTW) wanneer de uitgave moet geboekt worden op de buitengewone begroting. In dit geval moet de gemeenteraad op de hoogte worden gesteld van deze beslissing in zijn volgende zitting;

Gelet op de beslissing van 23 februari 2012 van het College van Burgemeester en schepenen houdende goedkeuring van de gunningswijze en de voorwaarden van de opdracht met als voorwerp een verkennend bodemonderzoek van het perceel gelegen 94 Gallaitstraat;

Overwegende dat de uitgave zal gefinancierd worden door de eigenaar-verkoper;

Overwegende dat de nodige kredieten hiervoor voorzien zijn op de buitengewone begroting over 2012, op artikel 922/733-CQ-60/06

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

NEEMT TER INFORMATIE : met eenparigheid van stemmen

de beslissing van het college van burgemeester en schepenen van 23 februari 2012 om de opdracht te gunnen bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking, met simpel factuur met als voorwerp een gedetailleerd en een risico-onderzoek van het perceel gelegen 94 Gallaitstraat, voor een uitgave van 5.532,47€ (btwi) geboekt op artikel 922/733-CQ-60/06 van de buitengewone begroting 2012, gefinancierd door de verkoper

#### **Gestion immobilière ==- Vastgoedbeheer**

**SP 32.- Espace Vogler - Avenant à la convention d'occupation par les Iront d'Elles - Approbation ==- Voglerruimte - Aanhangsel aan de bezettingsovereenkomst door Iront d'Elles - Goedkeuring**

#### **DECISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD**

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité ==- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

#### LE CONSEIL COMMUNAL

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale

Vu sa délibération du 25.03.2009 approuvant l'occupation de locaux situés rue Vogler, 38 par l'association « Les Iront d'elles »

Vu sa délibération du 27.10.2010 approuvant une nouvelle convention

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 28.02.2012 approuvant l'avenant à la convention d'occupation

Considérant qu'il y a lieu de faire droit aux conclusions de cette décision

DECIDE : à l'unanimité

D'adopter l'avenant à la convention d'occupation à titre précaire et révocable (déposée au dossier) par l'association les Iront d'Elles rue Vogler, 38

#### DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet

Gelet op zijn beraadslaging dd. 25.03.2009 goedkeurend de bezetting van een lokaal gelegen Voglerstraat, 38 door de vereniging "Les iront d'elles"

Gelet op zijn beraadslaging dd. 27.10.2010 goedkeurend een nieuwe overeenkomst

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen dd. 28.02.2012 goedkeurend een aanhangsel aan de bezettingsovereenkomst

Overwegende dat het betaamt gevolg te geven aan de conclusies van deze beslissing

BESLUIT : met eenparigheid van stemmen  
De aanhangsel aan de bezettingsovereenkomst ten tijdelijken en herroepelijken titel, neergelegd in het dossier, Voglerstraat, 38 door de vereniging Les Iront d'elles aan te nemen

**SP 33.- Immeuble communal sis rue d'Aerschot 208 - Convention d'occupation avec l'ASBL RenovaS - Avenant - Approbation -=- Gemeentegebouw gelegen Aarschotstraat 208 - Bezettingsovereenkomst met de vzw RenovaS - Aanhangsel - Goedkeuring**

**DECISION DU CONSEIL -=- BESLISSING VAN DE RAAD**

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -=- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale  
Vu sa délibération du 26.10.2011  
Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 14.02.2012 approuvant l'avenant à la convention d'occupation  
Considérant qu'il y a lieu de faire droit aux conclusions de cette décision  
DECIDE : à l'unanimité  
D'adopter l'avenant à la convention d'occupation par l'asbl RenovaS du bien situé rue d'Aerschot, 208 et déposée au dossier

DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet  
Gelet op zijn beraadslaging dd. 26.10.2011  
Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen dd. 14.02.2012 goedkeurend het aanhangsel aan de bezettingsovereenkomst  
Overwegende dat het betaamt gevolg te geven aan de conclusies van deze beslissing  
BESLUIT : met eenparigheid van stemmen  
Het aanhangsel aan de bezettingsovereenkomst door de vzw RenovaS van het pand gelegen Aarschotstraat, 208 en neergelegd in het dossier, aan te nemen

**SP 34.- Contrat de quartier durable "Coteaux-Josaphat" - Projet rénovation/location de 10 logements - Dérogation - Approbation -=- Duurzaam wijkcontract "Wijnheuvelen-Josafat" - Renovatie/Verhuur project van 10 woonegelegenheden - Afwijking - Goedkeuring**

**DECISION DU CONSEIL -=- BESLISSING VAN DE RAAD**

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -=- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

LE CONSEIL COMMUNAL

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale  
Vu l'ordonnance du 07.10.1993 relative à la revitalisation des quartiers  
Vu l'arrêté du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 février 1994 portant exécution de l'ordonnance du 7 octobre 1993 organique de la revitalisation des quartiers, modifié par l'arrêté du Gouvernement de Bruxelles-Capitale du 30 mai 1996  
Vu la décision du Gouvernement de la région de Bruxelles-Capitale du 02.12.2010 d'octroyer à Schaerbeek le contrat de quartier durable « Coteaux-Josaphat »  
Vu le programme du Contrat de Quartier durable « Coteaux-Josaphat » adopté le 26.10.2011 par le Conseil communal

Vu le projet rénovation/location de 10 logements dans le cadre du contrat de quartier durable Coteaux-Josaphat

Considérant la stratégie visant à éviter des blocages avec le relogement de familles et de la demande faite à la Commune de se charger du relogement de maximum 4 grands ménages sur la période de 4 ans (les autres familles étant prises en charge par ASIS)

Considérant qu'une convention tripartite Commune, Région et ASIS, incluant cette dérogation, sera ultérieurement signée pour ce projet de rénovation-location de 10 logements

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 28.02.2012

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 13.03.2012

Considérant qu'il y a lieu de faire droit à cette décision

DECIDE : à l'unanimité

d'approuver de déroger au règlement d'attribution des logements communaux dans le cadre précis de l'opération du contrat de quartier durable Coteaux Josaphat (dispositif de rénovation/location de 10 logements en collaboration avec l'ASIS) et permettre le cas échéant le relogement de maximum 4 familles (grands ménages) sur une période de 4 ans afin de favoriser la stratégie d'éviter des blocages à cause de problèmes de relogement qui pourraient hypothéquer la faisabilité de l'opération

#### DE GEMEENTERAAD

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet

Gelet op de ordonnantie van 07.10.1993 houdende revitalisatie der wijken

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 03.02.1994 houdende uitvoering van de ordonnantie van 07.10.1993 houdende de revitalisatie der wijken, gewijzigd bij besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 30.05.1996

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 02.12.2010 een duurzaam wijkcontract "Wijnheuvelen-Josafat" aan Schaarbeek toe te zeggen

Gelet op het programma van het Wijkcontract duurzame "Wijnheuvelen – Josafat" dat op 26.10.2011 door de Gemeenteraad goedgekeurd werd

Gelet op het ontwerp renovatie/verhuring van 10 woonegelegenheden in het raam van het duurzame wijkcontract Wijnheuvelen/Josafat

Overwegend de strategie tot het vermijden van blokkeringen met het heronderbrengen van families en van de vraag gericht aan de gemeente zich te ontfemen met de onderbrenging van maximum 4 grote gezinnen over een periode van 4 jaar (de andere families zijnde ten laste genomen door ASIS)

Overwegend dat een driepartijdige conventie Gemeente, Gewest en ASIS, inhouden deze afwijking, op latere datum zal worden gesloten voor dit ontwerp van renovatie/verhuring van 10 woonegelegenheden,

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen dd. 28.02.2012

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen dd. 13.03.2012

Overwegende dat het betaamt gevolg geven aan de conclusies van deze beslissing

BESLUIT : met eenparigheid van stemmen

Tot het goedkeuren van afwijking aan het reglement tot toezegging van gemeentelijke woningen in het nauwkeurigheid raam voor de operatie van het duurzaam wijkcontract Wijnheuvelen/Josafat (dispositief voor renovatie/verhuring van 10 woonegelegenheden on samenwerking met ASIS) en desgevallend de heronderbrenging van maximum 4 families (grote gezinnen) toe te laten voor een periode over 4 jaar teneinde de strategie tot het vermijden van blokkeringen door toedoen van problemen tot heronderbrenging in de hand te werken die de doenbaarheid van de operatie zouden hypothekeren

**Contrats de quartier ==- Wijkcontract**

**SP 35.- Contrat de quartier Durable "Reine-Progrès" - Commission de quartier - Composition - Approbation ==- Duurzaam Wijkcontract "Koningin-Vooruitgang" - Wijkcommissie - Samenstelling - Goedkeuring**

**DECISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD**

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité ==- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

**LE CONSEIL COMMUNAL**

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'Ordonnance du 28 janvier 2010 organique de la revitalisation urbaine des quartiers;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 27 mai 2010 portant exécution de cette ordonnance ;

Vu l'arrêté de l'Exécutif portant exécution de l'ordonnance du 7 octobre 1993 organique de la revitalisation des quartiers.

Vu la décision du Gouvernement de la région Bruxelles-capitale du 12 décembre 2011 de lancer en partenariat avec la Commune un nouveau contrat de quartier durable sur le périmètre Reine Progrès

Vu l'obligation d'approuver par le Conseil communal la désignation des membres de la commission de quartier représentant, d'une part les habitants du quartier et d'autre part le secteur associatif et scolaire ;

Considérant que l'Assemblée Générale, qui s'est tenue le 29 février 2012 a permis aux habitants et acteurs associatifs et scolaires de se porter candidats à la commission de quartier;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 13 mars 2012 ;

**DECIDE** : à l'unanimité

de désigner les membres «habitants» et les personnes issues personnes issues des secteurs associatif et scolaire de la commission de quartier du CQD Reine Progrès dont la liste est jointe au dossier ;

**DE GEMEENTERAAD**

Gelet op de artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de organieke ordonnantie van 28 januari 2010 voor de stadsherwaardering van de wijken;

Gelet op het besluit van de Executieve van 27 mei 2010 inzake de uitvoering van deze ordonnantie;

Gelet op het besluit van de Executieve betreffende de uitvoering van de organieke ordonnantie van 7 oktober 1993 voor de herwaardering van de wijken;

Gelet op de beslissing van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijke Gewest van 12 december 2011 om in partnerschap met de Gemeente, een nieuw duurzaam wijkcontract te lanceren voor de perimeter Koningin Vooruitgang;

Gelet op de verplichting om de leden van de wijkcommissie die, enerzijds, de wijkbewoners en anderzijds, de vereniging- en schoolsector vertegenwoordigen, te doen goedkeuren door de Gemeenteraad;

Overwegende dat de Algemene Vergadering die plaats vond op 29 februari 2012 aan de bewoners en de actoren van de verenigingen en de scholen heeft toegelaten om zich kandidaat te stellen voor de wijkcommissie;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen op datum van 13 maart 2012;

**BESLIST** : met eenparigheid van stemmen

de leden «bewoners» en de personen komende van het verenigingsleven en de onderwijssector die zullen deel uitmaken van de wijkcommissie aan te duiden – de lijst hiervan werd bij het dossier gevoegd

**SP 36.- Contrat de quartier Coteaux-Josaphat - Convention avec les auteurs de projets - Approbation -- Wijkcontract Wijnheuvelen-Josafat - Overeenkomst met de ontwerpontwikkelaars - Goedkeuring**

**DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD**

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

**LE CONSEIL COMMUNAL**

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'ordonnance du 28 janvier 2010 organique de la revitalisation urbaine. ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles Capitale du 27 mai 2010 portant exécution de cette ordonnance ;

Vu l'approbation du 23 décembre 2011 par l'Exécutif du programme du contrat de quartier durable Coteaux-Josaphat;

Considérant que le programme prévoit la désignation d'opérateurs chargés de divers projets environnementaux et socioéconomiques contenus dans ledit programme ;

Considérant que parmi ces opérateurs figurent :

- Action Josaphat asbl pour le projet « Accueil et insertion sociale des adolescents »
- Action Josaphat asbl pour le projet « Jeunes responsables à vélo »
- Bouillon de Cultures asbl pour le projet « Buvette de quartier au parc Rasquinet »
- Bouillon de Cultures asbl pour le projet « Embellissement du quartier et signalétique »
- Bouillon de Cultures asbl pour le projet « Santé et alimentation durable »
- EVA vzm pour le projet « Bricoteam »
- Halles de Schaerbeek asbl pour le projet « Identité de quartier »
- Jeunes Schaerbeekoïses au travail asbl pour le projet « Insertion socioprofessionnelle: construction d'un préau dans le parc Rasquinet et requalification de l'angle Haecht/l'Olivier »
- La gerbe SSM / Mémoire vivante asbl pour le projet « Activités intergénérationnelles et interculturelles »
- RenovaS asbl pour le projet « Renforcement du conseil à la rénovation »
- RenovaS asbl pour « Antenne de quartier, information, participation »
- TSR asbl pour le projet « Potager » et le projet « Chocolat » (projets portés par les Educateurs de rue)

Considérant que ces opérations sont subsidiées par la Région à concurrence de 100% ;

Considérant qu'il est nécessaire d'établir, pour chaque opérateur, une convention tripartite (opérateur, Commune, Région)

Considérant que ces conventions définissent les droits et obligations de chacune des parties ;

Vu les projets de convention dressés à cette fin ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins en date du 20 mars 2012;

DECIDE : à l'unanimité

1° d'approuver les projets de conventions déposés au dossier, par lesquelles la réalisation de certaines opérations prévues au programme du contrat de quartier durable Coteaux-Josaphat est confiée à

- Action Josaphat asbl
- Bouillon de Cultures asbl (3 conventions)
- EVA vzm

- Halles de Schaerbeek asbl
- Jeunes Schaerbeekois au travail asbl
- La gerbe SSM / Mémoire vivante asbl
- RenovaS asbl (2 conventions)
- TSR asbl

2° de prendre acte de la subsidiation de ces opérations par la Région à concurrence de 100 %.

#### DE GEMEENTERAAD

Gelet op de artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de openbare aanbestedingen en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten;

Gelet op de organieke ordonnantie van 28 januari 2010 voor de stadsherwaardering;

Gelet op het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 27 mei 2010 voor de uitvoering van deze ordonnantie;

Gelet op de goedkeuring van 23 december 2011 door de Executieve van het programma van het duurzaam wijkcontract Wijnheuvelen-Josaphat;

Overwegende dat het programma de aanduiding van de operatoren belast met diverse milieu- en socio-economische projecten vervat in gezegd programma, voorziet;

Overwegende dat onder deze hen volgende operatoren te vinden zijn:

- Action Josaphat asbl voor het project "Onthaal en sociale inschakeling van tieners"
- Action Josaphat asbl voor het project "Jong verantwoordelijken op de fiets"
- Bouillon de Cultures asbl voor het project "Wijkbuffet in het Rasquinetpark"
- Bouillon de Cultures asbl voor het project "verfraaiing van de wijk en bewegwijzering"
- Bouillon de Cultures asbl voor het project "Duurzame gezondheid en voeding"
- EVA vzw voor het project "Bricoteam"
- Halles de Schaerbeek asbl voor het project "Identiteit van de wijk"
- Jeunes Schaerbeekois au travail asbl voor het project "socioprofessionele integratie: bouw van een overdekte speelplaats in het Rasquinetpark en herwaardering van de hoek Haacht/Olivier"
- La Gerbe SSM / Mémoire vivante asbl voor het project "Intergenerationele en interculturele activiteiten"
- RenovaS asbl voor het project "Versterking van het renovatieadvies"
- RenovaS asbl voor het project "Wijkantenne, informatie, participatie"
- TSR asbl voor het project "Moestuin" en het project "Chocolade" (projecten gedragen door de straathoekwerkers)

Overwegende dat deze operaties worden gesubsidieerd door het Gewest voor 100%;

Overwegende dat het nodig is om, voor elke operator, een driepartijen overeenkomst (operator, gemeente, Gewest) op te stellen

Overwegende dat deze overeenkomsten de rechten en plichten van elke partij bepalen;

Gelet op de overeenkomstontwerpen die hiervoor werden opgesteld;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen op 20 maart 2012;

BESLIST : met eenparigheid van stemmen

1° de overeenkomstprojecten neergelegd in het dossier, waarbij de verwezenlijking van bepaalde operaties voorzien in het programma van het duurzaam wijkcontract Wijnheuvelen-Josaphat werd toevertrouwd aan volgende verenigingen, goed te keuren

- Action Josaphat asbl



- Bouillon de Cultures asbl (3 overeenkomsten)
- EVA vzw
- Halles de Schaerbeek asbl
- Jeunes Schaerbeekois au travail asbl
- La gerbe SSM / Mémoire vivante asbl
- RenovaS asbl (2 overeenkomsten)
- TSR asbl

2° akte te nemen van de subsidiëring van deze operaties door het Gewest voor 100%.

**SP 37.- Contrat de quartier Coteaux-Josaphat - Convention tripartite relative au projet Rénovation/Location porté par ASIS - Approbation =- Wijkcontract Wijnheuvelen-Josafat - Driedledige overeenkomst betreffende het ontwerp Renovatie/Verhuring gedragen door ASIS - Goedkeuring**

**DECISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD**

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

**LE CONSEIL COMMUNAL**

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'ordonnance du 28 janvier 2010 organique de la revitalisation urbaine. ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles Capitale du 27 mai 2010 portant exécution de cette ordonnance ;

Vu l'approbation du 23 décembre 2011 par l'Exécutif du programme du contrat de quartier durable Coteaux-Josaphat;

Considérant que le programme prévoit, dans ses rubriques socioéconomique et environnementale, l'octroi de subsides pour le projet « Rénovation Location » porté par l'Agence Schaerbeekoise Immobilière Sociale (ASIS).

Considérant qu'il est nécessaire d'établir, pour chaque opérateur, une convention tripartite (opérateur, Commune, Région)

Considérant que ces conventions définissent les droits et obligations de chacune des parties ;

Considérant que cette convention fait l'objet d'un article spécifique relatif aux engagements particuliers de la commune vis-à-vis d'ASIS pour sécuriser la faisabilité opérationnelle du projet et de limiter les risques financiers courus par le porteur de projet.

Considérant que parmi ces engagements figure d'une part la prise en charge des éventuels surcoûts résiduels lors des dernières opérations.

Considérant que cette réserve d'un montant maximum de 80.000€ devra être inscrite au budget de la dernière année du contrat de quartier (2015)

Considérant que ce montant ne sera utilisé qu'en dernier recours, sur les dernières opérations et après avoir mis en œuvre toutes les mesures de précaution et avoir recherché des financements complémentaires.

Considérant que parmi ces engagements figure d'autre part que la commune se porte garante pour un crédit de caisse d'un montant maximum de 80.000€ et d'emprunts d'un montant total maximum de 270.000€.

Vu le projet de convention dressé à cette fin ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 20 mars 2012;

DECIDE : à l'unanimité

1° d'approuver le principe que la Commune se porte garante des emprunts pour un montant maximal de 350.000 euros

2° d'approuver le principe de la prise en charge par la commune, en dernier ressort, des éventuels surcoûts sur les dernières opérations du projet

3° d'approuver le projet de convention déposé au dossier.

## DE GEMEENTERAAD

Gelet op de artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de openbare aanbestedingen en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten;

Gelet op de organieke ordonnantie van 28 januari 2010 voor de stadsherwaardering;

Gelet op het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 27 mei 2010 voor de uitvoering van deze ordonnantie;

Gelet op de goedkeuring van 23 december 2011 door de Executieve van het programma van het duurzaam wijkcontract Wijnheuvelen-Josaphat;

Overwegende dat het programma in haar socio-economische en milieu rubrieken de toekenning voorziet van subsidies voor het project "Renovatie Huurhuizen" gedragen door het Schaarbeeks Sociaal Verhuurkantoor (SSVK);

Overwegende dat het nodig is om voor elke operator een driepartijen overeenkomst (operator, Gemeente, Gewest) op te stellen;

Overwegende dat deze overeenkomsten de rechten en plichten van elke partij vastleggen;

Overwegende dat deze overeenkomst het voorwerp uitmaakt van een specifiek artikel met betrekking tot de bijzondere verplichtingen van de gemeente tegenover het SSVK om de operationele haalbaarheid van het project te verzekeren en de financiële risico's die de projectdrager aangaat, te beperken;

Overwegende dat tussen deze verplichtingen, enerzijds het ten laste nemen van mogelijke overblijvende meerkosten van de laatste operaties, is vermeld;

Overwegende dat deze reserve voor een bedrag van maximum 80.000€ zal moeten geboekt worden op de begroting van het laatste jaar van het wijkcontract (2015)

Overwegende dat dit bedrag slechts als laatste redmiddel zal worden gebruikt, voor de laatste operaties, en nadat alle voorzorgsmaatregelen werden toegepast en bijkomende financiering werden gezocht;

Overwegende dat tussen deze verplichtingen, anderzijds ook wordt vermeld dat de gemeente zich garant stelt voor een kaskrediet ten bedrage van maximum 80.000 € en leningen voor een maximum totaal bedrag van 270.000€.

Gelet op het overeenkomstontwerp dat hiervoor werd opgesteld;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen op 20 maart 2012;

BESLIST : met eenparigheid van stemmen

1° het principe dat de Gemeente zich garant stelt voor de leningen voor een maximum bedrag van 350.000 euro's, goed te keuren

2° het principe van het ten laste nemen door de gemeente, als laatste redmiddel, van de eventuele meerkosten op de laatste operaties van het project, goed te keuren ;

3° het overeenkomstontwerp neergelegd in het dossier, goed te keuren

**SP 38.- Contrat de quartier Coteaux-Josaphat - Convention tripartite relative à l'opération 6.1 du programme intitulé "Plateforme Emploi Jeunesse" portée par la Mission Locale - Approbation ==- Wijkcontract Wijnheuvelen-Josafat - Driedledige overeenkomst betreffende de operatie 6.1 van het programma genaamd "Platform Tewerkstelling Jeugd" gedragen door de Plaatselijke Missie - Goedkeuring**

### DECISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité ==- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

### LE CONSEIL COMMUNAL

Vu les articles 117, 234 et 236 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'ordonnance du 28 janvier 2010 organique de la revitalisation urbaine. ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles Capitale du 27 mai 2010 portant exécution de cette ordonnance ;

Vu l'approbation du 23 décembre 2011 par l'Exécutif du programme du contrat de quartier durable Coteaux-Josaphat;

Considérant que le programme prévoit la désignation d'opérateurs chargés de divers projets environnementaux et socioéconomiques contenus dans ledit programme ;

Considérant que parmi ces opérateurs figure :

- La Mission locale asbl

Considérant que cette opération est subsidiée par la Région à concurrence de 100% ;

Considérant qu'il est nécessaire d'établir, pour chaque opérateur, une convention tripartite (opérateur, Commune, Région)

Considérant que cette convention définit les droits et obligations de chacune des parties ;

Vu le projet de convention dressé à cette fin ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins en date du 20 mars 2012;

DECIDE : à l'unanimité

1° d'approuver le projet de convention déposé au dossier, par laquelle la réalisation de l'opération « Plateforme emploi jeunes » prévue au programme du contrat de quartier durable Coteaux-Josaphat est confiée à la Mission locale asbl.

2° de prendre acte de la subsidiation de cette opération par la Région à concurrence de 100 %.

#### DE GEMEENTERAAD

Gelet op de artikelen 117, 234 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de openbare aanbestedingen en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten;

Gelet op de organieke ordonnantie van 28 januari 2010 voor de stadsherwaardering;

Gelet op het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 27 mei 2010 voor de uitvoering van deze ordonnantie;

Gelet op de goedkeuring van 23 december 2011 door de Executieve van het programma van het duurzaam wijkcontract Wijnheuvelen-Josaphat;

Overwegende dat het programma de aanduiding van de operatoren belast met diverse milieu- en socio-economische projecten vervat in gezegd programma, voorziet;

Overwegende dat onder deze hen volgende operatoren te vinden is:

- La Mission locale asbl

Overwegende dat deze operatie wordt gesubsidieerd door het Gewest voor 100%;

Overwegende dat het nodig is om, voor elke operator, een driepartijen overeenkomst (operator, gemeente, Gewest) op te stellen

Overwegende dat deze overeenkomst de rechten en plichten van elke partij bepalen;

Gelet op de overeenkomstontwerp die hiervoor werd opgesteld;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen op 20 maart 2012;

BESLIST : met eenparigheid van stemmen

1° het overeenkomstproject neergelegd in het dossier, waarbij de verwezenlijking van bepaalde operaties voorzien in het programma van het duurzaam wijkcontract Wijnheuvelen-Josaphat werd toevertrouwd aan de vereniging La Mission locale asbl, goed te keuren

2° akte te nemen van de subsidiëring van deze operatie door het Gewest voor 100%.

**Planification -- Planificering**

**SP 39.- Projets de Règlement Communal d'Urbanisme Zoné - Adoption --  
Ontwerpen van een Gemeentelijk Stedenbouwkundig Zone  
Reglement - Aanneming**

**Mme Nyssens intervient.**

**Mme Jodogne répond.**

**DECISION DU CONSEIL -- BESLISSING VAN DE RAAD**

Par appel nominal, approuvé par 37 voix et 4 abstentions -- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met 37 stemmen en 4 onthoudingen

**LE CONSEIL COMMUNAL**

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117 ;

Vu les articles 91 et suivants du Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire (COBAT), adopté par arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 9 avril 2004, tel que modifié jusqu'à présent ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 novembre 2006 arrêtant les Titres I à VIII du Règlement Régional d'Urbanisme (RRU);

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 novembre 2008 déterminant les actes et travaux dispensés de permis d'urbanisme, de l'avis du fonctionnaire délégué, de la commune ou de la Commission Royale des Monuments et des Sites ou de l'intervention d'un architecte, modifié par arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 7 avril 2011 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 30 septembre 2010 arrêtant le Règlement Communal d'Urbanisme ;

Vu le Règlement Différentiel sur les Bâtisses de la Commune arrêté par ordonnance de la Députation Permanente en date du 29 décembre 1920;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 28 octobre 2008 de faire élaborer un Règlement Communal d'Urbanisme Zoné (RCUZ) distinct sur le quartier des Fleurs d'une part et le quartier Terdelt – Chomé d'autre part, prise pour information par le Conseil communal le 26 novembre 2008 ;

Vu les deux projets de RCUZ, joints au dossier, élaborés par l'auteur de projet désigné, en étroite collaboration avec le service communal de l'Urbanisme ;

Considérant que ce nouvel outil réglementaire remplacera le Règlement Différentiel sur les Bâtisses de la Commune qui est devenu quasi entièrement inapplicable, ses prescriptions étant soit abrogées par le RRU, soit devenues obsolètes par les évolutions en matière de techniques de construction, de matériaux utilisés et de techniques environnementales appliquées ;

Considérant que les RCUZ sont élaborés en conformité avec le RRU qui lui est supérieur ;

Considérant que les RCUZ visent principalement la préservation des caractéristiques et typologies particulières des constructions, et de leurs abords, dans les deux quartiers;

Vu le rapport du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 20 mars 2012;

Considérant qu'il y a lieu de faire droit aux conclusions de ce rapport;

DECIDE : par 37 voix et 4 abstentions

- 1) d'adopter provisoirement les deux projets de règlement communal d'urbanisme zoné distincts sur le quartier des Fleurs d'une part et le quartier Terdelt – Chomé d'autre part, joints au dossier;
- 2) de soumettre ces projets à enquête publique de 30 jours.

**DE GEMEENTERAAD**

Gelet op de nieuwe gemeentewet, in het bijzonder het artikel 117;

Gelet op de artikelen 91 en volgende van het Brussels Wetboek van de Ruimtelijke Ordening (BWRO) aangenomen bij besluit van de Regering van het

Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 9 april 2004, zoals gewijzigd tot op de dag van vandaag;

Gelet op het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 21 november 2006 tot vaststelling van de Titels I tot VIII van de Gewestelijke Stedenbouwkundige Verordening (GewSV);

Gelet op het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 13 november 2008 tot bepaling van de handelingen en werken die vrijgesteld zijn van een stedenbouwkundige vergunning, van het advies van de gemachtigde ambtenaar, van de gemeente of van de Koninklijke Commissie voor Monumenten en Landschappen of van de medewerking van een architect, gewijzigd bij besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 7 april 2011;

Gelet op het besluit van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 30 september 2010 tot vaststelling van de Gemeentelijke Stedenbouwkundige Verordening;

Gelet op het Differentieel Bouwreglement van de Gemeente goedgekeurd bij ordonnantie van de Bestendige Deputatie van 29 december 1920;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 28 oktober 2008 tot opmaak van een onderscheiden gezoneerde gemeentelijke stedenbouwkundige verordening (GGSV) over de Bloemenwijk enerzijds en de Terdelt-Choméwijk anderzijds, ter informatie voorgelegd aan de Gemeenteraad van 26 november 2008;

Gelet op de twee ontwerpen van GGSV, gevoegd bij het dossier, opgemaakt door de aangestelde ontwerper in nauwe samenwerking met de gemeentelijke dienst Stedenbouw;

Overwegende dat dit nieuwe reglementaire instrument het Differentieel Bouwreglement van de Gemeente zal vervangen die nagenoeg volledig ontoepasbaar is geworden, haar voorschriften zijn ofwel opgeheven door de GewSV, ofwel overbodig geworden door de evoluties op het vlak van de bouwtechnieken, de gebruikte materialen en de toegepaste milieutechnieken;

Overwegende dat de GGSV opgemaakt zijn in overeenstemming met de GewSV die hiërarchisch hoger geplaatst is;

Overwegende dat deze GGSV in hoofdzaak het behoud van de bijzondere karakteristieken en typologieën van de bouwwerken, en hun omgeving, in deze beide wijken beoogt;

Gelet op het verslag van het College van Burgemeester en Schepenen van 20 maart 2012;

Overwegende dat het past gevolg te geven aan de besluiten van dit verslag;

BESLUIT : met 37 stemmen en 4 onthoudingen

- 1) De twee onderscheiden ontwerpen van gezoneerde gemeentelijke stedenbouwkundige verordening over de Bloemenwijk enerzijds en de Terdelt – Choméwijk anderzijds, gevoegd bij het dossier, voorlopig aan te nemen;
- 2) Deze ontwerpen aan een openbaar onderzoek van 30 dagen te onderwerpen.

#### **SERVICES COMMUNAUX SPÉCIFIQUES ==- BIJZONDERE GEMEENTEDIENSTEN**

##### **Economie - Emploi ==- Economie - Tewerkstelling**

#### **SP 40.- Conventions Atrium-Brabant-Helmet - Reconduction 2012 - Approbation ==- Overeenkomsten Atrium-Brabant-Helmet - Verlenging 2012 - Goedkeuring**

#### **DECISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD**

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité ==- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

#### **LE CONSEIL COMMUNAL**

Vu les articles 117, 123 et 135 de la Nouvelle Loi communale;

Vu la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 20 juillet 2005 de relancer un projet de « Contrat de Quartier Commerçant » résultant

des objectifs du Plan Stratégique Régional, Bruxelles un avenir et une ambition pour les quartiers commerçants ;

Vu sa décision du 25 octobre 2006 adoptant la convention 2006 - 2008 ;

Vu ses décisions de reconduction de la convention du 25 mars 2009, 01 décembre 2010 et 14 juin 2011;

Vu la proposition de la région de Bruxelles-Capitale de reconduire pour une période d'un an les conventions 2006 – 2008 de partenariats relatives au projet de revitalisation des quartiers commerçants « Helmet » et "Brabant" ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins du 21 février 2012 ;

Considérant qu'il y a lieu d'y faire droit,

DECIDE : à l'unanimité

D'approuver la reconduction pour une durée d'un an, s'achevant le 31 décembre 2012, des conventions de partenariats entre la Région de Bruxelles-Capitale, l'asbl Atrium, la Commune de Schaerbeek et les asbl Atrium Brabant et Atrium Helmet

#### DE GEMEENTERAAD

Gelet op de artikelen 117, 123 en 135 van de nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de beslissing van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest van 20 juli 2005 om het ontwerp "handelskerncontract" dat voorkomt uit de doelstellingen van het strategische plan 2006-2008 van de regio, Brussel : Toekomst en ambities voor de handelswijken weer te doen opleven;

Gelet op het raadsbesluit van 25 oktober 2006 goedkeurende de overeenkomst 2006 - 2008;

Gelet op de raadsbesluiten van 25 maart 2009, 1 december 2010 en 14 juni 2011 goedkeurende de verlenging van de overeenkomst;

Gelet op het voorstel van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest de overeenkomsten betreffende het project, voor de revitalisatie van de handelswijk "Brabant" en "Helmet" voor een periode van één jaar te verlengen;

Op voorstel van het College van Burgemeester en schepenen van 21 februari 2012;

Overwegend dat dit verslag ingewilligd dient te worden

BESLUIT : met eenparigheid van stemmen

De verlenging voor een periode van één jaar, eindigend op 31 december 2012, van de partnerschapsovereenkomsten tussen het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, de vzw Atrium, de Gemeente Schaarbeek, en de vzw Atrium Brabant en Atrium Helmet goed te keuren

#### **VOTE D'URGENCE -=- PUNT IN SPOED**

#### **INFRASTRUCTURES -=- INFRASTRUCTUUR**

#### **Espaces Publics -=- Openbare ruimten**

**SP 40/2.- Groupe scolaire 11/13 - Réparation de la cheminée industrielle -  
Mode de passation et fixation des conditions du marché -  
Pour information -=- Scholengroep 11/14 - Herstelling van de  
industriële schouw - Wijze van gunnen en vaststelling van de  
opdrachtvoorwaarden - Ter informatie**

**Mme Smeysters expose le point et justifie son urgence.**

#### **DECISION DU CONSEIL -=- BESLISSING VAN DE RAAD**

L'urgence est admise à l'unanimité -=- De dringendheid wordt eenparig toegestaan

Par appel nominal, approuvé à l'unanimité -=- Bij hoofdelijke stemming, goedgekeurd met eenparigheid van stemmen

#### **L'urgence est admise à l'unanimité**

#### LE CONSEIL COMMUNAL

Vu la nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 relatif aux compétences du Conseil Communal;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 17, § 2, 1° c (urgence impérieuse résultant d'événements qui étaient imprévisibles pour le pouvoir adjudicateur);

Vu l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, notamment l'article 3, § 1;

Vu le cahier général des charges, annexé à l'arrêté royal du 26 septembre 1996 précité;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Considérant que la cheminée industrielle, qui fait partie intégrante du site du groupe scolaire 11/13, avenue de Roodebeek, est en très mauvais état et présente un risque d'effondrement ;

Considérant qu'il s'agit d'une cheminée d'environ trente mètres de haut;

Vu les deux rapports établis les 19 janvier 2012 et 27 février 2012 par un bureau d'études spécialisé en stabilité des bâtiments, déposés au dossier ;

Considérant que ces deux rapports mettent en exergue :

- la non verticalité de la cheminée et ce, à partir de la moitié de sa hauteur;
- le mauvais état de la maçonnerie sur l'ensemble de sa hauteur;
- le déboitement des briques
- le percement des joints par la lumière
- le fait que les cerclages de métal censés tenir l'ensemble de l'ouvrage en un seul élément ne sont plus en contact avec la maçonnerie ;

Considérant que cette cheminée n'est plus en mesure de résister aux intempéries;

Considérant que les risques encourus sont de deux ordres : chute des éléments instables ( briques, morceaux de brique...) et basculement d'une partie importante de la cheminée ;

Considérant que des mesures de sécurité doivent être prises en urgence;

Considérant la solution proposée par le bureau d'études en stabilité à savoir l'écrêtement de la cheminée à hauteur des bâtiments voisins ;

Considérant que cette ancienne cheminée industrielle fait partie des éléments classés par arrêté du gouvernement de la région de Bruxelles-Capitale du 25 septembre 2008 ;

Considérant que cette cheminée ne peut donc pas être simplement détruite mais que sa restauration doit être envisagée ;

Considérant le cahier spécial des charges N° Scha/Infra/2012/2011 relatif au marché "Groupe scolaire 11/13 - réparation de la cheminée industrielle" établi par le Service Infrastructure;

Considérant que le montant de ce marché est estimé à 212.000 €, 21% TVA comprise;

Considérant que, conformément à la circulaire régionale du 2/8/2006, il convient de prévoir une marge pour la révision des prix et imprévus éventuels et de porter le budget nécessaire à 230.000 € TVAC ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2012, article 722/724IN-60/51 ;

Considérant que la dépense sera financée par les subsides alloués par les Monuments et Sites et la part communale par l'emprunt ;

Considérant que la Direction des Monuments et Sites, sous peine de perdre l'obtention des subsides, impose que les interventions ne se limitent pas à un démontage mais qu'elles consistent en une restauration complète, avec remontage dans le gabarit d'origine ;

Considérant, par conséquent, que l'on ne peut pas uniquement procéder à l'écrêtement de la cheminée pour éliminer le danger immédiat;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité et en particulier, en appliquant, l' article 17, § 2, 1° C de la loi du 24/12/1993 ;

DECIDE : à l'unanimité

1. d'approuver le cahier spécial des charges N° Scha/Infra/2012/2011 et le montant estimé du marché "Groupe scolaire 11/13 - réparation de la cheminée industrielle", établis par le Service Infrastructure. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier spécial des charges et au cahier général des charges pour les marchés publics. Le montant estimé s'élève à 230.000 € TVA comprise.
2. de choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché après consultation de 10 firmes ;
3. le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2012, article 722/724IN-60/51.
4. de financer la dépense par les subsides alloués par les Monuments et Sites et la part communale par l'emprunt ;

### **De dringendheid wordt eenparig aangenomen.**

#### DE GEMEENTERAAD

Gelet op de nieuwe gemeentewet van 24 juni 1988, inzonderheid artikel 234, betreffende de bevoegdheden van de Gemeenteraad

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen;

Gelet op de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, in het bijzonder artikel 17, § 2, 1°, c (het dringende karakter voortvloeiend uit voor de aanbestedende overheid niet te voorziene gebeurtenissen);

Gelet op het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, in het bijzonder artikel 3, § 1;

Gelet op de algemene aannemingsvoorwaarden, opgenomen in de bijlage bij voormeld koninklijk besluit van 26 september 1996;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat de industriële schoorsteen, die integraal deel uitmaakt van de scholengroep 11/13, gelegen Roodebeeklaan, in zeer slechte staat is en een risico inhoudt op instortingsgevaar;

Overwegende dat het gaat om een schoorsteen van zowat 30 m hoogte;

Gelet op de twee bij het dossier gevoegde verslagen opgesteld op 19 januari 2012 en op 27 februari 2012 door een studiebureau gespecialiseerd in de stabiliteit van gebouwen;

Overwegende dat beide rapporten aantonen dat :

- de schoorsteen niet verticaal is en dit vanaf halfweg de hoogte;
- het metselwerk over de gehele hoogte in slechte staat is;
- de bakstenen loskomen;
- de voegen door het licht verweerd zijn;
- de metalen banden die het gehele werk moeten samenhouden, niet meer in contact zijn met het metselwerk;

Overwegende dat deze schoorsteen geen weerstand meer kan bieden aan weersomstandigheden;

Overwegende dat de risico's tweërlei zijn : het vallen van onstabiele elementen (bakstenen, stukken steen,.. ....) en het kantelen van een belangrijk deel van de schoorsteen;

Overwegende dat er dringend veiligheidsmaatregelen moeten worden genomen;



Overwegende de door het stabiliteitsbureau voorgestelde oplossing, met name het aftoppen van de schoorsteen tot op de hoogte van de naburige gebouwen;

Overwegende dat deze oude industriële schoorsteen deel uitmaakt van de bij besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 25 september 2008 beschermde elementen;

Overwegende dat deze schoorsteen bijgevolg niet eenvoudigweg mag worden vernietigd, maar dat zijn restauratie moet worden voorzien;

Overwegende het bijzonder bestek nr. Scha/Infra/2012/2011 betreffende de opdracht "Scholengroep 11/13 - herstelling van de industriële schoorsteen" opgemaakt door de Dienst Infrastructuur;

Overwegende dat de kostenraming van deze opdracht 212.000 € bedraagt, 21 % BTW inbegrepen;

Overwegende dat, overeenkomstig de omzendbrief van 2/8/2006, het zou passen een marge te voorzien voor de prijsherziening en eventuele onvoorziene omstandigheden en het noodzakelijke budget op 230.000 € te brengen, BTW!

Overwegende dat het krediet dat deze uitgave toelaat ingeschreven is op de buitengewone begroting over 2012, op artikel 722/724-IN-60/51;

Overwegende dat de kosten zouden gefinancierd worden met de subsidies toegekend door de dienst Monumenten en Landschappen en het gemeentelijke aandeel met een lening;

Overwegende dat de directie Monumenten en Landschappen, op straffe van het niet toekennen van de subsidies, oplegt dat de interventies zich niet enkel beperken tot de ontmanteling, maar zouden bestaan uit een volledige restauratie en het opnieuw monteren van de schoorsteen volgens het oorspronkelijke model;

Overwegende dat er bijgevolg niet enkel kan worden overgegaan tot het aftoppen van de schoorsteen voor het wegnemen van het onmiddellijke gevaar;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking en in het bijzonder bij toepassing van artikel 17, § 2, 1° C van de wet van 24/12/1993;

BESLUIT : met eenparigheid van stemmen

1. het bijzonder bestek nr. Scha/Infra/2012/2011 en het geraamde bedrag voor de opdracht "Scholengroep 11/13 - herstelling van de industriële schoorsteen" opgemaakt door de Dienst Infrastructuur, goed te keuren. De voorwaarden werden vastgelegd zoals voorzien in het bijzondere bestek en volgens de algemene aannemingsvoorwaarden voor overheidsopdrachten; Het geraamde bedrag beloopt 230.000 €, BTW inbegrepen;
2. het weerhouden van de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking als gunningswijze van de opdracht, na raadpleging van 10 firma's;
3. het krediet dat deze uitgave toelaat is ingeschreven op de buitengewone begroting over 2012, op artikel 722/724-IN-60/51;
4. de kosten te financieren met de subsidies toegekend door de dienst Monumenten en Landschappen en het gemeentelijke aandeel met een lening.

\* \* \* \* \*

**Après le point 40/2 vote nominal auquel participent les conseillers communaux suivants** -- Na het punt 40/2 hoofdelijke stemming waaraan de volgende gemeenteraadsleden deelnemen : Mmes-mevr. Vriamont, Lejeune de Schiervel, MM.- hh. Kaddour, Vanhalewyn, Mme-mevr. Held, MM.-hh. Van Goethem, Guillaume, Noël, Verzin, Van Gorp, De Herde, Grimberghs, Mme-mevr. Nyssens, M.-h. Denys, Mme-mevr. Jodogne; MM.-hh.Özkara, Köse, Lahlali, Öztürk, Mmes-mevr. Essaidi, Smeysters, Hemamou, Durant, MM.-hh. Kökten, Köksal, Dönmez, Mme-mevr. Aliç, M.-h. Bouhjar, Mme-mevr. Ozdemir, M.-h. Nimal, Mmes-mevr. Chan, Güles, MM.-hh. de Beaufort, Ayad, van de Werve de Schilde, Mmes-mevr. Nalbant, Guisse, MM.-hh. Reghif, Echouel, El Arnouki, et/en M.-h. Clerfayt,

RESULTAT DU VOTE -UITSLAG VAN DE STEMMING

VOTE LE PREMIER : MME VRIAMONT  
STEMT ALS EERSTE : MEVR. VRIAMONT

OUI - JA : O  
NON - NEEN : N  
ABSTENTION - ONTHOUDING : -

Points de l'O.J. Punten agenda	5-15, 17-19, 22-27, 29-38, 40-40/2	2-4
MM.-HH. CHARELS		
GUILLAUME	O	O
NOEL	O	O
VERZIN	O	O
VAN GORP	O	N
DE HERDE	O	O
GRIMBERGHS	O	-
MMES-MEVR. BOUARFA		
NYSSENS	O	-
M.-H. DENYS	O	O
MME-MEVR. JODOGNE	O	O
MM.-HH. EL KHATTABI		
OZKARA	O	N
KÖSE	O	O
LAHLALI	O	N
RAMDANI		
ÖZTURK	O	O
MMES-MEVR. ESSAIDI	O	O
SMEYSTERS	O	O
M.-H. COURTHEOUX		
MMES-MEVR. HEMAMOU	O	O
ONKELINX		
DURANT	O	O
MM.-HH. KÖKTEN	O	N
KÖKSAL	O	O
DÖNMEZ	O	N
MME-MEVR. ALIC	O	N
M.-H. BOUHJAR	O	N
MME-MEVR. OZDEMIR	O	-
M.-H. NIMAL	O	O
MMES-MEVR. CHAN	O	O
GÜLES	O	O
MM.-HH. DE BEAUFFORT	O	O
AYAD	O	N
VAN DE WERVE DE SCHILDE	O	O
MMES-MEVR. NALBANT	O	N
GUISSE	O	O
MM.-HH. REGHIF	O	O
ECHOUËL	O	O
EL ARNOUKI	O	-
MMES-MEVR. VRIAMONT	O	N
LEJEUNE DE SCHIERVEL	O	O
MM.-HH. KADDOUR	O	O
VANHALEWYN	O	O
MME-MEVR. HELD	O	O
M.-H. VAN GOETHEM	O	-
M.H. CLERFAYT	O	O
OUI-JA	41	267
NON-NEEN	0	10
ABSTENTIONS- ONTHOUDINGEN	0	5

RESULTAT DU VOTE -UITSLAG VAN DE STEMMING

VOTE LE PREMIER : MME VRIAMONT  
STEMT ALS EERSTE : MEVR. VRIAMONT

OUI - JA : O  
NON - NEEN : N

ABSTENTION - ONTHOUDING : -

Points de l'O.J. Punten agenda	16, 20-21	28	39
MM.-HH. CHARELS			
GUILLAUME	O	O	O
NOEL	O	O	O
VERZIN	O	O	O
VAN GORP	N	N	O
DE HERDE	O	O	O
GRIMBERGHS	-	O	-
MMES-MEVR. BOUARFA			
NYSENS	-	O	-
M.-H. DENYS	O	O	O
MME-MEVR. JODOGNE	O	O	O
MM.-HH. EL KHATTABI			
OZKARA	N	N	O
KÖSE	O	O	O
LAHLALI	N	N	O
RAMDANI			
ÖZTURK	O	O	O
MMES-MEVR. ESSAIDI	O	O	O
SMEYSTERS	O	O	O
M.-H. COURTHEOUX			
MMES-MEVR. HEMAMOU	O	O	O
ONKELINX			
DURANT	O	O	O
MM.-HH. KÖKTEN	N	N	O
KÖKSAL	O	O	O
DÖNMEZ	N	N	O
MME-MEVR. ALIC	N	N	O
M.-H. BOUHJAR	N	N	O
MME-MEVR. OZDEMIR	-	O	-
M.-H. NIMAL	O	O	O
MMES-MEVR. CHAN	O	O	O
GÜLES	O	O	O
MM.-HH. DE BEAUFFORT	O	O	O
AYAD	N	N	O
VAN DE WERVE DE SCHILDE	O	O	O
MMES-MEVR. NALBANT	N	N	O
GUISSE	O	O	O
MM.-HH. REGHIF	O	O	O
ECHOUEL	O	O	O
EL ARNOUKI	-	O	-
MMES-MEVR. VRIAMONT	N	N	O
LEJEUNE DE SCHIERVEL	O	O	O
MM.-HH. KADDOUR	O	O	O
VANHALEWYN	O	O	O
MME-MEVR. HELD	O	O	O
M.-H. VAN GOETHEM	O	N	O
M.H. CLERFAYT	O	O	O
OUI-JA	27	30	37
NON-NEEN	10	11	0
ABSTENTIONS- ONTHOUDINGEN	4	0	4

\* \* \*

M. Bouhjar quitte la séance -- De h. Bouhjar verlaat de vergadering.

\* \* \*

**ORDRE DU JOUR (REPRISE) -- AGENDA (VERVOLG)**

**POINTS INSCRITS À LA DEMANDE DE CONSEILLERS COMMUNAUX -- PUNTEN**  
**INGESCHREVEN OP VERZOEK VAN GEMEENTERAADSLEDEN**

**SP 41.- Le stationnement réglementé (Demande de Monsieur Yvan de BEAUFFORT) -- Het gereguleerd parkeren (Verzoek van de heer van de heer Yvan de BEAUFFORT)**

Monsieur de Beaufort a exposé son point lors de la discussion du point 2

**SP 42.- L'évaluation de la politique de stationnement organisé sur le territoire de notre commune (Demande de Monsieur Denis GRIMBERGHS) -- De evaluatie van de politiek inzake het parkeren in onze gemeente (Verzoek van de heer Denis GRIMBERGHS)**

Monsieur Grimberghs a exposé son point lors de la discussion du point 2

**SP 43.- L'évaluation de la motion 'Violences conjugales' (Demande de Madame Mahinur OZDEMIR) -- De evaluatie van de motie 'Het echtelijk geweld' (Motie van Mevrouw Mahinur OZDEMIR)**

Mme Ozdemir expose son point.

Mme Hemamou répond.

M. le Bourgmestre expose.

Mme Ozdemir remercie l'Echevin pour la réponse.

\* \* \*

Mme Nalbant, Alic, M. Dönmez, Köksal, Kökten, Özkara et Vanhalewyn quittent la séance -- Mevr. Nalbant Alic, de hh. Dönmez, Köksal, Kökten, Özkara en Vanhalewyn verlaten de vergadering.

\* \* \*

**SP 44.- La violence faite aux femmes (Motion de Madame Filiz GÜLES) -- Het geweld tegen de vrouwen (Motie van Mevrouw Filiz GÜLES)**

Mme Güles expose son point.

La motion est adopté à l'unanimité

**Présent au vote -- Aanwezig tijdens de stemming : MM.-hh. Clerfayt, De Herde, Mme-mevr. Jodogne, MM.-hh. Guillaume, Verzin, Mme-mevr. Essaidi, MM.-hh. Noël, Denys, Köse, Mmes Smeysters, Hemamou, M.-h. Ayad, Mme-mevr. Chan, M.-h. de**

**Beaufort, Mme-mevr. Durant, MM.-hh. Echouel, El Arnouki, Mmes-mevr. Guisse, Güles, Held, MM.-hh. Kaddour, Lahlali, Mme-mevr. Lejeune, M.-h. Nimal, Mmes-mevr. Nyssens, Ozdemir, MM.-hh. Ozturk, Reghif, van de Werve de Schilde, Van Goethem, Van Gorp et/en Mme-mevr. Vriamont.**

**DECISION DU CONSEIL ==- BESLISSING VAN DE RAAD**

La motion est adoptée à l'unanimité ==- De motie wordt met eenparigheid van stemmen aangenomen

**LE CONSEIL COMMUNAL**

La violence contre les femmes constitue la violation la plus répandue des droits humains dans le monde.

Selon la définition de l'OMS, on entend par violence entre partenaires intimes tout comportement au sein d'une relation intime qui cause un préjudice ou des souffrances physiques, psychologiques ou sexuelles aux personnes qui sont parties à cette relation. Il s'agit, entre autres, des comportements suivants :

- Actes d'agression physique (..)
- Violence psychologique, comme le recours à l'intimidation, à l'humiliation et au rabaissement constant
- Rapports sexuels forcés et autres formes de coercition sexuelle.
- Divers comportements autoritaires ou tyranniques, comme d'isoler une personne de sa famille et de ses amis, de surveiller ses faits et gestes, et de limiter son accès à toute aide ou information. Lorsque la violence se répète dans la même relation, on parle souvent de "violence grave".

La violence touche tout le système familial (partenaires, enfants, proches). Elle peut être économique, physique, psychologique, sexuelle ou verbale. Les violences dans le couple touchent toutes les classes sociales, tous les âges et toutes les cultures. La notion de couple doit être comprise au sens large et vise tant les couples mariés que non mariés, les couples homosexuels et hétérosexuels. Les couples séparés sont également concernés.

En 2008, 19.162 procès verbaux ont été dressés en matière de violence entre partenaires, ce qui signifie que, chaque jour, 52 personnes en ont été victimes. Un fléau qui touche majoritairement les femmes, parfois les hommes

Il arrive que les femmes victimes de violences conjugales n'osent pas se présenter dans les commissariats de police, car elles n'osent pas toujours se confier et s'y sentent mal accueillies : leur parole n'est pas toujours prise au sérieux par les fonctionnaires en service et aucune intimité n'est garantie lors du tout premier accueil. Force est de constater que les policiers sont encore trop peu formés.

Compte tenu de ces éléments, la lutte contre les violences conjugales et la prise en charge des victimes doivent être une priorité absolue dans les politiques mises en place par les pouvoirs publics.

Considérant :

- que l'ensemble des entités fédérales et fédérées ont fait de la lutte contre les violences conjugales et familiales une priorité en définissant précisément le 8 février 2006 ce qu'il y a lieu d'entendre par violences conjugales au sein des "relations intimes", à savoir "Un ensemble de comportements, d'actes, d'attitudes de l'un des partenaires ou ex-partenaires qui visent à contrôler et dominer l'autre. Elles comprennent les agressions, les menaces ou les contraintes verbales, physiques, sexuelles, économiques, répétées où amenées à se répéter portant atteinte à l'intégrité de l'autre et même à son intégration socioprofessionnelle";
- que le Plan d'Action National 2010-2014 comprend sept objectifs stratégiques, dont le dénominateur commun est leur orientation vers l'élimination de la violence conjugale.
- que la déclaration de politique générale du gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de 2009 vise à "Promouvoir l'égalité des chances" et dans son chapitre 6, au point 3, consacre un point à la lutte contre les

violences conjugales : "La lutte contre les violences conjugales et intrafamiliales reste pour le Gouvernement une priorité sociale et de santé publique"

- qu'attendu la publication d'une circulaire à destination de l'ensemble des Parquets fédéraux sur les violences conjugales et intrafamiliales dénommée 'circulaire Tolérance zéro', entrée en vigueur le 3 avril 2006, qui incite à la création d'un plan d'action par arrondissement judiciaire, la prise en compte et au suivi de toute plainte la matière auprès des autorités policières et consacre la nécessité d'un suivi spécifique des auteurs de violences conjugales
- la nécessité de disposer d'un véritable plan de sensibilisation coordonné luttant contre l'ensemble des violences conjugales et familiales sur notre commune.

**SP 44/2.- Les heures d'ouverture du parc Reine-Vert (Demande de Madame Bernadette VRIAMONT) -- De openingsuren van het Koningin-Groen park (Verzoek van Mevrouw Bernadette VRIAMONT)**

**Mme Vriamont expose son point  
M. le Bourgmestre répond  
Mme Vriamont intervient.**

**SP 44/3.- L'état d'avancement concernant l'école communale Néerlandophone (Demande de Madame Bernadette VRIAMONT) -- De stand van zaken aangaande de Nederlandstalige Gemeenteschool. (Verzoek van Mevrouw Bernadette VRIAMONT)**

**Mme Vriamont expose son point  
Mme Smeysters et M. Denys répondent.  
Mme Vriamont intervient**

**QUESTIONS ORALES -- MONDELINGE VRAGEN**

**SP 45.- Les travaux d'aménagement à Helmet en 2013 (Question de Monsieur Jean-Pierre VAN GORP) -- De inrichtingswerken te Helmet in 2013 (Vraag van de heer Jean-Pierre VAN GORP)**

**M. Van Gorp pose sa question  
Mme Jodogne répond**

**SP 46.- Le planning des travaux de la place des Chausseurs Ardennais (Question de Monsieur Jean-Pierre VAN GORP) -- De planning van de werken aan het Ardens Jagersplein (Vraag van de heer Jean-Pierre VAN GORP)**

**M. Van Gorp pose sa question  
Mme Smeysters répond**

**La séance publique est levée à 22 heures 30 minutes -- De openbare vergadering wordt beëindigd om 22.30 uur.**